



Radio-Télévision / Heures locales

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15048 - 7 F.

- DIMANCHE 13 - LUNDI 14 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

En lançant une offensive militaire dans la capitale somalienne

Les forces des Nations unies tentent de neutraliser la principale faction armée à Mogadiscio

Une question d'autorité

QUELQUES mauvais esprits avaient osé critiquer l'opération humanitaire « Rendre l'espoir », lors du débarquement de la force multinationale sous commandement américain, en décembre dernier. « Si vous avez éliminé Bayrouth, vous allez éliminer Mogadiscio », avait lancé un connaisseur du terrain, l'ambassadeur américain au Kenya, à l'intention de ses compatriotes.

Faute d'avoir mené l'opération jusqu'à son terme logique - notamment en désarmant les chefs de guerre - la Somalie est devenue un « bourbier » dans lequel l'ONU est maintenant conduite à intervenir par la force, sauf à y perdre toute crédibilité. Pouvaient-ils garder les bras croisés après l'embuscade qui a causé la mort de vingt-trois « casques bleus » pakistanais ? Attendus depuis plusieurs jours, son opération aérienne et terrestre a finalement été lancée samedi 12 juin à l'aube.

CETTE offensive - une première pour les Nations unies - vise notamment à arrêter les responsables de l'attaque de la semaine dernière, conformément à la résolution adoptée dès le lendemain par le Conseil de sécurité. Le général Mohamed Farah Aidid n'est pas officiellement cité, mais il figure en tête de liste. Les Etats-Unis, qui ont passé le flambeau du commandement de l'opération multinationale à l'ONU début mai, mais n'en sont pas moins les principaux artisans de cette intervention, confirment à leur changement d'optique : disposés à traiter avec les chefs de faction à leur arrivée en décembre, ils ont été amenés à l'offensive devant leur irréductibilité.

Grâce à la mobilisation internationale, on ne meurt plus de faim en Somalie. Mais les puissances étrangères n'ont pas su ramener la paix dans l'ancienne colonie italienne, au profit d'abord à la guerre contre son ancien maître Syaad Barre, chassé du pouvoir en janvier 1991, puis aux conflits entre clans.

POUR les sept millions de Somaliens, otages de bandes armées par des « seigneurs de la guerre », la reconstitution de l'Etat demeure une chimère. La force multinationale a certes tenté, ces derniers temps, de privilégier la réhabilitation de la « société civile », en relayant à l'arrière-plan les contacts avec les chefs de clans. Un travail de Sisyphe. Car l'émergence d'un tissu social susceptible de reconstruire le pays semble impossible aussi longtemps que la population ne sera pas désarmée.

Les marques d'hostilité des bandes armées à l'égard de l'ingérence étrangère n'ont jamais cessé en Somalie depuis le lancement de l'opération « Rendre l'espoir ». Nul doute que cette nouvelle intervention portera à son comble l'exaspération des irrédentistes qui se sont déjà attaqués aux troupes étrangères. Leurs actions pourraient donc se multiplier. L'ONU pouvait-elle pour autant laisser impunie la mort de vingt-trois de ses « casques bleus », au risque de faire le jeu des extrémistes ? Elle a estimé devoir répondre par la négative.

M0146 - 0613 0 - 7,00 F



Sous l'autorité des Nations unies, avec des effectifs et du matériel fournis essentiellement par les Etats-Unis, une offensive a été lancée, samedi 12 juin à l'aube, contre les positions tenues à Mogadiscio par les hommes du général Aidid. Principal chef de faction dans la guerre civile qui a ravagé la Somalie et provo-

qué l'intervention internationale, ce dernier était considéré par l'ONU comme responsable des heurts qui avaient causé la mort de 23 « casques bleus » pakistanais une semaine auparavant. Les forces des Nations unies ont attaqué la station de radio du général Aidid et des dépôts d'armes contrôlés par sa faction.

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Une heure avant l'aube, après un intense survol de la capitale par les hélicoptères, des explosions de forte puissance ont secoué la ville, suivies de grands éclats orange à l'horizon, ce qui marquait vraisemblablement la destruction de dépôts de munitions ou d'armes à la périphérie. L'artillerie est alors entrée en action en divers endroits, mais, selon des témoins somaliens, il devait s'agir de tirs à blanc destinés à provoquer une riposte et localiser les canons adverses.

Toutefois, la seule réponse des miliciens du général Aidid, depuis le QG de « l'homme fort de Mogadiscio », a été hêve et désordonnée : des tirs de mitrailleuses à balles traçantes qui n'ont pas interrompu un instant le ballet des hélicoptères. Au lever du jour, ces appareils ont à nouveau survolé la ville, lâchant des tracts et stationnant un long moment au-

dessus de la villa du général Aidid. Quelques instants auparavant, plusieurs obus tombaient sur le bâtiment de Radio-Mogadiscio, qui était tenue par le général et lui servait à régler publiquement ses désaccords avec les Nations unies.

Au milieu des gravats, dans un studio de fortune, Hassan Aïsh Bogoreh hoche la tête en montrant un générateur explosé dans la salle voisine. « Pourquoi avoir cassé ma radio sans même prévenir ? dit-il. Nos familles auraient pu être tuées ! ».

Selon lui, une quinzaine d'obus ont atteint la radio, tirés de la mer, à 4 heures du matin. Un officier de police a affirmé à l'AFP que quinze de ses hommes avaient été blessés par des éclats d'obus dans un commissariat voisin. Radio-Manta, contrôlée par l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM), a laconiquement annoncé dans ses bulletins que Radio-Mogadiscio avait été « détruite ».

An lever du soleil, les gens sont sortis de chez eux comme si de rien n'était. Une situation étrange, compte tenu du vespéral de la nuit, mais les gens, ici, en ont vu d'autres depuis deux ans et demi. Les vendeuses de thé, les petits commerçants, ont rouvert leurs échoppes. Un coiffeur précise qu'« il faut bien vivre ».

Les passants déambulent en carrefour du « kilomètre 4 » où les « casques bleus » pakistanais paraissent un peu plus tassés que d'habitude derrière leur fortin de sacs de sable. Il y a foule devant la résidence du général Aidid. Ses partisans sont rassemblés là, comme chaque matin, pour discuter des nouvelles du jour. Certains sont venus « pour défendre leur chef », d'autres affirment qu'il a quitté sa résidence pour une destination inconnue.

JEAN HÉLÈNE

Lire la suite et nos informations page 5

Selon de nouvelles prévisions du gouvernement

La production baisserait de 0,8 % cette année

Le gouvernement annoncera vendredi 18 juin, lors de la réunion de la Commission des comptes de la nation, une nouvelle révision de ses prévisions. La baisse de la production nationale atteindrait 0,8 % cette année, ce qui serait la récession la plus forte depuis la seconde guerre mondiale. En visite dans le Nord, M. Balladur a estimé néanmoins que la politique économique permettrait « un souffle nouveau » en septembre.



Lire l'article d'ALAIN VERNHOLLES page 13 et nos informations sur la visite de M. Balladur dans le Nord page 6

Un geste de la Corée du Nord

Pyongyang renonce à se retirer du traité de non-prolifération nucléaire.

page 4

Sida :

la science impuissante

La conférence de Berlin s'est conclue sans beaucoup d'espoir sur la mise au point prochaine d'un vaccin ou d'un traitement efficace.

page 8

La Biennale de Venise

En marge de la manifestation internationale qui ouvre ses portes dimanche 13 juin, un programme de musique contemporaine rend hommage au compositeur Luigi Nono.

page 11

Alain Madelin au « Grand Jury RTL-le Monde »

Alain Madelin, ministre des entreprises et du développement économique, chargé des PME, du commerce et de l'artisanat, est l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche à 18 h 30.

Les lycéennes-mamans de Baltimore

Aux Etats-Unis, des établissements scolaires accueillent les jeunes mères célibataires et les adolescentes enceintes, dont le nombre a beaucoup augmenté

BALTIMORE (Maryland)

de notre envoyé spécial

Comme souvent aux Etats-Unis, la porte de l'école affiche un panneau dissuasif : « Ici, pas de drogue ». Le paysage du quartier est sans surprise : allées de maisons nettes en triste état, amoncellements d'ordures et panier de basket-ball planté sur un bout d'asphalte encadré de grillages métalliques. Le ghetto noir de Baltimore, le grand port de Maryland, passe pour être l'un des plus « durs » de la côte est. Comme souvent, encore, la porte de l'école a des allures de porte de prison : deux battants blindés avec une toute petite meurtrière.

Mais ni le panneau « pas de drogue » ni ce portail de forteresse ne suffiraient à dissuader la Laurence G. Paquin School, un établissement pour filles, des autres écoles publiques de la ville. Ce qui distingue l'école, c'est sa clientèle. A la rentrée des classes, chaque matin, les quelque 300 adolescentes - de treize à dix-huit ans - de

l'école viennent avec leurs enfants, du nouveau-né au trois-quatre ans. L'école accueille des adolescentes enceintes ou mères célibataires.

C'est donc un lycée avec un jardin d'enfants. Et, si l'on se fie à l'évolution du nombre de maternités chez les adolescentes célibataires dans la population noire, c'est un genre d'établissement qui pourrait être amené à se multiplier aux Etats-Unis. La Paquin School illustre un grand débat de l'Amérique des années 90 : l'éclatement de la famille chez les plus défavorisés des Américains, héritage des années 60 et 70, entretient-il la pauvreté ?

« Sans cette école, je ne m'en serais pas sortie », Kimberley a déposé son fils Jean-Bernard, trois ans, au jardin d'enfants avant d'entrer en salle de classe. « Sans cette école, j'aurais été rangée dans la colonne « Drop out », les élèves qui ne finissent pas le cycle secondaire ; j'aurais été une statistique de l'assistance sociale », Kimberley aurait été comme la majorité des ado-

lescentes mères célibataires : tirée vers le bas de l'échelle sociale, quittant l'école, vivant d'allocations, faisant un deuxième et un troisième enfant pour toucher plus d'allocations, etc. Et participant ainsi à la reproduction d'un modèle social, et culturel, qui, avec les conditions économiques, expliquerait la permanence d'un noyau dur, incompressible, de pauvres aux Etats-Unis.

Près de 90 % des filles-mères de l'école Paquin sont elles-mêmes filles de mères célibataires. Parce que l'école a pris son fils en charge, Kimberley poursuit ses études et son rêve : devenir esthéticienne et, un jour, ouvrir une parfumerie. Elle a de longues journées. Lever à 6 heures, soins à l'enfant, départ en bus, ensemble, pour l'école ; les mères retrouvent leurs enfants à l'heure du déjeuner mais peuvent toujours faire une rapide visite à la garderie.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 4

HEURES LOCALES

Paris : l'axe historique change de direction

Un élu va présider le conseil d'administration de l'Etablissement public de la Défense, l'aménagement prévu entre la Grande Arche et la Seine risque d'être remis en question.

Bègles : du rouge au vert

Les habitants de la banlieue de Bordeaux se cherchent une identité.

Avec les pages « Régions » et « Ile-de-France », les informations pratiques, les livres, le débat.

Une page 17 à 24

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligataire ■ Matières premières ■ Marché international des capitaux.

page 15

L' "Drôle, émouvant, féroce, inquiétant, superbe." Pierre Lepape, *Le Monde*

événement

GABRIEL GARCIA MARQUEZ
Prix Nobel de littérature

DOUZE CONTES VAGABONDS

Grasset

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 8 DM ; Belgique, 250 F ; Espagne, 250 Ptas ; France, 7,00 F ; Italie, 1,20 L ; Japon, 1,20 ¥ ; Pays-Bas, 1,20 Gld ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA, 1,20 \$; Canada, 1,20 Cdn\$; Australie, 1,20 A\$; Nouvelle-Zélande, 1,20 NZ\$; Afrique du Sud, 1,20 Rand ; Israël, 1,20 NIS ; Grèce, 1,20 Dr ; Turquie, 1,20 Lira ; Espagne, 1,20 Ptas ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suisse, 1,20 Sfr ; USA,

DATES

Il y a vingt ans

Lip : les marches de l'utopie

par Brigitte Camus-Lazaro



Début juin 1973 : Premières réunions et expressions libres, affiches et journaux pirates vont fleurir. Un employé et un horloger lisent un tract : les femmes, majoritaires dans les ateliers, s'interrogent sur leur avenir. Ici un «dazibao» grand à partie Jacques Weisman, alors député (UDR) du Doubs.

«Lip», précurseurs de 1973 : la grève des horlogers du Haut-Doubs (en 1907) et celle des plombiers-zingueurs-couvreurs (en 1920), avec mise en commun des payes et de la production.

Si le 12 juin constitue le tournant, le 17 avril aura été le détonant. Ce jour-là, Jacques Saint-Prix, qui a succédé à Fred Lip en février 1971, comme PDG de la société, présente sa démission et nomme deux administrateurs provisoires : il vient de recevoir la réponse négative de l'Institut de développement industriel à ses demandes de concours pour reconstruire les capitaux propres. Les Parisiens de Palente réagissent au quart de tour et vont faire le siège de Matignon, soutenus par le maire de Besançon, Jean Minjoz (PS), et Robert Schwint, sénateur, qui lui succédera en 1977.

«On fabrique, on vend, on se paye»

Le 15 juin, dans Besançon déclarée «ville sinistrée», la première marche, qui réunit plusieurs milliers de manifestants, le maire en tête, se transforme en une «grand-messe» au sens propre puisque l'archevêque de Besançon, Mgr Marc Lalieu, prend la parole après avoir longuement hésité. «J'ai été le chercher dans l'église où il priait», raconte Michel Jeannin-gros. «C'est calme ?» n'a-t-il demandé. «Tout est calme, pour l'instant», lui a-t-il répondu. Pourant le 15 juin marque le début des violences des forces de l'ordre qui, ce jour-là, embarquent, sans ménagement, manifestants et consommateurs assis aux terrasses.

Un âge d'or révolu

La France va vivre pendant quatre ans à l'heure de «l'affaire Lip» : une saga ponctuée de marches et d'occupations ; l'utopie d'une autre entreprise avec Claude Neuschwander de 1974 à 1976, puis la survie de «l'après-Lip» à partir de 1977. Dans les trois vies de Lip, Lip-1973 fut la première lutte nationale d'envergure pour la défense de l'emploi au sortir des «trente glorieuses» et à l'entrée de la crise née du premier choc pétrolier. La position de la Franche-Comté dans le paysage horloger d'alors se résume en quelques chiffres : en 1973, sur 16 millions de montres françaises, 38 % sont produites par Besançon et 55 % par le Haut-Doubs. Mais l'âge d'or de Lip – et de l'horlogerie française des années 1960-1965 – est révolu si l'on constate qu'à la fin du dix-neuvième siècle, Besançon produisait 90 % des montres françaises. Cette évolution a conduit très vite Fred Lip, parfois contesté pour sa gestion, à diversifier la production vers des secteurs extra-horlogers : l'armement et la machine-outil.

Les facteurs économiques, liés à la tradition horlogère depuis 1772, et l'histoire de la région vont peser sur Lip. Besançon, patrie des «socialistes utopistes» – Charles Fourier (1772-1837) et Pierre Joseph Proudhon (1809-1865) – est également le terrain du catholicisme social. L'action catholique JEC, (Jeunesse étudiante chrétienne), JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) imprègnent et structurent l'action des grands dirigeants syndicaux CFDT de Lip : Charles Piget, Roland Viot, Michel Jeannin-gros.

Ce dernier, «l'archiviste» du conflit (il a tenu le journal de bord de Lip), répertorie dans l'histoire de la Franche-Comté plusieurs

mation professionnelle unique en son genre.

La lune de miel entre Claude Neuschwander et les actionnaires, qui l'ont échoisi, durera jusqu'en octobre 1975. Plusieurs grains de sable ont gâché les rouages de la machine Lip : des erreurs dans les estimations de stocks, et du coût de certains produits ; les déficits de 1974 et de 1975, etc. Une petite annonce assassine parue dans le *Figaro* et le *Monde* – «Lip cherche directeur général» – met fin à la liaison de Claude Neuschwander. Le 20 février 1976, il est remplacé par Jean Sargueil à la présidence de Lip.

Dans *ils ont tué Lip*, manuscrit de 1976 jamais publié, pour cause de censure, l'ancien jeune patron remet les pendules à l'heure. Il reconnaît ses erreurs, et explique le revirement des actionnaires Antoine Riboud de BSN et Renaud Gillet de Rhône-Poulenc par le contexte politique et économique et la connotation négative du «symbole Lip» pour l'établissement. Symbole fort, piquant, en avril 1975, une note de conjoncture de la Banque de France sur la crise de l'horlogerie française estimait que la profession horlogère pouvait s'organiser autour d'une marque comme Lip propre à dynamiser la commercialisation de la production française.

Mais au vu du «trou» financier, le 3 mai 1976, le tribunal de commerce de Paris prononce la liquidation des biens de la SEHEM. Les ouvriers de Palente, de nouveau menacés de licenciement, occupent l'usine, reprennent la production et les ventes sauvages de montres. Mais l'élan est brisé. Sur fond de crise économique, la lutte devient anachronique et les payes sauvages se transforment en indemnités de survie pour les Lip en fin de droits. Après la liquidation prononcée le 12 septembre 1977 par le tribunal de commerce de Besançon, Lip redémarre sous forme de plusieurs coopératives en décembre 1977.

L'une des rares survivantes, Lip précisions SA, a rompu avec l'horlogerie pour se diversifier dans la micro-mécatronique. Le seul bébé Lip à jouir d'une santé insolente est Statice SA, créée par les ingénieurs de Lip, qui tient le flambeau de l'excellence en matière de recherche. Le laboratoire technologique aura mieux cassé que le laboratoire social.

En 1993, que sont devenus les Lip ?

Avec l'accord de Fred Lip, la marque Lip a été rachetée en 1990 par Jean-Claude Senemart, PDG du groupe Senemart, spécialisé dans l'outillage (le chiffre d'affaires de Lip France a atteint 18 millions de francs en 1992). Les boîtiers des montres sont fabriqués en sous-traitance et le reste de la gamme, stylos, réveils, pendules, est importé et commercialisé sous la marque Lip. L'utopie en sous-traitance.

Les Lip, partis en retraite pour la plupart, cultivent leur jardin. Certains font leur autocritique et refusent le culte de la nostalgie. Charles Piget évoque «les erreurs faites dans l'après-Lip économique». Quant à Claude Neuschwander, il exorcise sa passion en écrivant un livre sur le chômage.

Innové pour survivre... A Besançon, le premier Musée français du temps va être créé : il exposera le passé mais également le futur, l'histoire de l'horlogerie, les signes tangibles de l'histoire de Lip, et peut-être également cette horloge de l'utopie, qui fait dire à certains auteurs, malgré les drames et les déchirures, vingt ans après, «Si c'était à refaire demain je recommencerais».

BIBLIOGRAPHIE :

Manrice Gravel, *Les Parisiens de Palente*, Grasset, 1974 ; *L'Expérience des Lip*, de Léon Vinzler dans la revue *Esprit* d'octobre 1974, et *Les Lip de l'utopie à la réalité* aujourd'hui, article de Gaston Bordet dans *Esprit* de septembre 1980 ; Rapport d'Edgar Hirsch, ingénieur ICB, docteur en droit, *L'industrie française de la montre, comment on détruit une industrie en dix ans* (1984) et *La montre de demain sera-t-elle française ?* (1988) ; Claude Neuschwander *Patron mais, Le Seuil*, 1975 ; Claude Neuschwander, et Gaston Bordet, *Lip vingt ans après* (Propos sur le chômage), Syros, 1993 ; Monique Pizon, *C'est possible*, éditions Des femmes, 1974 ; Collectif féminin, *Lip ou féminin*, Syros, 1976 ; Joëlle Beurier, *La mémoire de Lip*, maîtrise d'histoire, Paris-1, 1992.

“GRAND JURY”
RTL - Le Monde

ALAIN
MADELIN

MINISTRE DES ENTREPRISES ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
 CHARGÉ DES PME DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

DEBAT ANIMÉ PAR
HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ PASSERON
 ET CAROLE MONNOT (LE MONDE)
 RICHARD ARZT
 ET JANNIE PERRINON (RTL)

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
RTL

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
 15, RUE FALGUIÈRE,
 75001 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 40-65-25-26
 Télécopieur : (1) 40-65-25-99
 Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 40-65-25-25
 Télécopieur : (1) 49-60-30-10
 Tél. : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde
 Début de la société :
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944.
 Capital social :
 620 000 F

Principaux associés de la société :
 Société civile
 « Les Rédacteurs du Monde »
 « Association Hubert-Beuve-Méry »
 Société anonyme
 des lecteurs du Monde
 Le Monde-Entreprises
 M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Président directeur général :
 Jacques Lesourne
 Directeur général : Michel Cros
 Membres du comité de direction :
 Jacques Guio, Philippe Dupuis
 Isabelle Tsafiri
 15-17, rue du Colonne-Neuve-Avia
 75002 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 46-62-72-73
 Tél. MONDPUB 634 128 F
 Tél. : 46-62-94-71. Société filiale
 de la SARL Le Monde et de la SARL Le Monde SA.

Imprimerie
 du Monde
 12, r. M.-Cunha
 94015 IVRY CEDEX
 Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 57 437
 ISSN : 0395-2037
 PRINTED IN FRANCE
 Remarques sur les microfilms et
 index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE
 Composée 36-15 - Tapes LEMONDE
 ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
 1, place Hubert-Beuve-Méry,
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
 Tél. : (1) 49-60-32-90
 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE, BELGIQUE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres CEE
3 mois	536 F	572 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 124 F	1 560 F
1 an	1 898 F	2 056 F	2 960 F

Échange :
 par voie aérienne sur demande,
 pour nos abonnés étrangers et
 pour nos abonnés de l'étranger
 à l'adresse ci-dessous
 ou par MINITEL 36-15 LEMONDE
 code d'accès 400

LE MONDE (USPS) is published daily for
 \$12 per year by LE MONDE, Inc., 100 West 40th
 Street, New York, N.Y. 10018. Second class
 postage paid at New York, N.Y., and at additional
 mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to
 LE MONDE, Inc., 100 West 40th Street, New York,
 N.Y. 10018. Change of address: 100 West 40th
 Street, New York, N.Y. 10018. Please allow four
 weeks for change of address to take effect. Send
 change of address with latest address label.
 Change of address: 100 West 40th Street, New York,
 N.Y. 10018. Please allow four weeks for change
 of address to take effect. Send change of address
 with latest address label.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, 3330 Pacific
 Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 2403 USA

Changements d'adresse définitifs ou
 provisoires : nos abonnés sont invités à
 formuler leur demande deux
 semaines avant leur départ, en indiquant
 leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN
 D'ABONNEMENT
 DURÉE CHOISIE**
 3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____
 Localité : _____
 Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
 nos propres en copies d'impression.
 PP, Paris PP 301 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
 Comité de direction :
 Jacques Lesourne, gérant
 directeur de la publication
 Bruno Frappat
 directeur de la rédaction
 directeur de la gestion
 Manuel Lucbert
 secrétaire général

Rédacteurs en chef :
 Jean-Marie Colombani
 Robert Solé
 (adjoints au directeur
 de la rédaction)

Yves Agnès
 Thomas Garnier
 Philippe Harvenan
 Jacques-François Stéven
 Daniel Vermet
 (directeur
 des relations internationales)

Anciens directeurs
 Hubert Beuve-Méry (1944-1968)
 Jacques Fauriol (1968-1982)
 André Laurens (1982-1986)
 André Fontaine (1986-1991)

Moscou n'a pris aucun engagement
 la protection des enclaves m

Le président bosniaque appelle à
 l'embargo sur les armes qui frapp

L'état de santé de l'opposant serbe
 Milovan Vuk Draskovic se serait aggraver

Les forces militaires des
 pays de l'Est...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

Le bilan des élections
 en Bosnie-Herzégovine...

Le bilan des élections
 en Monténégro...

Le bilan des élections
 en Albanie...

Le bilan des élections
 en Macédoine...

Le bilan des élections
 en Bulgarie...

Le bilan des élections
 en Roumanie...

Le bilan des élections
 en Hongrie...

Le bilan des élections
 en République tchèque...

Le bilan des élections
 en Pologne...

Le bilan des élections
 en Slovaquie...

Le bilan des élections
 en République slovéne...

Le bilan des élections
 en Croatie...

Le bilan des élections
 en Serbie...

سكوتات

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yugoslavie et la réunion de l'OTAN à Athènes

Moscou n'a pris aucun engagement pour la protection des enclaves musulmanes

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev, n'a pris aucun engagement ferme, vendredi 11 juin à Athènes, devant ses homologues des pays membres de l'OTAN, quant à la participation des troupes russes à la protection des « zones de sécurité » en Bosnie.

Lors d'une réunion du Conseil de l'Atlantique nord, qui rassemble les représentants de l'OTAN et des vingt-deux pays issus de l'ancien pacte de Varsovie, les Occidentaux ont demandé aux pays de l'Est de contribuer aux renforts de la FORPRONU nécessaires pour assurer la protection de Sarajevo et de cinq enclaves musulmanes de Bosnie. Cette demande s'adressait en particulier à la Russie, d'autant que M. Kozirev avait été partie prenante à l'élaboration avec quatre

autres pays (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Espagne), le 22 mai à Washington, d'un « programme d'action commun » incluant la création de ces zones de sécurité.

M. Kozirev a affirmé que son pays « continuera de participer pleinement à tous les efforts pour assurer la paix » en Bosnie. Il n'a pas exclu le principe de l'envoi de troupes supplémentaires dans l'ex-Yugoslavie (700 « casques bleus » russes sont déjà déployés en Croatie), mais a estimé que la mission de la FORPRONU pour les zones de sécurité n'était pas encore assez clairement définie. Dans certaines délégations occidentales on regrettait le « double langage », voire le « double jeu » des Russes et on s'insurgeait de leur rapprochement avec les positions serbes.

L'OTAN s'est engagée, à Athènes, à assurer la protection aérienne des « casques bleus » qui seraient attaqués en Bosnie. La réunion n'a, en

revanche, pas fait avancer le problème des effectifs au sol nécessaires (environ 5000 hommes supplémentaires). Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, qui était de passage cette semaine à Paris, estime à deux ou trois mois le temps nécessaire pour les rassembler.

Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, qui a proposé un redéploiement au profit de la Bosnie des « casques bleus » français déployés en Croatie, voire en d'autres régions du monde, a assuré que certains pays qui ne participent pas à la FORPRONU contribuent au moins financièrement au renforcement de ses effectifs.

Klaus Kinkel, le ministre allemand des affaires étrangères, avait accueilli positivement cette demande. M. Boutros-Ghali entend faire une démarche similaire auprès de certains pays musulmans.

C. T.

Le président bosniaque appelle à la levée de l'embargo sur les armes qui frappe ses forces

« Nous ne voulons ni vos soldats, ni vos armes. Nous voulons pouvoir nous défendre », le président bosniaque Alija Izetbegovic a lancé, vendredi 11 juin, un appel aux Français, leur demandant d'aider le peuple bosniaque à « défendre son existence » et plaçant une nouvelle fois pour la levée de l'embargo sur les armes pour la Bosnie-Herzégovine.

Arrivé en fin d'après-midi à Paris pour une visite privée, Izetbegovic a été reçu par François Mitterrand et rencontré par le premier ministre Edouard Balladur. M. Izetbegovic a souligné, sur TF1, en fin de soirée, une déclaration écrite en français, que la Bosnie-Herzégovine était « une nation souveraine et indépendante ».

Pourtant, a-t-il dit, « la communauté internationale n'a rien fait pour défendre l'histoire jugée. Mais mon pays est toujours soumis à un

embargo sur les armes. On ne peut pas priver un homme ou un peuple du droit de se défendre ». « La France, le pays de la liberté et des droits de l'homme, a-t-il ajouté, ne peut nous lier les mains. L'humanité saine à Sarajevo ».

M. Izetbegovic, qui, avant de se rendre en France, a été reçu au Vatican par Jean-Paul II, participera la semaine prochaine à un sommet qui réunira, à Genève, outre le président bosniaque, ses homologues croate Franjo Tudjman et serbe Slobodan Milosevic.

De passage à Zagreb avant de gagner Rome, M. Izetbegovic a eu un long entretien, qualifié de tendu dans son entourage, avec le président Tudjman. Sur les affrontements qui opposent depuis une semaine forces croates et musulmanes en Bosnie centrale, M. Izetbegovic a déclaré, en Croatie, à la télévision, qu'il estimait « l'entière responsabilité des combats ».

« L'entière responsabilité des combats ».

Vendredi, ces heurts ont amené les « casques bleus » britanniques stationnés dans la région à riposter à des tirs dirigés contre un convoi humanitaire musulman. Deux militaires croates et trois, comme annoncé dans un premier temps (le Monde du 12 juin) - ont été tués par les soldats anglais. Par trois fois, le convoi, composé de quelque cinq cents camions à destination de l'Italie, a été attaqué par les Croates dans les environs de Vitez. (AFP, Reuters)

RUSSIE : la conférence constitutionnelle

Un compromis semble se dessiner entre Boris Eltsine et les parlementaires

Prévue pour siéger jusqu'au 16 juin, la conférence chargée d'élaborer une nouvelle Constitution pour la Russie achève sa première semaine de travaux. Composée pour l'essentiel de députés favorables à Boris Eltsine, elle se pose en concurrent du Parlement dominé par les éléments conservateurs. Les porte ne sont toutefois pas totalement rompus entre les deux instances.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Converte, samedi 5 juin, dans le chaos, puisque le président du Parlement, Rousslan Khasboulatov, avait été obligé de quitter la salle, alors que l'assistance l'empêchait de parler, la conférence chargée de mettre au point un nouveau projet de Constitution pour la Russie a tenu, samedi 6 juin, sa première séance de travail sur une note beaucoup plus consensuelle.

Dans le message qu'il a adressé, vendredi soir, à la nation à la veille de la fête de l'indépendance, Boris Eltsine a qualifié de « bon et professionnel » le travail de la conférence, où « toute la Russie est présente ».

Il y a encore peu, il était impossible de convoquer un tel forum et maintenant nous travaillons ensemble », a ajouté le chef de l'Etat, qui n'a pas hésité à déclarer qu'il voyait dans cette conférence une image du « parlementarisme de demain ». Les opposants font toutefois valoir que, si cette conférence groupe effectivement les représentants des différents pouvoirs administratifs mais aussi des partis politiques et des forces économiques du pays, ceux-ci ont, dans leur grande majorité, été choisis dans la mouvance favorable à

M. Eltsine. Venant après d'autres déclarations des proches de Boris Eltsine, qui avaient l'idée de prolonger les travaux de la conférence au-delà du 16 juin, date prévue pour sa dissolution, voire d'élargir le champ de ses attributions, ces dernières prises de position du président russe ne peuvent que sonner comme un avertissement à l'attention des « vrais » députés : c'est-à-dire en train de mettre en place une sorte de pouvoir législatif parallèle, une assemblée de « conseillers » chargés d'« éclairer » le président ?

« Cette conférence n'a pas de visées sur les plus importantes fonctions du Parlement : l'adoption de la législation quotidienne, les fonctions de contrôle », a, certes, déclaré vendredi le premier vice-premier ministre, Vladimir Choumiline, avant d'ajouter qu'« elle a déjà fait preuve d'une capacité intellectuelle plus élevée que celle du Parlement ».

En l'absence de Rousslan Khasboulatov, victime d'un malaise, dit, selon son entourage, « d'un fort surmenage », les députés d'ont pas pour le moment réagi à cette menace. Il est vrai que soufflant, comme à son habitude, le chaud et le froid, M. Eltsine avait fait, jeudi, un pas

important en direction du Parlement, puisqu'il avait accepté de prendre en compte son projet de Constitution. Oleg Roussiatsev, le secrétaire de la commission constitutionnelle du Parlement, initialement opposé, comme M. Khasboulatov, à la tenue de la conférence constitutionnelle, est désormais prêt à travailler avec la présidence pour mettre au point un projet « unifié » de Constitution. « Nous passons d'une phase de lutte impitoyable à une phase de coopération », a-t-il déclaré. Mercredi, les députés avaient, eux aussi, montré leur volonté de compromis en demandant justement au président du Soviet suprême, Rousslan Khasboulatov, de cesser de boycotter la conférence.

Il reste que, sur l'essentiel de sa mission, à savoir la mise au point d'un projet de nouvelle Constitution, la conférence pittoresque, et l'équipe présidentielle semblent désormais enclenchées. Les participants butent sur un point essentiel : à savoir le statut et les pouvoirs à accorder aux différentes entités, régions, Républiques, qui composent la fédération.

JOSÉ-ALAIN FRALON

ricie, est sans secrétaire depuis le limogeage de Iouri Skokov, le 10 mai dernier. (AFP)

Une région de Tchétchénie fait sécession. Les autorités de la région de Nadterechnie, en Tchétchénie, ont décidé de faire sécession et de se joindre aux ordres du général Djokhar Doudaïev, président de cette République autonome du Caucase du nord. Le chef de cette région de 46 000 habitants, Oumar Artoukhmanov, a été investi des « pleins pouvoirs pour maintenir l'ordre dans l'économie nationale ». (AFP)

LOIN DES CAPITALES

Les Fourons « Alsace-Lorraine » des Wallons

FOURON-LE-COMTE

de notre envoyé spécial

À la brochure distribuée par l'Office du tourisme ignore superbement les antagonismes linguistiques qui sont le premier « spécialité » locale : « La commune fusionnée de Fourons, qui constitue la région portant le même nom, semble avoir été préservée par la nature pour être un havre de verdure, de paix, de détente et de rencontre. C'est le seul bout de la terre flamande (province de Limbourg) qui se trouve sur le rivage de la Meuse, une région au centre d'un triangle constitué par les vieilles villes de culture que sont Maastricht, Aix-la-Chapelle et Liège ».

Pourtant, des cortèges haineux ont parcouru ces chemins bordés de grosses fermes à l'opulence normande, des charges de police montées se sont terminées au pied de cas, maisons de village à colombage. Les Fourons, théâtre de la plus longue et de la plus mauvaise « histoire belge »...

1976. Dans le cadre de la grande opération de regroupement décidée en Belgique pour réduire les dépenses locales, six localités wallonnes des confins hollandais et allemands fusionnent pour former la commune dite de Fourons, une entité administrative qu'il ne faut pas chercher sur la carte puisqu'elle se compose en fait de villages bien distincts : Fouron-Saint-Pierre (Saint-Pieters-Voeren en néerlandais), Fouron-le-Comte (Gravenvoeren), Fouron-Saint-Martin (Saint-Martens-Voeren), Moulend, Tuvén et Remersdael. Au total, cinq mille habitants habitent par quelque 4 000 personnes, surtout des paysans.

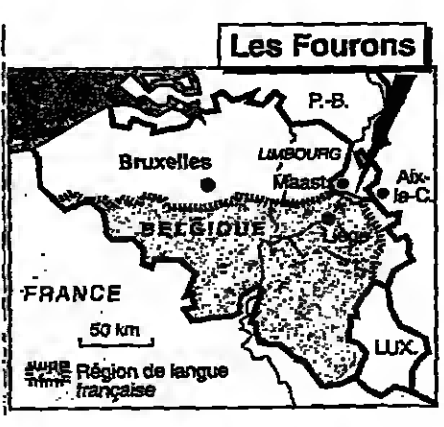
Retour à 1962. Vote de la loi traçant la « frontière linguistique » entre francophones et néerlandophones. Les Fourons sont situés en Wallonie. Mais, à Bruxelles, des esprits pervers se rappellent que ces villages, rattachés à la province de Liège à l'époque napoléonienne, étaient originellement de tradition flamande. Qu'importe si la population s'est largement francisée depuis l'Empire et si un « référendum » à valeur consultative montre que 83 % du corps électoral (et 93 % des votants) sont en faveur du maintien de la commune dans la province francophone ! Les cultes-taux sont priés de se plier aux décisions du pouvoir politique et, dès 1963, leurs villages sont rattachés à Tongre, dans la province flamande de Limbourg.

1964. Les Happort, famille d'agriculteurs appropriés pour faire place à une usine à l'époque où la sidérurgie wallonne n'était pas encore en crise, entrent en possession d'une nouvelle ferme à Fouron-Saint-Pierre. Ils ont acheté ce bien en 1962 mais l'occupant avait droit au maintien dans les lieux pendant deux ans. Quand ils peuvent s'installer, change-

ment de décor administratif : ils avaient cru déménager à l'intérieur de la province de Liège et ils se retrouvent au Limbourg ! Dans un village où les francophones doivent payer de leur poche pour entretenir une école privée. Un des fils de la famille, José, a de l'énervement à revendre. Il le montre par des actions musclées de syndicalisme agricole. Il cesse de pousser des bureaux à l'intérieur du Parlement et prend le titre d'une bataillesse « association des parents francophones », ensuite transformée en Action fouronnaise.

« Légitime défense » canine

Commence alors une série d'escarmouches. La fronde des francophones fouronnais contre la tutelle flamande devient une affaire nationale qui fait tomber les gouvernements. Vient de Flandre, des activistes du TAK (Taal actie komitee, Comité d'action linguistique) font des « promesses » punitives dans les villages indociles. Contre-manifestations et bagarres. Un jour, la gendarmerie lâche des chiens policiers contre les partisans de José Happort. Explication du ministre (flamand) de l'intérieur : « Les chiens étaient en légitime défense lorsqu'ils ont mordu les jeunes francophones ».



Au fil des ans, des compromis sont intervenus. Grand vainqueur des élections locales, José Happort a renoncé à revendiquer le poste de bourgmestre (maire) en échange d'une modification du statut des Fourons, devenus parfaitement bilingues. Il se contente de la fonction de premier échevin, refusant toujours de parler néerlandais lors des délibérations du conseil communal. Mais, un peu partout, des chahuteurs proclament que « la lutte continue ». Des « FW » (pour « Fourons wallons ») demeurent inscrits jusqu'au toit

d'ardoise de l'église de Fouron-Saint-Pierre. Il est vrai que le clergé, obéissant aux ordres de la hiérarchie, officie généralement en néerlandais, y compris pour administrer les derniers sacrements. Certains paroissiens préfèrent aller communier à Aisbel ou à Vloed, deux jolies localités voisines, situées en « vraie » Wallonie.

Régulièrement des « wallingants » se réunissent en « centre culturel » de Fouron-Saint-Martin, un bâtiment moderne inauguré par un « ministre » de la communauté francophone de Belgique. En septembre, chaque année, on se demande comment va tourner la « fête du peuple fouronnaise » organisée par José Happort et ses amis. Pas un rédacteur en chef responsable n'ose pas la couverture de l'événement. La tradition a été sauve en 1992 : trois blessés dans les rangs francophones ; trois manifestants flamands arrêtés.

La révision de la Constitution au vu de l'insécurité d'un système fédéral en Belgique a quelque peu modifié la donne. José Happort a mis de l'eau dans le bier. En novembre 1992, sans l'accord des autorités, mais avec leur tolérance tacite, il a organisé un « référendum » pour savoir si la population acceptait le bilinguisme total et l'appartenance trilingue. Ceux des Fourons qui veulent régler leurs affaires en français s'adresseraient à l'administration wallonne ; les autres continueraient de traiter avec la province de Limbourg. Sur 2 717 inscrits, 1 102 votants ont dit « oui » et 41 se sont prononcés pour le « non ». La forte abstention a davantage troublé José Happort que le deserte de députés flamands venus verser de l'encre rouge dans l'urne de Fouron-le-Comte.

Elu député européen, le leader fouronnaise demeure la joker régional d'un Parti socialiste dont l'image est ternie par de vilaines affaires à Liège. « Les Fourons », c'est toujours l'« Alsace-Lorraine des Wallons », constate un proche de Philippe Busquin, président national du PS. José Happort se partage entre son village, Liège et le Parlement européen. Il est enroulé d'un nouveau dada : la disparition prochaine des États nationaux au profit d'un « État européen » et l'avènement de l'« Europe des régions ».

Aujourd'hui dramatiquement endettés, les paysans qui furent ses premiers supporters apprécient-ils ces discours semblables à celui que tiennent quelques activistes communautaires de la Commission de Bruxelles ? Les plus matos pensent que ces balivernes permettent surtout à « José » d'occuper une position d'attente, jusqu'au jour où l'aggravation des querelles belgo-belges pourrait faire rebondir le feuilleton des Fourons.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

L'état de santé de l'opposant serbe emprisonné Vuk Draskovic se serait aggravé

BELGRADE

de notre correspondant

L'état de santé du chef de l'opposition serbe, Vuk Draskovic, qui avait été sévèrement battu lors de son arrestation le 2 juin dernier, s'est « sérieusement aggravé », vendredi 11 juin, selon plusieurs de ses proches et deux médecins membres de son parti, qui lui ont rendu visite à la prison centrale de Belgrade. Le dirigeant du Mouvement du renouveau serbe (SPO), principale formation de l'opposition en Serbie, est une victime d'évanouissements - des troubles que ses avocats mettent sur le compte des mauvais traitements qui lui ont été infligés durant sa détention. Il se plaint depuis plusieurs jours de « maux de tête violents et permanents » et il a expliqué à ses proches que, lors de son arrestation, il avait été frappé à la tête à coups de crosses de fusils d'assaut.

Vendredi après-midi, Vuk Draskovic a été transféré dans un hôpital de Belgrade où il a subi une tomographie cérébrale. À la suite de cet examen, le magistrat chargé de l'affaire a estimé qu'« aucun changement n'avait été observé », que l'état de santé de l'opposant était « satisfaisant », et il a ordonné son retour en cellule. Un diplomate occidental, qui a requis l'annulation de la détention de Vuk Draskovic, a déclaré au Monde avoir vu des radiographies de Vuk Draskovic, faites quelques heures après son arrestation, montrant clairement une fracture de la mâchoire et du bras.

Le comité pour la libération des époux Draskovic, créé dimanche dernier par les pacifistes et les intellectuels indépendants, a appelé à une marche pacifique, le 19 juin, à Belgrade.

F. H.

Les Serbes relâchent des soldats croates en Bosnie. - Quelque 900 soldats croates qui s'étaient rendus aux Serbes pour échapper à une offensive des Musulmans ont quitté, samedi 12 juin, le camp de détention de Manjaca pour rejoindre les forces croates, a annoncé le colonel Milovan Milutinovic des forces serbes de Bosnie. Le porte-parole a précisé que ces hommes seraient échangés, probablement lundi, contre des Serbes détenus dans des zones croates de Bosnie. (Reuters)

ALLEMAGNE : M. Kinkel élu à la présidence du Parti libéral. - Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a été élu, vendredi 11 juin, président du Parti libéral (FDP), membre de la coalition gouvernementale, en remplacement d'Otto Lambdordff. Proche de l'ancien chef de la diplomatie allemande Heuss-Dietrich Genscher, M. Kinkel était le seul candidat à la direction du FDP, dont il est membre depuis février 1991 seulement, mais auquel il a été tout de suite élu (le Monde du 12 juin). Sur 662 députés, 545 ont voté en sa faveur. (AFP)

TURQUIE : l'armée décidée à « nettoyer » les rebelles du PKK. - Les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) « seront nettoyés dans les plus brefs délais », a déclaré, vendredi 11 juin, à Diyarbakir, le chef de l'état-major des armées turques, le général Dogan Gurcs, selon l'agence semi-officielle Anatolie, après la déclaration de chef du PKK, qui avait annoncé, mardi, la fin de sa lutte armée. Le PKK, qui avait annoncé, mardi, la fin de sa lutte armée, en vigueur depuis le 17 mars et déclarant une « guerre totale » à la Turquie (le Monde du 10 juin).

Le Monde
L'ÉCONOMIE

EUROPE

ESPAGNE : après sa victoire aux élections législatives

Felipe Gonzalez veut «mettre en marche la rénovation»

MADRID

de notre correspondant

Bronzé, détendu, Felipe Gonzalez a présidé, vendredi 11 juin, son premier conseil des ministres après sa victoire aux élections législatives. Il a précisé ses intentions : «mettre en marche la rénovation». Deux objectifs pour lesquels le chef du gouvernement a demandé «le calme et la réflexion».

M. Gonzalez, qui a l'intention de prendre son temps - il a souligné qu'il avait jusqu'à la fin juin - n'a pas indiqué s'il était prêt à former un gouvernement de coalition mais s'est déclaré disposé à diriger personnellement les conversations «avec tous les groupes parlementaires avec lesquels il est possible de former une majorité solide». Le responsable de l'extrême gauche a ajouté que «l'expérience de la législature précédente nous a permis de voir que le degré de rapprochement avait été plus important avec l'Union (Convergence et Union, parti catalan de centre-droit) et le PNV (Parti nationaliste basque) qu'avec IU (Izquierda Unida, gauche unie, coalition dominée par le Parti communiste). Cela est un fait objectif», a-t-il insisté. L'attitude de IU, et notamment de son coordinateur, Juan Carlos Anguita, à l'égard des accords de Maastricht constitue une barrière difficilement franchissable.

Du côté des nationalistes basques, Xavier Arzalluz, président du PNV, peache plutôt pour «des accords ponctuels» car il lui paraît difficile d'obtenir un accord global pour toute la législature. De même, il voit mal

son parti participer à un gouvernement de coalition. De toute façon, battu sur ses terres par les socialistes, pour la première fois, il ne dispose que de 5 élus. En revanche, avec ses 17 députés, la formation catalane CIU, peut, à elle seule, permettre au Parti socialiste (PSOE) d'avoir une majorité stable. D'autre part, le président de la Généralité, a fixé comme préalable l'obtention par les communautés autonomes de 15 % de l'impôt sur le revenu (le Monde du 3 juin). Le président de CIU a ajouté que les socialistes, n'ayant plus la majorité absolue, ne pouvaient contrôler seuls tous les postes de commande. Il s'est déclaré favorable à la candidature de son second, Miquel Roca, à la présidence du Congrès des députés.

Pour ce qui est de la politique de «rénovation», M. Gonzalez a souligné que «le groupe parlementaire socialiste devait déjà commencer à donner une réponse claire aux idées lancées pendant la campagne». Alfonso Guerra, numéro deux du PSOE, a, pour sa part, essayé de marquer son territoire en indiquant que si la formation du gouvernement était de la compétence du président, la politique à mener devait, en revanche, être décidée par le parti. Se prévalant de son succès électoral à Séville et des bons résultats obtenus en Andalousie, l'ancien vice-président du gouvernement entend bien continuer à contrôler le parti et le groupe parlementaire. Les élections sont à peine terminées que déjà les luttes de tendances réapparaissent au sein du PSOE.

MICHEL BOLE-RICHARD

AMÉRIQUES

Les lycéennes-mamans de Baltimore

Suite de la première page

«Des écoles comme celle-ci devraient être obligatoires pour toutes les mères adolescentes», dit Kimberley, le crois en tout ce qu'il faut, la famille, Dieu, l'église et tout ça, mais il faut être réaliste : dans une société où les filles sont scolarisées à douze ans, treize ans, voire à quatorze ans, comment voulez-vous que des adolescentes mères cessent de l'être ?

A Baltimore, 10 % des filles de quinze à dix-sept ans ont des enfants et restent mères célibataires. Pour reprendre la poétique formule de Kimberley, plus de 30 % des adolescentes américaines âgées de quinze ans sont «sexuellement actives». Il y a quarante ans, le taux de naissance chez les adolescentes, dans milieux les plus pauvres, était élevé. Mais les jeunes mères finissent par se marier.

C'est fini : dans la communauté noire, la famille avec deux parents est devenue largement minoritaire. Le modèle «mère-père» - en fait, la famille directe réduite à la mère - domine. Depuis la fin des années 80, près de 70 % des enfants noirs naissent dans une «famille» où la mère est le seul parent «permanent». Les pères font des apparitions à épisodes ou un disparu pour de bon.

En 1960, 5 % des naissances aux Etats-Unis avaient lieu hors mariage; depuis 1988, près du tiers ; et dans la seule communauté noire le chiffre est de 70 %. Bouleversement considérable. Les statistiques ne «croisent» leurs chiffres pour arriver à de telles conclusions pas forcément «politiquement correctes» mais que plus personne ne conteste vraiment : la proportion de pauvres est six fois supérieure dans les foyers à parent unique (encore une fois, la mère) que dans les familles «traditionnelles» ; plus de 70 % des délinquants juvéniles viennent de familles monoparentales.

Parce que la famille change (se rétrécit à un parent), l'école ne peut pas ne pas changer. En clair, l'école va pallier les carences familiales - et autres. Le très sérieux *Wall Street Journal* y consacrait récemment un article de «une» : «De la distribution de préservatifs aux discussions sur la drogue, les écoles passent de plus en plus de temps à traiter de problèmes sociaux plutôt qu'à leur mission d'enseignement traditionnel».

A Baltimore, l'école Paquin offre à ses adolescentes les services les plus divers : un centre de planning familial, un centre médical, des cours d'éducation sexuelle, des cours de soins aux enfants, un centre de formation professionnelle, un bureau d'aide administrative. Tout cela au même endroit et dans un lieu qui n'a rien de l'habituel lycée de banlieue : propreté impeccable, murs décorés, bibliothèque, salle de presse, etc.

«L'appelle ça la théorie du Mall ou du supermarché», dit Rosetta Stith, la directrice de l'école. Les filles doivent

trouver le maximum de services dans cet endroit protégé, sinon, réfléchit de consommateurs, elles quitteront l'école. Pour la rue. Evolution discutable des établissements d'enseignement, pour reprendre la question du *Wall Street Journal* ? La n'est plus le problème, tranche Rosetta Stith : «Quand vous avez affaire à une génération d'enfants qui n'ont personne à la maison, aucun adulte, pour leur expliquer que la réalité, ce n'est pas comme dans les soap-opéras qu'ils ingurgitent devant la télé, l'école doit changer».

L'école distribue des préservatifs et dispense des cours d'éducation sexuelle, parce que le sida menace les adolescentes. C'est une initiative qui soulève force débats mais qui est de plus en plus courante aux Etats-Unis. La Paquin School est allée un peu plus loin. Parmi tous les contraceptifs mis à la disposition des élèves qui en feraient la demande, il y a l'Norplant, une méthode consistant à s'implanter six implants, greffés dans le haut du bras, qui émettent une hormone contraceptive d'une durée de cinq ans. La pose dure quelques minutes. Norplant a été développée parce que, assurent ses promoteurs, «vous ne pouvez pas demander à des adolescentes d'avoir la discipline de prendre la pilule».

D'un côté, il y a Kimberley qui dit : «Au moins, avec Norplant, je suis sûre de terminer mes études sans avoir un autre enfant». Il y a le gouverneur de l'Etat du Maryland, William Donald Schaefer, qui, l'un des ses collègues du Tennessee ou du Mississippi, suggère de conditionner l'allocation de certaines aides sociales à la pose de Norplant pour les mères célibataires qui ont déjà un enfant et qui vivent en deçà du seuil de pauvreté.

De l'autre côté, dans le camp des anti-Norplant, il y a ceux qui dénoncent sinon une menace d'eugénisme du moins un début de contrôle de l'Etat sur la sexualité d'une partie de la population. «Vous ne pouvez pas dire à une personne qui est pauvre qu'elle ne doit pas avoir d'enfant parce qu'elle est trop pauvre pour l'élever ou pour avoir une famille», écrit l'éditorialiste du quotidien populaire *USA Today*.

Rosetta Stith, la directrice de l'école, ne nie pas que la question soit grave. «Seulement», ajoute-elle, moi je suis en première ligne dans les tranchées, en charge, en tant que directrice d'école, d'une population adolescente de banlieue qui manque pour le moins de repères. A un commentateur de télévision conservateur, John Sununu, ancien secrétaire général de la Maison Blanche, qui lui reprochait et Norplant et la distribution de préservatifs dans son école, la directrice a répliqué : «Très bien, vous avez votre moralité, moi j'ai affaire à leur sexualité» (celle de ses élèves).

ALAIN FRACHON

DIPLOMATIE

A la suite de difficiles négociations avec les Etats-Unis

La Corée du Nord a décidé de «suspendre son retrait» du traité de non-prolifération nucléaire

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Evitant une épreuve de force avec la communauté internationale, la Corée du Nord a décidé, vendredi 11 juin, de «suspendre» aussi longtemps qu'elle le considérera nécessaire l'application de son retrait du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). L'attitude du Nord de se retirer du traité dès samedi avait créé une situation très tendue entre Washington et Pyongyang. A la suite de neuf jours de négociations intenses à la mission américaine à l'ONU, le vice-ministre des affaires étrangères nord-coréen, Kang Sok-jun, a annoncé la décision de son pays.

M. Kaag n'a donné aucune

indication qui permette de penser que les installations sensibles pourraient être inspectées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), alors que les services de renseignement américains estiment que la Corée du Nord aurait produit assez de plutonium pour fabriquer au moins une bombe atomique.

Parlant aux journalistes vendredi, le sous-secrétaire d'Etat, Robert Gallucci, a admis que l'accord était loin du compte par rapport aux exigences américaines, mais qu'il permettait de «gagner du temps pour toutes les parties» et que, de toute façon, c'était ce que l'un pouvait obtenir de mieux. Qualifiant d'«historiques» ces négociations, qui devraient se poursuivre

M. Kang a dit que la déclaration représentait un moment décisif dans les relations entre les deux pays. Les futurs rapports entre Pyongyang et l'AIEA dépendront «entièrement de l'impartialité» de celle-ci.

Da côté américain, bien que M. Gallucci ait affirmé qu'il s'agit de négociations «sans concessions», Washington aurait promis de récompenser le retour à l'annulation des exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud et par «l'assurance» que l'attitude du Nord ne sera pas prise en compte dans la péninsule.

insisté sur des inspections spécifiques des installations nucléaires du pays. Le 12 mars, Pyongyang annonçait brutalement son intention de se retirer du TNP. Selon les termes du traité, la pays devait de se retirer attendre trois mois. Ce délai prenait fin samedi.

Les Etats-Unis avaient menacé de prendre «d'autres mesures» si la Corée du Nord persistait à devenir le seul pays à se retirer de l'accord. Ils avaient même envisagé de demander au Conseil de sécurité de l'ONU de voter une résolution autorisant des sanctions économiques contre Pyongyang, mais la Chine avait menacé d'y mettre son veto.

AFSANÉ BASSIR POUR

«Un geste positif»

nous déclare le ministre sud-coréen des affaires étrangères

De passage à Paris, où il a été reçu vendredi 11 juin par le président Mitterrand et par son homologue Alain Juppé, le ministre sud-coréen des affaires étrangères, Han Sung-jun, a qualifié, samedi 12 juin, de «geste positif» la décision de Pyongyang de suspendre son retrait du TNP.

Cependant, sous a déclaré Han Sung-jun, «cela ne règle pas le problème. Et en particulier le non-respect par Pyongyang des accords de sauvegarde permettant l'inspection de ses installations nucléaires par l'AIEA. Nous continuerons de réclamer devant le Conseil de sécurité de l'ONU le respect de ces accords. Il faudra bien que la Corée du Nord accepte ces inspections». Elle peut ainsi «sauver la face (...) gagner du temps. Mais pour quel faire ?»

M. Han nous a, par ailleurs, assuré

que les Américains n'avaient pas

promis à Pyongyang l'annulation

des manœuvres conjointes américano-sud-coréennes «Team Spirit» : «Ce n'est pas dans le texte signé vendredi».

Paradoxalement, les relations entre Pyongyang et une Corée du Sud dirigée par l'ancien dissident Kim Young-sam, devenu président en février dernier, semblent, pour M. Han, plus délicate : «Il leur est plus difficile de négocier avec nous parce qu'ils ne peuvent plus nous traiter de réactionnaires et de dictateurs. (...) Nous restons conscients de la menace que représente le Nord, mais nous ne le considérons plus comme un rival. Nous sommes prêts à prendre autant que faire se peut leurs craintes en considération. Ils sont en réalité inquiets que ne se reproduise le scénario de la RDA, que l'ouverture de leur société n'affaiblisse le régime et ne conduise à une unification par absorption (...) Ils veulent qu'on garantisse que Washington respectera leur système socialiste».

M. Han estime, par ailleurs, que si les Nord-Coréens ont refusé l'inspection par l'AIEA de certaines installations nucléaires, «c'est parce qu'ils ont quelque chose à cacher». Mais «il est aussi possible qu'ils utilisent la question nucléaire comme moyen de pression pour obtenir une reconnaissance par Washington et une aide économique de notre part». De toute façon, aucune normalisation entre les deux parties de la péninsule n'est possible tant que cette question ne sera pas réglée et, sur ce point, la continuité de la diplomatie de Séoul semble claire. Ensuite, «le processus de réunification sera long et très complexe».

«Redécouvrir l'Europe et la CEE»

Le nouveau «gouvernement démocratique civil authentique» de Séoul veut toutefois réorienter sa

diplomatie, a ajouté M. Han. Cet ancien universitaire - qui estime que «la diplomatie est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux diplomates» - souhaite que la politique étrangère de son pays «aille plus loin que ses intérêts immédiats. Nous devons redécouvrir l'Europe et la CEE alors que nous n'étions préoccupés que par les Etats-Unis, la Chine, le Japon et la Russie (...). Nous espérons que la France redécouvrira aussi la nouvelle Corée démocratique».

«Nous devons également diversifier nos objectifs. Avant, nous ne nous préoccupions que de sécurité et d'économie. Il faut maintenant nous intéresser à l'environnement, aux droits de l'homme, au désarmement et à la paix mondiale. C'est pourquoi, pour la première fois, Séoul va participer à une opération de maintien de la paix des Nations unies, en Somalie. Hier, conclut avec optimisme M. Han, notre diplomatie était chargée de défendre notre attitude sur les droits de l'homme et la démocratie. Désormais, nous pouvons nous permettre de nous intéresser à ces questions ailleurs que de chez nous».

Propos recueillis par PATRICE DE BEER

ASIE

CAMBODGE

Epreuve de force entre le prince Sihanouk et le régime de Phnom-Penh

Alors que l'épreuve de force est engagée entre le prince Sihanouk et le Parti du peuple (PPC) au pouvoir, le dirigeant en titre des Khmers rouges a, vendredi 11 juin, appelé les Cambodgiens à assassiner les dirigeants de Phnom-Penh. Dans un message radiodiffusé, Khieu Samphan lui a exhorté à «retourner leurs armes contre les traitres», ce qui doit être abattu sur-le-champ.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Le Cambodge est le théâtre d'une épreuve de force pour le partage du pouvoir entre le régime en place, qui tient toujours l'essentiel du pays, et le prince Sihanouk, dont les récentes élections ont confirmé la popularité. Ainsi peut-on interpréter les derniers développements, notamment les manifestations dans trois provinces orientales du pays : pour la première fois depuis le renversement des Khmers rouges en 1979 par l'armée vietnamienne, le pouvoir doit être redistribué. On pourrait même dire que les élections organisées par les Nations unies du 23 au 28 mai marquent le véritable début de l'ère post-vietnamienne.

Pour le régime de Hun Sen et Chea Sim, qui comptent obtenir 57 % des voix et doivent se contenter de près de 36 % seulement, il n'y a pas de «solution birmane». A Rangoun, la junte avait refusé de tenir compte des élections de mai 1991 qui s'étaient traduites, à la surprise générale, par l'écrasante victoire de la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi.

Le PPC ne peut sérieusement envisager d'annuler le scrutin. Son isolement serait total, alors que

22 000 fonctionnaires internationaux et «bêtes bleues» sont encore présents dans le pays. Certes, dans les trois provinces qui menacent d'entrer en «dissidence», notamment dans celle de Svay Rieng, où vingt-deux véhicules de l'ONU ont été endommagés vendredi, les manifestations prennent pour cible les locaux de l'APIRNUC (Autorité provisoire de l'ONU), du FUNCINPEC (sihanoukiste) et même du Parti démocratique libéral bonddhist de Son Sann. Mais les manifestants, en règle générale, suivent les mots d'ordre du PPC réclamant les «pleins pouvoirs» pour le prince Sihanouk et la formation du gouvernement national, annoncé le 3 juin par l'ancien roi. Le PPC a d'autant plus besoin de s'entendre avec Sihanouk qu'il ne peut jouer la carte de l'illégalité.

Candidats à s'entendre

Le prince doit, de son côté - et le sait fort bien - passer un marché avec le régime de Phnom-Penh, qui dispose d'une armée et de milliers de cadres formés en l'espace de quatre ans au pouvoir. Car le FUNCINPEC, fondé par Sihanouk et dirigé par son fils, Ranariddh, n'est encore qu'une machine électorale, qui peut se targuer d'un net succès (45 % des suffrages) mais dont la présence dans plusieurs provinces est déjà remise en question par l'administration locale.

Le mouvement sihanoukiste est populaire, mais il ne représente encore qu'un pouvoir potentiel. Les cadres intermédiaires lui font

défaut et, surtout, il n'a pratiquement pas de fusils. Les deux camps en présence semblent donc condamnés à s'entendre, faute de quoi le Cambodge pourrait verser dans l'anarchie ou la dictature militaire.

Le problème est de savoir combien de temps il faudra attendre pour qu'un compromis viable se dégage. Le PPC et le gouvernement de Hun Sen paraissent décidés à jouer leur va-tout pour garder une partie du pouvoir. Les sihanoukistes veulent limiter au mieux le maintien en place de l'administration actuelle. Les premiers, à Kompong-Cham comme à Svay-Rieng ou à Prey-Veng, sont en train de montrer qu'ils ne reculeront que de quelques pas. Les seconds ne veulent pas servir seulement d'«habillage» au régime actuel.

Dans cette épreuve de force à la cambodgienne, les enjeux sont d'une telle importance qu'un ne peut exclure un dérapage. La situation serait notamment particulièrement tendue à Svay-Rieng, où les autorités locales ont annoncé des manifestations quotidiennes et où les locaux du FUNCINPEC ont été mis à sac vendredi. En outre, les sihanoukistes affirment que vingt-neuf de leurs militants ont été assassinés par des «hommes en uniforme» dans le nord-ouest du pays.

Le PPC compte néanmoins participer à la première réunion, mardi, de l'Assemblée, au sein de laquelle il dispose d'une minorité de blocage. L'épreuve de force risque donc de durer encore quelque temps. Les Khmers rouges paraissent hors course, la mise en place d'un nouveau pouvoir central au Cambodge, après vingt-trois années de guerre, a de quoi donner quelque frissons. Notamment à l'ONU, qui a déjà investi quelque 2 milliards de dollars dans l'affaire.

JEAN-CLAUDE POMONTI

L'offensive

Les forces de l'ONU interviennent à Mozambique

Le général A...

Le Monde

SELECTION IMMOBILIERE

Chaque mercredi, éditions du mardi.

46-02-75-11

مركز العمل

AFRIQUE

L'offensive militaire des Nations unies en Somalie

La force d'action rapide américaine et les troupes de l'ONU en Somalie ont lancé, samedi 12 juin à l'aube, une offensive aérienne, suivie d'une opération terrestre, à Mogadiscio, contre des positions tenues par les hommes du général Mohamed Farah Aïdïd, jugés responsables d'un affrontement meurtrier avec des «casques bleus» pakistanais, la semaine dernière.

L'attaque aérienne, lancée à 4 heures locales (3 heures, heure française), a été menée par des hélicoptères et des avions AC 130, équipés de canons et de mitrailleuses, tous américains. Peu après, la force américaine d'intervention rapide a engagé des opérations terrestres. Selon le bureau d'information de l'Onusom (la force de l'ONU en Somalie), les soldats

américains, commandés par le lieutenant-colonel Martinez, avaient été «infiltrés» avant l'aube aux alentours de cinq sites dont ils ont pour mission de prendre le contrôle. L'un de ces objectifs était Radio-Mogadiscio, dont les émetteurs ont été détruits par les bombardements, les autres, dont la localisation a été tenue secrète, seraient des «dépôts de munitions». La plupart des habitants de Mogadiscio ont repris leurs activités. Un incident a cependant été signalé en fin de matinée par des témoins : des «casques bleus» pakistanais auraient tué un Somalien en ouvrant le feu sur des manifestants qui protestaient contre l'intervention militaire.

Dans une déclaration diffusée vendredi dans la matinée, le secrétaire américain à la défense, Les

Aspin, a précisé qu'il s'agissait d'une opération de l'ONU dirigée contre «les responsables des attaques armées menées contre les forces de l'ONU, le 5 juin à Mogadiscio», et conforme à la résolution des Nations unies «réclamant une riposte vigoureuse à l'encontre des auteurs de l'agression». «Cette riposte est indispensable si l'ONU veut être en mesure de poursuivre ses efforts à long terme de secours humanitaire et de reconstruction en Somalie», a ajouté Les Aspin. Il a précisé que la force d'action rapide américaine a été engagée en réponse à des requêtes du commandant de l'ONU en Somalie, le lieutenant-général Cevik Bir, un Turc, et qu'elle est placée sous le commandement de l'officier américain le plus haut gradé en Somalie, le général-major Thomas Montgo-

mer. Un responsable du Pentagone a indiqué qu'elle avait pour but de localiser le général Aïdïd et de l'arrêter. Une déclaration officielle publiée au siège des Nations unies à New-York a confirmé que l'opération avait été autorisée par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, conformément à la résolution 837 du 6 juin. L'objectif est de «rétablir la sécurité à Mogadiscio», souligne la déclaration. Le texte de New-York ne mentionne pas le nom du chef de guerre Mohamed Farah Aïdïd. L'ambassadeur du Pakistan aux Nations unies, M. Jameel Markar, a déclaré à des journalistes que «c'était triste, parce que personne ne veut la guerre». Cependant, il a ajouté que c'était le général Aïdïd qui avait provoqué cette situation. — (AFP, Reuters.)

Une longue série d'affrontements

- 9 décembre 1992. - Début à Mogadiscio, de l'opération militaire internationale, commandée par les Américains et baptisée «Rendre l'espoir». De violents affrontements entre clans ont lieu à Baidoa, à l'ouest de la capitale, et dans la ville portuaire de Kisimayo, dans le Sud.
- 12 décembre. - Premier accrochage entre les «marines» et des Somaliens. Deux hélicoptères américains détruisent trois véhicules armés d'armes lourdes qui les attaquent, à Mogadiscio.
- 7 janvier 1993. - Intervention des «marines» au nord-ouest de Mogadiscio dans des heurts entre deux clans rivaux. Plus de 20 Somaliens sont tués.
- 12 janvier. - Un «marine» est tué lors d'une fusillade à Mogadiscio.
- 19 janvier. - Des combats entre troupes fidèles à l'ancien président Siyad Barré et forces du général Aïdïd font une trentaine de morts en une semaine dans le centre du pays.
- 22-24 janvier. - Série d'attaques contre les parachutistes belges à Kisimayo. Trois Somaliens sont tués, six «casques bleus» belges sont blessés.
- 25 janvier. - Attaque américaine, no-belge à Kisimayo contre des maquisards du général Saïd Hersi Morgan, le genre du président déchu Siyad Barré.
- 23-24 février. - Des centaines de partisans du général Aïdïd pillent l'ambassade d'Égypte, lapident des véhicules militaires américains et assaillent des locaux de l'action humanitaire.
- 22-28 février. - De violents combats entre factions rivales font une centaine de morts à Kisimayo. Américains et Belges multiplient les opérations de ratissage et les aides d'armes.
- 15-28 mars. - Les factions se mettent d'accord sur la mise en place d'un Conseil national de transition pour deux ans, et un désarmement général.
- 4 mai. - Les Nations unies (Onusom), 28 000 hommes pouvant recourir à la force et 2 800 civils) prennent le relais de l'opération «Rendre l'espoir», au cours de laquelle 18 militaires - dont 8 Américains, 4 Belges et 2 Français - ont été tués.
- 10 mai. - Le général Aïdïd accuse l'ONU de «violer» son mandat et de «saboter» l'accord signé fin mars.
- 23 mai. - Les incidents se multiplient dans le pays. La situation se dégrade, notamment, à la frontière somalo-éthiopienne.
- 5 juin. - Des affrontements à Mogadiscio, entre bandes armées et forces de l'Onusom font 58 morts, dont 23 «casques bleus» pakistanais, et 154 blessés. L'ONU attribue la responsabilité de cette attaque à la faction du général Aïdïd.

Les forces de l'ONU interviennent à Mogadiscio

Suite de la première page

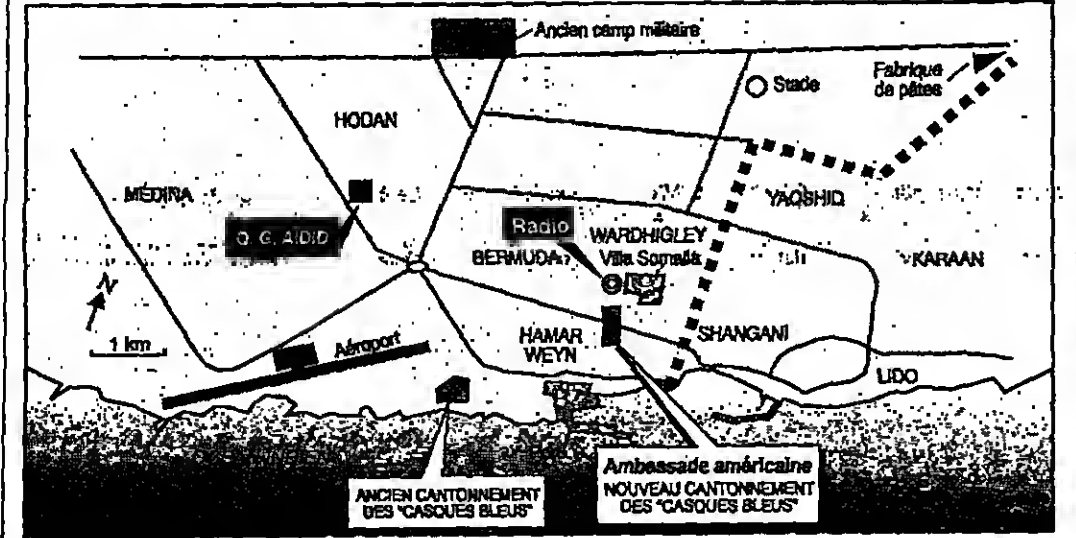
La phase terrestre de l'opération a débuté vers 9 h 30 (heure locale), avec le déploiement de la Force américaine de réaction rapide, sur les cinq sites de désarmement où les chefs de guerre - dont le général Aïdïd - ont accepté d'entreposer leur arsenal.

Les Nations unies avaient annoncé, vendredi en début de soirée, la fermeture immédiate de l'espace aérien au-dessus de Mogadiscio, au moment où le Pentagone déclarait à Washington que deux mille deux cents «marines» et deux mille soldats de la Navy, en manœuvres au Koweït, étaient mis en état d'alerte et prêts à partir pour la Somalie d'un instant à l'autre. Ces renforts s'ajoutaient aux onze mille militaires de l'Onusom (dont quatre mille affectés à la logistique) cantonnés à Mogadiscio et aux cent cinquante parachutistes français arrivés mercredi de Baidoa avec leur matériel de combat.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a renforcé ses capacités hospitalières pour être en mesure de soigner plus de mille blessés et a fait parvenir à Mogadiscio plusieurs tonnes de médicaments, installant trois postes médicaux dans la partie sud de la ville, le fief du général Aïdïd. Après avoir quitté la Somalie voilà à peine un mois, Médecins sans frontières est revenu à Mogadiscio avec équipes médicales et matériel, en prévision d'une situation d'urgence où il faudrait faire face à un afflux de blessés. Une crainte évoquée à l'issue par le général Aïdïd, vendredi matin, lors de sa conférence de presse, devant une cin-

quantaine de journalistes étrangers. «S'ils viennent m'arrêter, mes hommes ne combattront pas, affirmerait le général avec un aplomb qui a provoqué quelques sourires dans l'assistance, puisque conformément aux accords d'Addis-Abeba de mars dernier, ils ont été désarmés». Mais il ajoute qu'il ne peut répondre du «peuple somalien qui pourrait descendre dans les rues». Ce n'est un secret pour personne que tous les chefs de guerre n'ont remis à l'Onusom que les armes dont ils ont bien voulu se séparer. «Certains villages haburgués par le clan de Mohamed Farah Aïdïd de la Somalie centrale regorgent d'armement lourd et même de tanks», affirme un employé d'une organisation médicale, de retour dans la capitale. Sur la terrasse de sa résidence, l'«homme fort de la Somalie» réitérait encore sa demande d'une commission impartiale, neutre, pour enquêter sur l'«affaire» du 5 juin qui a fait 58 morts (35 Somaliens et 23 «casques bleus» pakistanais) et plus de cent cinquante blessés, dont 59 Pakistanais.

JEAN HÉLÈNE



Le général Aïdïd, seigneur de la guerre

Agé d'une soixantaine d'années - les Somaliens ignorent leur âge exact, en l'absence d'état civil -, le général Mohamed Farah Aïdïd est le principal chef de clan et «seigneur de la guerre» en Somalie, celui, en tout cas, qui a été le plus opposé à l'intervention étrangère dans ce pays.

Très jeune, il est berger dans sa région de naissance, Belet-Huen, frontalière avec l'Éthiopie, loin des terres de son clan qui s'étendent à l'est de Gelayo, une ville du centre du pays. Il appartient à la tribu des Hawiye, du clan Hebr Gadiir. A dix ans, il va à l'école à Mogadiscio puis rejoint l'armée italienne sous la colonisation. En 1958, il est lieutenant et lors de l'indépendance, en 1960, devient capitaine au sein de la nouvelle armée nationale somalienne.

Il s'oppose au nouvel homme fort de la Somalie, Mohamed

Siyad Barré (chef de la confédération des Darod, clan Marehan) et passe six ans en prison. A sa libération, il se retrouve à la tête de l'Agence nationale d'importation de produits pharmaceutiques, puis au ministère de la défense où il s'occupe de la sécurité du président Barré. Ce dernier l'éloigne en 1984, en le nommant ambassadeur à New-Delhi. A son retour, Aïdïd s'empare de la présidence d'un nouveau mouvement de guérilla, le Congrès de la Somalie (USC), en 1989, et c'est lui qui est le véritable vainqueur militaire lorsque le président Barré est chassé du pouvoir en janvier 1991.

Il se lance alors dans une lutte pour le pouvoir avec le président par intérim, Ali Mahdi Mohamed, lui aussi un Hawiye, mais du clan Abgal. Spécialiste des attaques-surprises et des alliances tactiques, il s'est taillé

un empire dans le sud du pays. En décembre 1992, affaibli militairement, il se résout à accepter l'opération «Rendre l'espoir».

Mais lui qui précédemment avait dénoncé le rôle de l'ONU et empêché l'action de celle-ci, n'a cessé de freiner l'intervention internationale, parant parfois d'«invasion». Il a continué d'exercer son influence sur une grande partie de la capitale. En janvier dernier ses partisans ont perturbé la visite du secrétaire général des Nations unies à Mogadiscio, puis il s'est ingénié à paralyser, à Addis-Abeba, les travaux de la Conférence de réconciliation entre les différents chefs de faction. Enfin, il a été tenu pour responsable des affrontements qui ont fait 23 morts parmi les «casques bleus» pakistanais, le 5 juin à Mogadiscio.

Pour sauver le crédit des opérations de maintien de la paix de l'ONU

Washington estimait indispensable de «marquer le coup»

WASHINGTON

de notre correspondant

C'est l'avenir des opérations de maintien de la paix de l'ONU qui est en jeu, disaient-on ces dernières semaines à Washington, comme pour expliquer à l'avance le raid aérien et terrestre mené samedi 12 juin.

En somme, laisser sans réponse l'attaque qui, le 5 juin, fit 23 morts à Mogadiscio parmi les «casques bleus» pakistanais, c'eût été prendre le risque de voir se multiplier les agressions contre les dizaines de milliers de «soldats de la paix» aujourd'hui déployés par les Nations unies, de la Bosnie à la Corne de l'Afrique. Or, à l'heure de l'après-guerre froide et de la coopération entre Russes et Américains au Conseil de sécurité, ces opérations sont appelées à se multiplier. D'où la nécessité de «marquer le coup», de signaler clairement qu'une agression massive contre les «casques bleus» ne saurait rester sans réponse.

Les États-Unis se sentaient, en outre, une responsabilité particulière dans le cas de la Somalie : c'est le président George Bush qui, le premier, prit, au début de décembre dernier, l'initiative de déployer, sous couvert de l'ONU, quelques dizaines de milliers de «marines» pour venir en aide aux populations affamées de ce pays. Mission accomplie, avaient dit les Américains en rapatriant début mai l'essentiel de leurs troupes : le port, l'aéroport de Mogadiscio, les centres d'assistance humanitaire n'étaient plus aux mains des milices des différents chefs de guerre somaliens qui, durant plus d'un an, avaient détourné la plupart de l'aide alimentaire internationale destinée aux populations somaliennes. Pourtant, les Américains n'avaient pas jugé utile de «désar-

mer» les principaux chefs de clans somaliens.

Washington pouvait difficilement laisser l'un de ces chefs reconquérir le terrain et menacer l'Onusom, la force de maintien de la paix onusienne qui a pris la place des «marines». Surtout à courtir le risque d'être accusés de se désintéresser de ce malheureux pays une fois leurs troupes repliées, les États-Unis ne pouvaient rester sans réagir. L'attaque menée samedi dernier par les forces du général Aïdïd contre les «casques bleus» pakistanais était l'un des scénarios catastrophes redoutés par les Américains.

Tel était, depuis le début, le point faible de l'opération «Rendre l'espoir» en Somalie : faute d'avoir su «forcer» un règlement politique entre les factions qui se disputent le pouvoir, les États-Unis laissent à l'ONU une situation des plus délicates. Pour y faire face, les autorités américaines ont cependant pris soin de ne pas totalement déparier le terrain. Quelque 4 200 soldats américains sont toujours en Somalie, dont les 1 200 constituant la Force d'intervention rapide.

Faut-il, enfin, spéculer sur un autre motif, celui-là de pure politique intérieure, qui a pu justifier la réaction rapide des États-Unis dans cette affaire ? Accusé de revirement et d'inconstance en Bosnie, le président Bill Clinton pouvait avoir à cœur de montrer à la fois qu'il est capable de décision rapide et d'ordonner l'emploi de la force. George Bush, lui aussi soupçonné d'excessive timidité et de prudence maladroite (on l'a oublié au début de son mandat, avait vu son image se modifier après qu'il eut ordonné aux «marines» d'aller capturer le chef de l'État panaméen, le général Manuel Noriega, accusé d'être un des parrains du trafic de drogue vers les États-Unis).

ALAIN FRACHON

A TRAVERS LE MONDE

IRAN Affluence pour l'élection présidentielle

Le scrutin présidentiel s'est achevé, vendredi 11 juin, tard dans la soirée, vers 22 heures locales, la fermeture des bureaux de vote ayant été repoussée à deux reprises en raison d'une affluence persistante dans les grandes villes, notamment à Téhéran.

La prolongation du scrutin, traditionnelle en Iran, a permis d'assurer une participation maximale de la population à une élection dont le principal enjeu était précisément le taux de participation, le président sortant, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, étant assuré, faute de rival sérieux, de sa réélection à une large majorité pour un deuxième mandat de quatre ans (le Monde du 11 juin). Les résultats officiels ne devaient pas être connus avant dimanche matin.

L'agence officielle IRNA a catégoriquement démenti, vendredi, que des commandos des Moudjahidines du peuple aient attaqué à l'aube la raffinerie d'Abadan (au sud-ouest du pays), ainsi que l'avait affirmé ce mouvement d'opposition armée, en dénonçant l'organisation du scrutin. — (AFP.)

UKRAINE La grève des mineurs s'étend

L'industrie minière ukrainienne est presque totalement paralysée par l'extension de la grève des mineurs, lancée lundi 7 juin, dans le bassin du Donetz. Deux cents des deux cent cinquante puits du pays ont cessé toute activité, selon des estimations concordantes du comité de grève et du Comité d'État pour l'industrie minière. Déclenchée par des motifs salariaux, cette grève prend maintenant un tour plus politique : «Aujourd'hui, ils (le gouvernement) haussent les salaires et demain les prix vont augmenter. Ce pays a besoin d'ordre», a déclaré Nicolas Volynka, membre du comité de grève.

Les grévistes demandent par ailleurs un vote de défiance national contre le président de la République et le Parlement. Dans une allocution télévisée prononcée mardi soir, Leonid Kravtchouk a estimé que la situation économique était «compléxe» mais qu'il était hors de question que le gouvernement démissionne. Le dirigeant ukrainien doit rencontrer, jeudi 17 juin, son homologue russe Boris Eltsine. — (UPI.)

EN BREF

■ DJIBOUTI : la France souhaite la libération de l'ancien président Ali Aref. - Le ministre de la coopération, Michel Rousset, s'est engagé devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale à faire une «démarche officielle», lors d'un prochain déplacement à Djibouti, pour obtenir la libération de l'ancien président du territoire des Afars et des Issas, Ali Aref Bourhane. Condamné, en juillet 1992 à dix ans de réclusion pour complot contre le gouvernement, il est emprisonné à Djibouti.

■ NIGÉRIA : l'élection présidentielle a été malmenée. - Les Nigériens devaient élire leur premier président civil, samedi 12 juin, comme prévu, malgré un jugement de la Haute Cour demandant une suspension du scrutin (le Monde du 12 juin). La Commission électorale nationale a affirmé respecter le cours légal de la procédure. D'autre part, le Nigéria a exigé le départ d'un diplomate américain pour «ingérence grossière». Il reproche au directeur du service d'information de l'ambassade américaine à Lagos d'avoir déclaré dans un communiqué que Washington considèrerait comme «inacceptable» un éventuel report de l'élection. — (AFP.)

■ TOGO : création d'un mouvement de soutien en premier ministre. - Une «Coordination nationale des forces nouvelles», regroupant six partis et associations togolaises, a été créée, vendredi 11 juin, à Lomé, pour soutenir le premier ministre, Joseph Koffigoh, et préparer les élections législatives des 1^{er} et 15 août. Le congrès constitutif de cette «coordination» a fait savoir qu'elle entendait «exiger les lignes directrices d'un programme minimum pour un gouvernement prochain». M. Koffigoh a indiqué que sa décision de négocier avec le chef de l'État, le général Eyadéma, s'est «avérée aujourd'hui salutaire» en éliminant le spectre d'une guerre civile. — (AFP.)

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Chaque mercredi
(éditions datées jeudi)

46-62-75-13

POLITIQUE

Le voyage du premier ministre dans le Nord

Edouard Balladur promet «un souffle nouveau en septembre»

Pour son premier voyage officiel en province, en dehors de visites protocolaires à Mâcon et à Caen, le premier ministre avait choisi, vendredi 11 juin, le Nord. Les «petits cadeaux», traditionnels dans ce genre de circonstances, que le chef du gouvernement avait apportés, ne pouvaient être à la hauteur de la très grave crise économique que connaît ce département. D'où la déception apparue ici ou là. Accompagné par Simone Veil et Charles Pasqua, le premier ministre s'est efforcé de redonner «confiance» à ses interlocuteurs en leur promettant «un souffle nouveau en septembre».

LILLE
de notre envoyé spécial

L'accueil fut hôte à Douai, la ville dont le maire, Jacques Verrier, est le secrétaire départemental du RPR. L'au revoir fut prononcé à Marquise-Bazouval, la commune de la banlieue lilloise dont le premier magistrat, Serge Charles, est le président du RPR dans le Nord. On ne pouvait guère mieux signifier que si, pour son premier grand déplacement en province, Edouard Balladur avait choisi une région qui a particulièrement souffert des reconversions industrielles et qui est encore plus que d'autres victime de la crise, il voulait aussi aller saluer des «amis» qui viennent d'arracher un département aux socialistes. Le premier ministre était aussi le chef de la majorité tout entière, ce n'est pas non plus l'effet du hasard si, au milieu de tant de cités en difficultés, il a privilégié Valenciennes, dont le maire, Jean-Louis Borloo, est aux commandes de cette majorité, et Roubaix, la ville de cette grande figure du centrisme qu'est André Diligent.

Respectueux, comme à son habitude, de la «tradition républicaine», Edouard Balladur est allé saluer Pierre Méroy, ex-maire de Lille, mais il n'est pas venu de se rendre au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, dirigé par une coalition «Verts-PS», alors qu'un des deux thèmes de son voyage était l'aménagement du territoire, domaine de compétence de la région. Il a préféré privilégier le conseil général, dont le RPR a pris le contrôle au lendemain des élections de mars 1992.

Protocolaire et débinaire

Curieux déplacement, tout à la fois très protocolaire et à l'effluve débinaire, sans le dévouement policier habituel, même si les quelques manifestants de la CGT à Valenciennes et à Lille ont été soigneusement tenus à distance. Visite mêlant des contacts «de terrain» apaisés à fournir de belles images de télévision, et séances de travail, avec des élus de toutes tendances politiques et des dirigeants sociaux-professionnels, soigneusement tenus à l'écart. Soucis d'écouter, mais aussi volonté de faire entendre un message très politique. Des Douai, celui-ci était donné, après un accueil par une chorale enfantine guère de circonstance : «Je rigole, je batifole». En réponse au discours de M. Verrier lui indiquant que la région n'avait pas besoin «de l'homme de l'État, mais d'une active solidarité nationale», M. Balladur a déclaré : «Il est impensable que ce département soit à la fois une vitrine de la France et une région pauvre».

Au-delà de la foule qui avait envahi l'hôtel de ville, et lui a réservé un accueil enthousiaste, le premier ministre a tenu à s'adresser à tous ceux qui s'inscrivent : «Les mesures que nous prenons ne seront susceptibles d'entrer en vigueur qu'en juillet et août, a-t-il dit. Mais nous faisons en sorte que le pays trouve en septembre un souffle nouveau. Il ne faut pas se laisser décourager. Tout ne va pas être fait en six mois ou en un an, mais tout doit être commencé. La confiance et l'espoir sont indispensables».

Un message qu'il répètera tout au long de la journée. Mais à Valenciennes, il fut bien mal entendu. Non seulement par M. Borloo (lire ci-contre), mais aussi par nombre des élus politiques et des chefs d'entreprise réunis à la chambre de commerce. Si certains d'entre eux trouvent que les représentants du Hainaut-Cambrésien valaient mal préparé cet entretien, le président de la CCI, Jean-Marie Delaunay, se déclara «très déçu», trouvant insuffisante la double annonce que le gouvernement se battrait pour que cette région bénéficie des mêmes aides de la Communauté européenne que sa voisine belge, et qu'«un com-

missaire» serait nommé, sans scinder le département du Nord, pour la reconversion des zones industrielles et le renforcement de leurs moyens administratifs, à charge pour le préfet de région de faire le bilan dans six mois.

La déontologie de la police

Au cours d'un entretien d'une demi-heure avec M. Balladur, M. Veil et M. Pasqua, M. Mauroy a parlé essentiellement des ravages croissants de la toxicomanie dans l'agglomération lilloise, avant de se rendre à un déjeuner à la préfecture réunissant «les forces vives» du département, déjeuner qui ne fut boudé que par les communistes et les élus socialistes du littoral protestant contre l'exclusion de Dunkerque du parcours du premier ministre. En début d'après-midi, le chef du gouvernement a eu une séance de travail avec l'exécutif du conseil général à qui il a demandé de «s'associer à la politique de relance et d'induction à l'emploi lancée par le gouvernement».

La suite du déplacement fut pour Roubaix, autour du thème de «la politique de la ville». M. Diligent ayant été un pionnier en la matière dans une cité qui cumule tous les handicaps. D'abord une visite pour une association de

quartier qui lutte contre la toxicomanie et qui fut créée par Michel Ghysel, député RPR. Puis, après une courte promenade au milieu d'adolescents, souvent des immigrés de la «deuxième génération», plus attirés par M. Pasqua que par M. Balladur, le premier ministre alla dans un foyer de jeunes travailleurs pour féliciter des associations de jeunes de prendre les choses «de la bonne manière» : «ne pas réclamer, mais prendre vous-mêmes en main vos problèmes». Dialoguant avec les uns et les autres, il dut justifier son refus de ne pas retirer ou modifier le projet de réforme du code de la nationalité, comme cela lui était demandé.

Curieusement, c'est devant les élèves de l'École nationale de police installée à Roubaix, que M. Balladur détailla sa politique de la ville et de lutte contre la toxicomanie. Cela parce que, pour lui, «la police se trouve au cœur du problème». «Elle est souvent la seule et la dernière représentation de toute autorité constituée». Il lui demanda donc de faire de la future loi sur les contrôles d'identité «un usage scrupuleux conforme au code de déontologie» dont les policiers vont être dotés, soulignant le nécessaire respect par «les gardiens de la paix» des «lois républi-

caines» et des «droits de l'homme». Mais il annonça que pour les former le «savoir théorique» devait être associé «à l'expérience des anciens», d'où une formation «en alternance» pendant neuf mois sur les douze que les élèves policiers passent à l'école.

Quant au développement de la toxicomanie, le premier ministre en vint à la cause dans une «crise morale, sociale et économique». Il confirma qu'il n'était pas question de «dépasser certaines drogues», que la lutte devait être menée sur deux fronts : «la répression du trafic, la prévention de l'usage». Pour ce dernier il souligna une «stratégie globale, totale», afin «d'imaginer un dispositif à l'échelle du fleuve, comme nous avons commencé à le faire pour les maladies du sida». M. Pasqua, lui, annonça la préparation d'un projet de loi durcissant la répression du trafic et prévoyant «une stricte application des peines, notamment pour les étrangers».

Ce déplacement dans le Nord s'est terminé comme il avait commencé : une réception à la mairie de Marquise-Bazouval, puis un dîner avec tous les élus nationaux du département appartenant à la majorité. Un dernier salut aux «amis» politiques.

THIERRY BRÉHIER

La colère de Jean-Louis Borloo

LILLE
de notre correspondant

C'est scandaleux. Il y a eu dédoublement de ce voyage par les jeunes gens du cabinet de M. Balladur. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes et député proche de l'actuelle majorité, ne cachait pas sa colère au sortir de la réunion entre les «forces vives» du Hainaut-Cambrésien et le premier ministre à la chambre de commerce et d'industrie. Et quelques heures plus tard, dans les couloirs de la préfecture de Lille, il fulminait toujours contre «les petits jeunes gens du RPR» et contre le «jeu politico-RPR-parisien» qui ont «déformé» ce voyage. Dès le matin, en accueillant dans son hôtel de ville M. Balladur, il avait senti le malentendu : «Lorsque le premier ministre est entré dans mon bureau, il ne savait même pas ce que voulait dire le classement de la Hainaut-Cambrésien en objectif 1 (classement d'élèves par la CEE).

Nous avions préparé des dossiers. Rien n'est remonté.

Outré par cette «impréparation» du voyage, M. Borloo tentait à corriger le quart au premier ministre, «homme de parole et de bonne foi». «Mais, poursuivait-il, quand on déplace un chef de gouvernement, ce n'est pas pour lire des discours qui consistent à dire : j'ai demandé qu'on accélère les autorisations de programme des deux IUT, qu'on regarde le nouveau problème de l'université, qu'on arrive la région de Valenciennes dans le contrat de plan Etat-région... Tout ça, reprend M. Borloo, on connaît : c'était déjà prévu. Recade deux plus déjà, pour la recade!»

Cette visite, tempêtait encore M. Borloo, est «l'illustration du mauvais fonctionnement de l'administration, les dossiers n'ayant pas été transmis aux ministères techniques ni au premier ministre». Enfant terrible impossible à faire entrer dans le jeu politique classique, M. Borloo dit «atten-

dre que le chef du gouvernement gouverne» et que «l'on cesse de raisonner au niveau national pour des problèmes locaux». Et de reprocher au gouvernement «une vision exclusivement macroéconomique» des problèmes : «J'ai l'impression, protégé-t-il, que personne ne comprend que la situation se dégrade à une vitesse inimaginable. Mais qu'ils ne se trompent pas. Qu'ils ne comptent pas sur moi. Je ne généralise pas : désespère d'une population pour leur compte!»

A cette colère, par conférence de presse improvisée, le premier ministre a opposé son refus de faire des promesses inconsidérées. M. Borloo n'ignore pas que les problèmes ne peuvent se résoudre dans l'instant. Il se souvient que la meilleure façon d'éviter l'explosion est de donner à une population c'est de porter sa colère. Il s'y emploie. Hier il imaginait une marche sur Paris de tout le Hainaut-Cambrésien.

JEAN-RENÉ LORE

LIVRES POLITIQUES

C'EST quand rien ne va plus dans la société que se développent les germes de l'action clandestine. L'histoire de cette étrange organisation secrète connue sous le nom de la Cagoule en témoigne. Elle continue de susciter, par son étrangeté dans les mœurs politiques françaises, une curiosité que Philippe Bourdral a ravivée car, à la faveur de nouvelles informations puisées à des sources désormais accessibles, il revient sur ce sujet qu'il connaît bien.

La Cagoule reste, observe-t-il, «l'exemple unique en France d'une tentative intentionnellement fasciste d'occupation du pouvoir». Elle est apparue à une époque troublée, les années 30, tant il est vrai que «la société secrète politique dite activiste, manifestation de contestation violente, surgissent toujours dans les grandes périodes de remise en question et de convulsions politiques».

En la circonstance, deux dates, deux événements, encadrent la naissance de la fameuse société secrète : le 6 février 1934, qui marque l'échec sanglant d'une manifestation tournant à l'émeute des ligues de droite contre un régime parlementaire dévoré par l'affairisme et les scandales ; la victoire électorale du Front populaire en 1936. «En germe dans la déception de 1934, le complot de la Cagoule éclot dans la chenille rouge», souligne Philippe Bourdral, en se référant à une expression dont usait la droite pour qualifier la mobilisation de la gauche lors de son accession au pouvoir.

Société secrète

L'Organisation secrète d'action révolutionnaire (OSAR), qui allait se transformer en Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR), est constituée à partir d'une dis-sidence au sein des troupes de choc de l'Action française, les Camelots du Roi, pour combattre à la fois l'adversaire traditionnel, le démocrate parlementaire et le danger nouveau du communisme. Elle doit son appellation spectaculaire de la Cagoule à un sobriquet dont le journal l'Action française l'avait affublée, le maître à penser du courant monarchiste, Charles Maurras, ayant désavoué cette «franc-maçonnerie blanche». Il est vrai que la Cagoule s'inspirait pour partie de la franc-maçonnerie détestée, mais aussi du modèle militaire. Philippe Bourdral dépeint son chef et organisateur comme «un polytechnicien doublé d'un condottieri». Après de brillantes études et de non moins brillantes états de services pendant la première guerre mondiale, Eugène Deloncle avait réussi une carrière privée sans histoire jusqu'à ce que son engagement à l'Action française, son goût de l'activisme et, même, de l'ésotérisme le conduisent à franchir les limites de la légalité et à agir dans la clandestinité.

L'organisation qu'il met en place vise à préparer les hommes - des techniciens et des troupes d'assaut - et les armes nécessaires à la prise du pouvoir, le moment venu. L'époque se prêtait aux ana-

lyses manichéennes ainsi qu'aux tentations fascistes qui triomphaient aux frontières. La Cagoule se mouvait dans un climat favorable et trouvait les aides et complaisances dont elle avait besoin, tant en France qu'à l'étranger. Elle obtenait des subventions dans les milieux d'affaires et recrutait jusque dans les cercles militaires, mais cet aspect-là de sa pénétration fut occulté par le pouvoir politique de l'extérieur, de la découverte du complot. Son armement provenait de l'extérieur, de l'Italie fasciste notamment, moyennant services rendus. La société secrète se manifesta sur la place publique par des provocations, des attentats, des assassinats, jusqu'à ce que la police mette fin à ses sordides exploits et révèle la dimension du complot.

Les cagouliards ont refait surface, parfois en sortant de prison, pendant la seconde guerre mondiale, la plupart d'entre eux rejoignant presque instinctivement, note Philippe Bourdral, le régime de Vichy, qui se méfiait de leur activisme ; d'autres s'illustrèrent dans la Résistance et les Forces françaises libres. Parmi les premiers, Eugène Deloncle fonda un parti, le Mouvement social révolutionnaire, pour agir à visage découvert, sans cesser cependant de conspirer, ce qui lui valut d'être finalement abattu par les agents de la Gestapo. L'historien de la Cagoule raconte dans le détail les cheminement de ces destinées

ANDRÉ LAURENS

L'examen du projet de loi de privatisation

Le Sénat souhaite renforcer la protection des intérêts nationaux

Le Sénat a poursuivi vendredi 11 juin l'examen en première lecture du projet de loi de privatisation, entamé la veille. La centaine d'amendements déposés par l'opposition sur le seul article 1 (qui définit le champ des privatisations) n'a permis l'adoption de cet article amendé qu'à 6 heures du matin samedi. La discussion devait continuer pendant le week-end.

Plus de 300 amendements pour le projet de loi qui comporte vingt articles, 165 déposés par les socialistes et 110 par les communistes : au Sénat, l'opposition a manifesté son refus de faire de l'obstruction. Les débats s'inscrivent dans un jargonisme clairsemé où - c'est un comble - la majorité a été obligée de recourir, vendredi 11 juin en fin de matinée (1), aux scrutins publics pour ramener sur quelques sénateurs de droite et empêcher ainsi que les trois motions déposées par l'opposition (exception d'irrecevabilité, question préalable et renvoi à la commission) ne soient adoptées, les sénateurs socialistes et communistes étant plus assidus que leurs collègues du RPR ou de l'UDF.

Entamé vendredi dans l'après-midi, l'examen des amendements s'est éternisé toute la nuit. A l'aube, le gouvernement, représenté par Pascal Clément, ministre délégué chargé des relations avec l'Assemblée nationale - où Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, était reparti défendre ses projets de loi sur la réforme de la Banque de France, - a demandé au vote unique sur l'article premier, qui avait vu défiler quatre-vingt-dix-neuf amendements. Dix d'entre eux seulement, modifiant peu cet article qui définit le champ des privatisations, ont été adoptés.

La commission des finances du Sénat avait finalement retiré un amendement destiné à permettre au gouvernement de remplacer immédiatement, et non plus seulement au moment de la privatisation, les présidents des entreprises privatisables. Le gouvernement avait clairement fait savoir, après arbitrage du premier ministre, qu'il souhaitait laisser les présidents aller au terme de leurs mandats, prévu, pour la plupart, ce jour 1994.

En revanche, le gouvernement devait accepter un amendement de la commission des finances prévoyant l'institution de l'action spé-

cifique «avant la saisine de la commission de privatisation», et ooc plus seulement lors du transfert de la majorité du capital au secteur privé comme le prévoyait le texte gouvernemental. Cet amendement renforçait donc le dispositif de l'action spécifique destinée à donner au gouvernement des droits importants «si la protection des intérêts nationaux l'exige». C'est désormais le seul mécanisme de protection, puisque la limite de 20 % applicable aux cessions de titres à des personnes étrangères existant dans la loi de privatisation de 1986 a été supprimée.

Le gouvernement était également disposé à accepter un autre amendement de la commission des finances destiné à «organiser l'information du Parlement sur la mise en œuvre des privatisations» par un rapport annuel présenté au parlement de l'examen du projet de budget.

Le ministre de l'économie a, en outre, donné satisfaction aux sénateurs en annonçant que la proposition de loi de Jean Châtelons (RPR, Paris) sur la participation, adoptée par le Sénat le 6 mai dernier, «sera inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale avant la fin de la session». En conséquence de quoi, l'amendement qui reprenait les dispositions de cette proposition de loi a été retiré.

CLAIRE BLANDIN

(1) Nous avons indiqué par erreur, dans certains de nos éditions du 12 juin, que le débat sur le projet de privatisation avait commencé au Sénat vendredi 11 juin. Il fallait lire : jeudi 10 juin. De même, le collectif a été adopté jeudi matin, et non vendredi matin.

Daniel Toussaint (PC) élu maire de Valenciennes (Val-de-Marne). - Daniel Toussaint (PC) a été élu, vendredi 11 juin, maire de Valenciennes (Val-de-Marne) au premier tour. Il a obtenu 26 voix et 6 bulletins blancs. Un conseiller municipal était absent. La liste de M. Toussaint avait obtenu 26 élus sur 33, dimanche 6 juin, à l'occasion d'une élection municipale partielle (le Monde du 11 juin). Né le 5 juillet 1948 à Dompiègne-sur-Bebre (Allier), M. Toussaint est agent de maîtrise SNCF. Elu conseiller municipal depuis 1977, il était adjoint au maire depuis 1983. Il succède à Roland Roche (PC), mort le 31 mars dernier. - (Corresp.)

A l'Assemblée nationale

Les Clubs Perspectives et Réalités constituent un sous-groupe

Hervé de Charette, ministre du logement et délégué général des clubs giscardiens Perspectives et Réalités a annoncé, jeudi 10 juin, la constitution d'un sous-groupe de trente-trois députés adhérents de ces clubs au sein du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Présidé par Pierre Lequiller, secrétaire général des clubs et député des Yvelines, ce groupe entend «servir de relais, à l'Assemblée, à la réflexion des clubs sur les deux sujets majeurs de l'emploi et de l'économie».

Ce sous-groupe comprend les députés suivants : Pierre Albertini (Seine-Maritime), Nicole Andelin (Calvados), Jean-Louis Beaumont (Val-de-Marne), Didier Bégin (Nièvre), Dominique Buisson (Charente-Maritime), Pierre Cardo (Yvelines), Michel Carzlat (Puy-de-Dôme), Robert Cazelet (Gironde), Jean-Jacques Descaup (Indre-et-Loire), Eric Duboc (Vienne), Georges Dugand (Drôme), Pierre Favre (Gironde), René Garrec (Calvados), Claude Gatignol (Manche), Michel Godeau (Jura), Jean-Yves Haby (Haute-Saône), Françoise Hostalter (Nord), Pierre Lequiller (Yvelines), Alain Loyer (Maine-et-Loire), Hervé Mariton (Drôme), Jean-François Maitte (Bouches-du-Rhône), Alain Moyné-Bressand (Isère), Jean-Marc Neme (Savoie-et-Loire), Michel Pelchat (Essonne), Jean-Pierre Philibert (Loire), Yana Piat (Var), Jean Proriot (Haute-Loire), Marc Reyman (Bas-Rhin), Yves Roussel-Rouard (Vaucluse), Francis Saint-Elier (Calvados), Rudy Salles (Alpes-Maritimes), François Sauvader (Côte-d'Or) et Paul-Louis Tesson (Yvelines).

Rectifié. - Ernest Chenière, député RPR de l'Oise, auquel nous avons consacré un portrait dans le Monde du 12 juin, était, avant son élection, principal de collège à Creil, et non pas à Créteil, comme nous l'avons écrit par erreur.

POLITIQUE

Michel Rocard invite les socialistes à ne pas céder à l'autoflagellation

Michel Rocard, président du RPR, a invité les socialistes à ne pas céder à l'autoflagellation. Il a déclaré que le RPR n'était pas un parti de droite, mais un parti de progrès. Il a également souligné que le RPR était le seul parti capable de rassembler la majorité de la population française.



Michel Rocard a déclaré que le RPR n'était pas un parti de droite, mais un parti de progrès. Il a également souligné que le RPR était le seul parti capable de rassembler la majorité de la population française.

Michel Rocard a déclaré que le RPR n'était pas un parti de droite, mais un parti de progrès. Il a également souligné que le RPR était le seul parti capable de rassembler la majorité de la population française.

Michel Rocard a déclaré que le RPR n'était pas un parti de droite, mais un parti de progrès. Il a également souligné que le RPR était le seul parti capable de rassembler la majorité de la population française.

Michel Rocard a déclaré que le RPR n'était pas un parti de droite, mais un parti de progrès. Il a également souligné que le RPR était le seul parti capable de rassembler la majorité de la population française.

Michel Rocard a déclaré que le RPR n'était pas un parti de droite, mais un parti de progrès. Il a également souligné que le RPR était le seul parti capable de rassembler la majorité de la population française.

Michel Rocard a déclaré que le RPR n'était pas un parti de droite, mais un parti de progrès. Il a également souligné que le RPR était le seul parti capable de rassembler la majorité de la population française.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Aut procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

L'ami Boublil

Alain Boublil, ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy en 1988, s'est expliqué, vendredi 11 juin, devant la 11^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Il s'est défendu d'avoir reçu des informations sur le rachat du groupe Triangle par Pechiney de son ami Samir Traboulsi, le conseiller de Triangle, et d'en avoir données à son ami Roger Patrice Pelet.

C'est qu'Alain Boublil, dans cette affaire Pechiney-Triangle, est partout, tout le temps, systématiquement. En 1988, tel un Bibendum, il rebondit toujours au bon endroit... La veille à Monaco, sur l'invitation de son ami Samir Traboulsi, pour les week-ends du 18 juin, et des 14 et 21 juillet. La veille au Racing Club de Paris, à la demande de son ami Samir Traboulsi, à la demande de son ami Samir Traboulsi, à la demande de son ami Samir Traboulsi...

C'est qu'Alain Boublil, dans cette affaire Pechiney-Triangle, est partout, tout le temps, systématiquement. En 1988, tel un Bibendum, il rebondit toujours au bon endroit... La veille à Monaco, sur l'invitation de son ami Samir Traboulsi, pour les week-ends du 18 juin, et des 14 et 21 juillet. La veille au Racing Club de Paris, à la demande de son ami Samir Traboulsi, à la demande de son ami Samir Traboulsi, à la demande de son ami Samir Traboulsi...

Alain Boublil, l'air boudeur, sort du silence : « Quand je vois M. Traboulsi, je ne lui donne pas d'informations. La présidence, l'air distrait : « Vous êtes bien présent sur le yacht lorsque les dirigeants de Pechiney sont venus discuter avec la PDG de Triangle ? »

M. Boublil était délégué, reconnaît Alain Boublil. Pas à cause des négociations qui devaient s'y tenir mais parce que ce n'était pas sa place. Vous ne lui donniez pas d'informations ? Je n'avais pas à informer qui que ce soit des affaires de l'Etat. Je suis un haut fonctionnaire. Mes relations avec lui étaient exclusives de mes fonctions.

Mais lui-même ne vous a-t-il pas dit, après leur réunion, que l'ambiance n'avait pas été mauvaise ? Alain Boublil, pris de court : « Ben, oui. »

Même en vacances, Alain Boublil ne peut pas s'étendre sur un drap de bain sans glaner des scoops. Même en vacances, sa passion pour le Meccano le poursuit. Sur-tout, surtout, il ne veut pas qu'on puisse dire que les entreprises nationalisées sont privées d'éventuelles possibilités d'expansion.

Mais que n'a-t-il pris garde à lui-même ? En sa position obéissante au milieu des négociations, il s'efforçait d'avancer à la suspension de tous. Sanction impensable, même s'il ne veut voir dans le délit d'initié qu'il est reproché qu'un « délit d'initié ». Ainsi le substitut Jean-Claude Marin est-il convaincu que l'ancien directeur de cabinet, sans profiter financièrement du « coup » en sa possession, en a fait cadeau à Roger Patrice Pelet, l'ami du président de la République décédé en mars 1989.

La réception chez Edgard

Boublil croise les bras. C'est un membre de l'affaire, c'est un ami de M. Pelet de l'affaire et de l'admission, lance Alain Boublil. Mais, en 1989, je le voyais moins souvent.

L'ami trop occupé ? Certes. Mais il eut tout de même l'occasion de déjeuner avec lui le 13 novembre, un samedi avant la conclusion définitive de l'accord entre Pechiney et Triangle. Ce jour-là, les époux Bérégovoy fêtaient leur quarantième anniversaire de mariage avec leurs amis.

Samir Traboulsi décrit cette réception. Chez Edgard, « Nous étions une centaine. Ce n'était pas un déjeuner posé. Les choses se sont passées naturellement. Nous nous sommes assis à une table d'une vingtaine de personnes avec les Bérégovoy, les Pelet et les Boublil. » La présidence : « Avez-vous informé M. Boublil de ce que les négociations étaient sur le point d'aboutir ? » Samir Traboulsi, l'air peiné : « Mais ce n'était pas l'ambiance ! Il y avait de la musique. C'était festif ! »

Plus réservé, Alain Boublil assure un service minimum : « Je suis sûr que M. Traboulsi ne m'a pas parlé de cette affaire au déjeuner du 13. Mais n'était-ce pas déjà au courant de tout ? Le directeur financier de Pechiney, l'un de ses partenaires au sein, ne lui avait-il pas téléphoné le 9 novembre de la part de son PDG pour lui demander un rendez-vous avec Pierre Bérégovoy le 14 novembre ? »

« Donc, le 9 novembre, vous êtes optimiste », avance la présidence. « Madame, répond Alain Boublil, je ne suis ni optimiste ni pessimiste. Je suis important mais il n'y a pas de dimension personnelle. En réalité, le tribunal découvre ébahi que ce « dossier important » est traité bien distinctement rue de Rivoli. Pierre Bérégovoy, il ne l'a pas pris tout seul. C'est avec un groupe d'experts, avec une commission. »

Et pour répondre à l'accusation qui soulève le docteur Garretta n'a pas informé les bénéficiaires des dangers présentés par les produits sanguins, M. Boublil brandit le numéro du mois de mai 1985 de la Gazette de la transfusion sanguine. Dans un encadré intitulé « A l'attention des hématophiles et des prescripteurs », figure un article particulièrement inquiétant sur les risques de contamination des dérivés sanguins. « Ils sont traités ! »

Le ton et certains arguments parfois maladroits de l'avocat agacent une partie de la salle essentiellement composée des victimes et de leurs familles assises au sein d'un vaste hall de la cour d'assises. Les habitants des préfectures à intervenir sur toutes les causes. Ainsi, quand l'avocat évoque le rôle d'un médecin prescripteur en se demandant : « Devait-on aussi l'envoyer devant le tribunal correctionnel ? »

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

d'un conseiller une heure avant son entretien avec Jean Gandois, PDG de Pechiney. Au terme de cette conversation, la note est paraphée par le ministre, avec son accord. Le substitut Jean-Claude Marin : « Si je comprends bien, le feu vert est donné sur le fondement d'une note et d'un entretien ? » Alain Boublil : « Oui, mais ce n'est pas une décision du ministre. C'est sa position sur l'affaire. » La présidence : « Et c'est bien la première fois qu'il reçoit une information sur ce dossier ? »

« Oui, par ses collaborateurs », sourit l'ancien directeur de cabinet. L'interrogatoire du tribunal n'est pas fini. « Soutenez-vous toujours que vous ignorez, le 14 novembre, que le groupe Triangle était coté en Bourse à New-York ? »

« Je le maintiens. Je ne connaissais pas les structures juridiques de ce groupe. Cela ne me concernait pas. Vous êtes compétent, vous conseillez le ministre et vous ne savez pas... Beaucoup de sociétés américaines ne sont pas cotées. Ce n'est pas un point majeur dans le processus de la décision de l'Etat. Les modalités sont du ressort de Pechiney. »

Mais cela fait plus de deux mois que vous suivez ce dossier... Je ne suis jamais entré dans les détails. Ce n'était pas mon rôle. Je savais parfaitement de quoi je parlais. Seul que vous ne connaissiez pas l'existence des titres Triangle ? Je vous l'accorde. »

Ainsi en a-t-on peut-être plus appris sur l'étrange fonctionnement des cabinets ministériels que sur le délit d'initié. Prochaine audience mercredi 15 juin.

LAURENT GRELSAMER

La fin du procès du sang contaminé

La colère de M^e Morette

La treizième chambre de la cour d'appel de Paris rendra, le 13 juillet, son arrêt dans le procès des docteurs Michel Garretta et Jean-Pierre Allain et des professeurs Jacques Roux et Robert Nattier. Dans le cadre de l'affaire dite du sang contaminé, les deux premiers répondants du délit de « tromperie sur la qualité substantielle d'un produit », alors que les deux autres sont poursuivis pour « non-assistance à personne en danger ». Ouvert depuis le 3 mai, ce procès s'est achevé, vendredi 11 juin, par la plaidoirie de M^e François Morette.

Après six semaines d'un procès dont la sérénité fut à peine ébranlée par quelques rares incidents, faut-il que le procureur général, François Morette, ait le choix de la parole ? C'est en tout cas le choix que semble avoir fait M^e François Morette, dernier défenseur du docteur Garretta. Le choix d'une défense violente et féroce pour celui qu'il présente comme « le numéro d'écrin 3227 à la maison d'arrêt de la Santé », pour ajouter aussitôt : « le seul numéro d'écrin de ce dossier ». Car la colère

de M^e Morette trouve son origine dans une possibilité presque exclusivement dirigée contre son client.

« Comment peut-on imputer à celui-là une responsabilité unique des événements ? », clame l'avocat qui rappelle le drame ayant conduit à la contamination de 1 200 hématophiles et fait plus de 250 morts. Beaucoup de gens appartenant aux mondes scientifique, médical, administratif et politique ont participé aux décisions, mais le défendeur constate : « On a donné à la fin un visage et un nom. C'est ce que la foule attendait. Et il précise : « Il y avait trop de monde, trop de gens concernés dont la qualité est telle qu'ils ne doivent pas apparaître. Alors un pêche une ruse dans la marmitte et on la montre. »

L'avocat se fait cinglant pour l'insupportable instruction « incomplète » le jugement correctionnel et surtout l'absence du parquet. « Il avait accepté sa peine. Il la purgeait. Il avait au moins le droit à la liberté intérieure dans sa cellule. Mais le parquet a fait appel et on va chercher le ballon de foot pour continuer la partie. »

Revenons au dossier. Le bouillonnant défendeur veut « des preuves » et s'insurge : « On mélange le vrai, le vraisemblable et le possible. » Conseillé, il prend le dossier à bras-le-corps citant les pièces et les éléments les plus gênants pour son

client. « Il n'y a pas de mobile. Alors on parle de la logique industrielle, mais l'usine des Ols était déjà programmée avant son arrivée au CNTS. » C'est ensuite le tour de la distribution des produits contaminés effectuée parallèlement à celle des produits chimifiés. « La décision de la double distribution, il ne l'a pas prise tout seul. C'est avec un groupe d'experts, avec une commission. »

Et pour répondre à l'accusation qui soulève le docteur Garretta n'a pas informé les bénéficiaires des dangers présentés par les produits sanguins, M^e Morette brandit le numéro du mois de mai 1985 de la Gazette de la transfusion sanguine. Dans un encadré intitulé « A l'attention des hématophiles et des prescripteurs », figure un article particulièrement inquiétant sur les risques de contamination des dérivés sanguins. « Ils sont traités ! »

Le ton et certains arguments parfois maladroits de l'avocat agacent une partie de la salle essentiellement composée des victimes et de leurs familles assises au sein d'un vaste hall de la cour d'assises. Les habitants des préfectures à intervenir sur toutes les causes. Ainsi, quand l'avocat évoque le rôle d'un médecin prescripteur en se demandant : « Devait-on aussi l'envoyer devant le tribunal correctionnel ? »

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

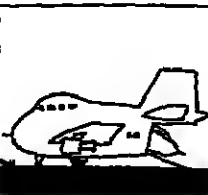
« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

« Oui ! Oui ! », crie la salle.

SALON DU BOURGET



Le groupe russe Mig choisit un réacteur français pour son nouvel avion d'entraînement

Gérard Renon, PDG de la SNECMA, et Rostislav Bahaykov, PDG du groupe russe ANPK Mig, ont annoncé, vendredi 11 juin, au Salon du Bourget, la signature d'un accord de principe aux termes duquel le réacteur français Larzac a été choisi pour équiper le futur avion d'entraînement militaire Mig-AT, dont le premier vol est prévu pour le début de 1995. D'autres groupes français, comme Messier-Bugatti et Sextant-Aviation, ont été pressentis pour s'associer à cet accord au financement duquel des banques seront associées. Le Larzac, qui équipe déjà mille deux cents avions dans le monde, est principalement le moteur de l'Alpha-Jet franco-allemand. C'est la raison pour laquelle cet accord n'est pas « un investissement démesuré », a expliqué M. Renon qui, quand il était secrétaire d'Etat à la défense en 1989-1991, a signé avec Moscou une convention pour l'aide de la France au développement des armements nucléaires russes.

D'autre part, la même SNECMA est convenue d'étudier, avec les groupes américains Pratt et Whitney et General Electric, et avec le groupe allemand MTU, le développement d'une gamme de moteurs nouveaux (entre 6 et 10 tonnes de poussée) face à une alliance anglo-allemande Rolls Royce et BMW, qui était déjà constituée et qui espérait pouvoir attirer la SNECMA et MTU.

Une volonté de s'émanciper

Il faut y voir un signe des temps : des industriels de l'ancienne URSS, comme les constructeurs d'avions Tupolev ou d'hélicoptères Mil, exposent sous leur propre raison sociale et non plus sous la bannière Aviorpout, qui a longtemps été la maison mère exclusive - ou le drapeau national - servant à l'exportation des produits aéronautiques et spatiaux, qu'il s'agisse de matériels civils ou militaires. Les expositions de la CEI, puisque c'est sous cette étiquette qu'ils ont été classés par les organisateurs du Salon, sont venues au Bourget non pas en ordre dispersé, mais comme des « grands », libres, à l'instar de leurs concurrents, de commercer avec les clients.

Les preuves de cette émancipation - qui traduit la volonté politique de l'ex-URSS de figurer parmi les exportateurs de technologies aéronautiques et spatiales en dehors des marchés dits « captifs » de l'ancien « bloc » de l'Est - ne manquent pas.

C'est, par exemple, la société Mikhal Kalashnikov qui a été autorisée en Russie à se dispenser de tout accord officiel avant de signer un contrat à l'étranger. Ce passe-droit court, dit-on, jusqu'à la fin de l'année. De quoi satisfaire les 8 à 9 milliards de francs de commandes qu'elle a eues en attente. C'est, aussi, cette évidence au Bourget même : les pays de la CEI, outre l'effort qu'ils font traditionnellement dans le domaine spatial, exposent, cette année, plus d'avions civils ou militaires et plus d'hélicoptères que les Etats-Unis, à peine moins que la France, qui est l'organisateur du Salon.

Une privatisation à marche forcée

L'enjeu, pour la Russie qui compte aujourd'hui 800 000 chercheurs et quelque 35 millions de personnes, directement ou indirectement, dans l'industrie de défense, est simple : il s'agit de sauver cet immense potentiel technologique que les commandes nationales ne suffisent plus à maintenir et qui est censé pouvoir rapporter des devises à un Etat en situation de collapsus économique.

Au demeurant, cette industrie russe subit de plein fouet les contre-coups des réformes de Boris Eltsine, à savoir une privatisation à marche forcée qui n'est pas assurée de réussir dans un secteur habité à tout obtenir de l'Etat et ignorant jusqu'aux lois élémentaires du marché. De ce point de vue-là, le « lobby » militaire-industriel russe est, certes, divisé, et des responsables présents au Bourget admettent qu'ils ne savent plus à quel saint se vouer : les uns se déclarent partisans de distribuer des actions à leur personnel (s'ils ont de quoi les acheter), mais d'autres, comme chez Saatchi, se prétendent exclus du champ de la privatisation pour cause d'indépendance nationale, et d'autres encore, chez Mil, semblent se préparer progressivement à l'idée de s'enrichir à des capitaux étrangers.

Tous partagent la même obsession : trouver - au besoin par l'exportation militaire tous azimuts et par la conversion à des fins commerciales de technologies militaires développées à grands frais du temps de l'ancienne URSS - les financements qui leur sont nécessaires pour rester dans la course mondiale.

Faut-il s'étonner, dès lors, que la Russie fournisse des missiles sol-air

à la Chine ou des hélicoptères à la Turquie, que l'Ukraine livre des missiles de croisière à la marine de l'Iran, qu'un client ait le choix entre deux Mig 29 ou deux chars russes pour le prix d'un seul F 18 ou d'un seul char américain, ou encore que la Russie soit en mesure de brader ses surplus, à savoir les quelque 1 600 avions de combat, 20 000 blindés, sans compter les pièces d'artillerie de seconde main que les accords Est-Ouest de désarmement l'obligent à retirer de son arsenal ? Faut-il s'étonner, comme l'affirme un industriel allemand, que la Russie pratique des prix « discount » dans l'espoir d'arracher une décision, sachant à l'avance que son client redoute le manque d'expérience d'un service après-vente défilant ou rarement à la hauteur ?

Un nouveau symptôme d'échec

Pour l'instant, la concurrence russe reste, en réalité, assez marginale. Les Occidentaux critent au loup, en majorant une rivalité commerciale avec Moscou qui n'est pas de la même engeance que la compétition véritablement sans pitié à laquelle se livrent en permanence Européens et Américains.

D'autant que, dans le même temps, ces mêmes Occidentaux taillent des croupettes aux industriels de l'Est sur leur propre terrain. C'est le cas pour ces matériels de conception ex-soviétique si anciens qu'ils ont besoin aujourd'hui d'être modernisés, voire remplacés par les Etats auxquels ils avaient été cédés lors de la splendeur du « bloc » communiste. En Inde, par exemple, ou en Roumanie. Dans le premier de ces deux pays, une centaine de réacteurs défectueux de Mig 29 ont dû être retirés du service, et les équipements de bord de quelque cent quatre-vingts Mig 21 doivent être remis au goût du jour. Des constructeurs européens - dont des groupes français - ont fait des offres de services à l'Inde. Dans le second cas, ce sont des industriels israéliens qui viennent d'être sollicités par Bucarest de rénover une centaine de vieux Mig 21 roumains.

La Russie perd donc des marchés, dits de « retrofitage » par les experts, qui auraient dû en principe lui revenir de droit dès lors que les matériels lui appartenaient d'origine.

A sa façon, le choix par la Russie du réacteur Larzac des groupes français SNECMA et Turbomeca est un autre symptôme de cet échec. On connaissait déjà le retard que les Russes ont accumulé, en matière d'aviation commerciale, par rapport au savoir-faire occidental. Au point que, pour le Tupolev 204, censé succéder au Tupolev 154, il leur a fallu en appeler à des moteurs du groupe britannique Rolls-Royce. Comme ils ont dû monter des réacteurs américains Pratt and Whitney sur un Ilouchine 96 M. Mais, on s'accordait jusqu'à présent pour reconnaître à la Russie un succès indéniable dans le domaine militaire. En optant pour un réacteur français éprouvé, les Russes n'ont pas seulement hésité à prendre cette légendaire contre-partie et à faire dépendre leur aviation d'entraînement militaire d'une technologie élaborée sous d'autres cieux.

JACQUES ISNARD

L'enquête sur la secte des Enfants de Dieu

Douze personnes sont mises en examen pour excitation de mineurs à la débauche

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Douze membres de la secte des Enfants de Dieu appartenant à la communauté d'Éguilles, près d'Aix-en-Provence, ont été mis en examen pour excitation de mineurs à la débauche, vendredi 11 juin, par le juge d'instruction chargé du dossier, M. Serge Maszkowski (le Monde des 11 et 12 juin). Il s'agit de quatre hommes et de huit femmes de huit nationalités différentes (quatre Français, deux Espagnols, un Canadien, un Hollandais, un Belge, un Danois, un Américain et un Anglais). Ils ont été mis en examen pour excitation de mineurs à la débauche, mais placés sous contrôle judiciaire avec interdiction de quitter le territoire national.

Neuf autres adeptes de la secte,

interpellés à Saint-Herblain (Loire-Atlantique), Condrien (Rhône) et Thionville (Moselle), ont fait l'objet de mandats d'amener et devraient être présentés, au cours du week-end, devant le magistrat instructeur pour se voir notifier leur mise en examen du même chef. Le juge pour enfants d'Aix-en-Provence a également pris des mesures d'assistance éducative à l'égard des enfants vivant avec leurs parents dans la commune de « colonies » contrôlées par les gendarmes. Les nourrissons ont été laissés avec leurs mères. Les autres ont été placés dans des foyers dépendant de la direction des interventions sanitaires et sociales (DISS).

G. P.

A Larrazet (Tarn-et-Garonne)

René Bousquet a été inhumé dans la plus grande discrétion

René Bousquet, ancien secrétaire général de la police du régime de Vichy, assassiné mardi 8 juin à son domicile parisien, a été enterré, vendredi 11 juin, aux côtés de son épouse dans le cimetière familial du village de Larrazet (Tarn-et-Garonne). Le village était désert au moment des obsèques, en fin d'après-midi. Quatre membres du conseil municipal ont porté le cercueil jusqu'à la nef de la petite église. Seule une vingtaine de personnes, essentiellement des proches de René Bousquet, ont assisté à l'office mortuaire. Le prêtre n'a pas fait référence à la vie du défunt. Au cimetière, Guy Bousquet, le fils de l'ancien secrétaire général de la police, a dit que son père avait « terminé son chemin de croix » et

qu'une association allait se créer pour « défendre sa mémoire ».

Dans une déclaration en date du 10 juin, l'avocat de l'ancien chef militaire Paul Touvier, M. Jacques Trémollet de Villers, indiquait qu'il s'indignait « avec respect devant la déposition sanglante de René Bousquet » : « Devant la montée de l'intolérance et de la haine dont ce crime est le signe manifeste, j'appelle aux autorités de notre pays pour qu'elles rétablissent le calme et la tranquillité publique à laquelle tous les citoyens ont droit. En ma qualité d'avocat, je déclare que le climat créé par ce crime, les déclarations et les rumeurs qui ont suivi son annonce, entraînent tout espoir de sérénité à un éventuel procès de Paul Touvier ».

THÉÂTRE

un homme facile : 21 h, dim. 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). En attendant que les bœufs : 20 h 30, dim. 15 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Le Voleur de Tonnelle d'été : 15 h. Miroir de songes : 21 h, dim. 15 h.

MICHEL (42-65-35-02). Sexe : 19 h.

MICHEL (42-65-35-02). Sexe : 19 h.

MICHOPIÈRE (47-42-95-22). Partenaire : 20 h 30, dim. 15 h.

MOGADOR (48-79-04-04). Le Tour du monde : 21 h.

MONTPARNASSE (43-02-22-74). Moravadas : 19 h et 21 h 15.

MONTPARNASSE (43-02-22-74). (PETIT) : 21 h.

NOUVEAUTES (47-70-62-78). Tout va bien : 20 h 30, dim. 15 h.

NOUVEAUTES (47-70-62-78). (GRAND) : 21 h.

SALLÉS (42-02-27-17). Patacouchnok : 20 h 45.

PALAIS DES GLACES (PETIT) SALLÉS (42-02-27-17). Bud dans la vase quand t'as fini : 21 h.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Ubu : 19 h.

PARIS-VOLTAIRE (42-02-02-02). Le Poch de composition : 21 h.

POCHE-MONTPARNASSE (42-65-90-00). Les heures de la vie d'une femme : 18 h et 21 h, dim. 15 h.

POCHE-SAINTE-MARTIN (42-05-32). Knock : 17 h et 21 h 45.

POTINIÈRE (44-61-14-19). Mafé-mafé : 21 h.

RENAISSANCE (42-65-44-11). Les Shakes : 21 h.

PEARL (42-57-39-54). Les Femmes, les truffes et le muscade ou Mon genre est resté rompié : 21 h 30, dim. 17 h 30.

PEARL (42-57-39-54). Les Femmes, les truffes et le muscade ou Mon genre est resté rompié : 21 h 30, dim. 17 h 30.

RENAISSANCE (42-65-44-11). Tonteur Arthur : 21 h.

RENAISSANCE (42-65-44-11). Les Enfants de l'attente : 20 h 45, dim. 17 h.

RENAISSANCE (42-65-44-11). Les Enfants de l'attente : 20 h 45, dim. 17 h.

RENAISSANCE (42-65-44-11). Les Enfants de l'attente : 20 h 45, dim. 17 h.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un acteur joue l'été : 20 h 30. L'Homme et l'animal : 21 h.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-83-89). Paroles en voyage : 15 h, dim. 15 h.

SALLE DES HALLES (42-36-37-27). L'Ébène : 20 h 30.

SPIENLIO (42-05-32). Improvisation : 21 h.

SPIENLIO (42-05-32). Improvisation : 21 h.

THÉÂTRE 13 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 14 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 15 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 16 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 17 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 18 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 19 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 20 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 21 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 22 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 23 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 24 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 25 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 26 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 27 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 28 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 29 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 30 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 31 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 32 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 33 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 34 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 35 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 36 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 37 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 38 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 39 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 40 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 41 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 42 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 43 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 44 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 45 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 46 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 47 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 48 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 49 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 50 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 51 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 52 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 53 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 54 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 55 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 56 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 57 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 58 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 59 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 60 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 61 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 62 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 63 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 64 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 65 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 66 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 67 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 68 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 69 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 70 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 71 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 72 (45-99-92-22). Les Carottes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 73 (45-99-92-22). Les Carottes :

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

Bearbought, 34 (42-71-32-36); Utopia
 43 (42-34-84-85).
 DISTRICT (1) [A., v.o.] 35
 Galendé, 6 (43-54-7-27)
 38-56-72-05 UGC Triomphe,
 142 (38-50-50, 36-68-78-80)
 LA BATAILLE OULALABINO FF.
 La Gode, 19 (40-05-80-00).
 SEAUPOUC DE FRUIT FOUR RIEUR
 142 (38-50-50, 36-68-78-80)
 45-06-57-57; 36-65-70-83
 Gement Op-Expirial,
 142 (38-50-50, 36-68-78-80)
 44-33-87-77; 36-65-70-83
 Ganton, 6 (42-26-10-30)
 38-56-70-68 UGC Montpans,
 142 (38-50-50, 36-68-78-80)
 Pasgode, 7 (36-98-75-57)
 Champs-Elysées, 9 (45-82-20-40)
 43-07-48-80; La Neston, 1
 (43-04-47-47) 36-65-70-83
 Grand, 14 (38-50-50, 36-68-78-80)
 39-96-75-57; Mistral, 1
 (38-56-70-41) 15. Juliette Grand,
 142 (38-50-50, 36-68-78-80)
 40-50-00-18 39-95-70-51
 UGC Océra, 9 (45-74-95-40)
 UGC Gobeaux, 14
 (45-74-95-40, 36-68-78-80)
 Mont Parnasse, 14 (38-56-75-55)

CENTRE

36-85-70-47)
SEIGNETS ET TOMATES VERTE
(A. v.o.), Chénas, 6- (46-33-10-82)
UGC Triomphe, 6- (46-74-83-60)
38-86-70-78)
SENNY'S VIDEO (Autr., v.o.): Chapin
6- (43-26-84-85)
SLADE RUNNER-VERSION INÉDIT
(A. v.o.): Ciné Suresbourg, 3-
(42-71-62-33); Salm-Lanoubert, 16-
45-32-9-68)
C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS
(*) (9a.), Epéa du Bois, 6-
43-37-57-47)
CARMEN REVIENT AU PAYS (Jap.
v.o.): Reflet République, 1-
48-05-51-33)

Cinéma américain : Sergio Paro

CHUTE LIBRE (7) (A. v.o.): -Fondures:
Horizon: 1" (45-09-57-57)
39-35-70-33: UGC Odéon, 9
(42-26-10-33): 38-85-70-722: G&G
mont Marliens-Concordo, 9
(38-68-76-55): UGC Normandie, 9
(46-93-16-15): 38-85-70-322: G&G

VIDEOTHEQUE DE PAR

(38-88-75-56); 14 Juller Bourganelle
 15- (45-75-79-79); UGC Mellor, 17
 (40-88-00-19; 38-85-70-81); v.f.
 Rev. 2- (42-38-83-83; 38-85-70-23)
 UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-84
 38-85-70-14); Paramount Onira 8

Les Septuagies - 2^e partie : l'après-l

47-42-56-31 38-65-70-19) UG
Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59)
38-65-70-84) UGC Gobelins, 133
45-81-84-95 38-65-70-46) Miramont
12 (38-65-70-38) Mairie, 141
38-65-70-84) UGC Convention, 155
45-74-93-40 38-65-70-71) Pathé
Wapler, 16 (38-68-20-22) ; Pathé
belle, 20 (49-38-10-89)
38-65-71-44)

CUISINE ET DÉPENDANCES (Fr.)
Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-31) ; Gaum
mont Ambassade, 3 (38-68-75-55)
Les Montparnasse, 14 (38-65-70-42)
LES OECOUVEURS (A.) La Géode,
19 (40-05-80-00)
OLICATTESSEN (Fr.) Reflex Logos I, 5 (5

Les Septuagies - 2^e partie : l'après-midi

Mal 3-4-72-73) : Skidoo Gagnier, 6
 (42-54-72-71) : 36-55-72-05)
 DES JOURS ET DES LUNES DANS LA
 FORÊT (A. v.o.) : L'Emporté, 14
 (45-54-63)
 DRACULA (A. v.o.) : Cné Beau-
 bourg, 3 (42-71-52-36) : Saint-Lam-
 bert, 15 (45-32-91-68)
 EPOUSES ET CONCUBINES Ft.-Ch.
 v.o. : Cné Seubourg, 3
 (42-71-52-39) : Lucernaire, 9
 (45-44-67-34)
 ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE
 (A. v.o.) : Elèves Lucin, 8
 (42-58-38-14) : Saint-Lambert, 15

LES EXCLUSIVITÉS

(42-3261-88).
 FATALES (P. Ritt., v.o.): Cinoche, 6.
 (42-3261-89).
 FLORE (L. v.o.): Gaumont Les Halles, 1.
 (36-58-78-55): Publicis Saint-Germain, 6.
 (42-22-72-80): Esorial, 13.
 (42-3261-90): Gaumont Perrier, 14.
 (36-58-75-55).
 FOREVER YOUNG (A. v.o.): Images d'ailleurs, 5.
 (45-87-12-09): Club Gaumont (Publicis Matignon), 8.
 (42-3261-91).
 FRANÇOIS TRUFFAUT, PORTRAITS
 (42-3261-92).
 VOILES (R.): Les Trois Lézards, 6.
 (33-67-77-78-85-70-43).
 HENRY V (R., v.o.): Cité Bessière, 14.
 (42-3261-93): Deniau, 14.
 (42-3261-94).
 HEROS MAIGRE LUJ (A. v.o.): Cinoche, 6.
 (42-38-10-52): Saint-Lam, 1.
 (42-3261-95).
 LES HISTOIRES D'AMOUR FINISSENT MAL EN GENERAL (R.): Cité Bessière, 14.

CONFÉRENCES

-95-70-43); Georgia V.
-52-41-46; 38-65-70-74); U
ra. 8 (45-74-95-40; 38-65-70-4
FIL ENCHANTE (Brit. v.o.); Fon
ent Express, 1- (42-33-42-2
-65-70-87); Georgia V.
-62-4)-48; 38-65-70-74).

PARIS EN VISITES

UNDI 14 JUIN

gle de la rue Monceton et de la rue de Montbrion (Stations historiques).

« La rue Saint-Denis, les cours de miracles et les traboules » du Sertier, 15 heures, métro Bonne-Nouvelle, devant la poste (P.-Y. Jasté).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges, 15 heures, sortez du métro Saint-Paul (résurrection du passé).

« Le quai Voltaire et ses abords 15 heures, angle de la rue du Bac du quai Voltaire (Approche de l'art).

« Le maison de la Légion d'honneur à Saint-Denis », 15 heures, porche de la basilique (Paris et son histoire).

LUNDI 14 JUIN

« La messe de la rue Grandmont et de la rue du Maréchal (Monuments historiques).
 « La rue Saint-Denis, les cours du miracle et les traboules » du Sébastien, 15 heures, métro Bonne-Nouvelle, devant la poste (P.-Y. Jasté).
 « Hôtels et jardins du Marais. Place des Voages », 15 heures, sortez métro Saint-Paul (Résurrection et passé).
 « Le quel Voltaire et ses abords », 15 heures, angle de la rue du quel Voltaire (Approche de l'art).
 « La maison de la Légion d'honneur à Saint-Denis », 15 heures, parcourez la basilique (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

-95-70-43); Georgia V.
-52-41-46; 38-65-70-74); U
ra. 8 (46-74-95-40; 38-65-70-4
FIL ENCHANTE (Brit. v.o.); Fon
ent Express, 1- (42-33-42-2
-65-70-87); Georgia V.
-62-4)-48; 38-65-70-74).

[illegible]

LES SÉANCES SPÉCIALES

ALPHA BRAVO (A. v.f.): Cimes, 18
15-45-22-50 20 h
LES AMIES DE CŒUR (It. v.o.)
L'Amé, 4-42-78-47-98 20 h 22 h
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES
(A. v.f.): Saint-Lambert, 15-
45-22-50 20 h
ATTACHE-MOI (Esp. v.o.): Studio
36-55-72-71 18 h
36-55-72-50 20 h
BULE VELVET (A. v.o.): Cinq Beu-
soul, 15-45-22-50 18 h 05
LES COMMANDEMENTS (A. v.o.)
Le Serv. Bravé, 11-45-37-61-55-58
17 h 30
LA FEMME (Fr.): UGC Triomphe, 8-
45-74-83-50-36-65-70-78 17 h 50,
18 h 55
LE BON, LE MAUVE ET LA
FEMME (Et. v.o.) (A. v.o.) (Fr.-Bel.)
v.o.: Studio Gendish, 15-45-34-72-71
18 h
OROWINDING (A. v.o.) (A. v.o.)
v.o.: Ontario, 14-43-21-41-01
18 h
ETALIBALU (A. v.o.): Saint-Lambert,
15-45-32-91-69 21 h
HANS PRAY (A. v.o.): Le Bastille, 11-
45-32-91-69 21 h
HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL
KILLER (A. v.o.): Cinq Beusoul,
15-45-32-91-69 21 h
L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A.
v.o.): L'Empreint, 14-45-43-41-63
18 h
JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉ-
LANO (A. v.i.): Saint-Lambert, 15-
45-32-91-68 18 h 45,
19 h
MALCOLM X (A. v.o.): Saint-Lambert, 15-
45-32-91-68 18 h 40
MURDER, MY CHRISTOPHER (A. v.o.)
v.o.: Saint-Lambert, 15-45-32-91-68
18 h
PETITE AMIE D'ANTONIO (Fr.):
Udoe, 5-45-25-94-68 18 h 10,
19 h
SISTER ACT (A. v.o.): Saint-Lambert,
15-45-32-91-68 18 h 45
STORMY (A. v.o.): Les Amies d'U-
doe, 5-45-25-94-68 18 h
LE TEMPS DES GRÂCES (Ang. v.o.):
L'Empreint, 14-45-43-41-63 21 h 30
THE JACK HORNER PICTURE
SHOW (U. v.o.) (A. v.o.) (A. v.o.)
(A. v.o.) (A. v.o.) (A. v.o.) (A. v.o.)
22 h 30
TINTIN ET LE SAC AUX RABINS
(Fr.-Bel.)
v.o.: Saint-Lambert, 15-45-32-91-68 18 h 45

Le chant suspendu

[illegible]

La mort en ce jardin

[illegible]

G. Galt as Benefactor of AIDEN - 100
Patrick Dupond as Laurence H. Galt
Elizabeth Plater as Mrs. Galt
F. Galt as Mrs. Galt

CULTURE

BIENNALE DE VENISE

Le chant suspendu de Luigi Nono

La manifestation s'ouvre dimanche 13 juin au public mais la musique contemporaine est déjà à l'honneur à la Fenice

VENISE

de notre envoyée spéciale

Dans l'aviation qui vole vers Venise, on entend ça et là des conversations sur la Biennale. Il y en a une pour les arts plastiques et pour l'ouverture officielle, dimanche 13 juin, des grandes expositions aux Giardini.

« Et la musique, s'enquiert une dame soudain prise de scrupules. J'ai entendu dire qu'on donnait quelque chose à la Fenice. » On signale donc, puis on est venu pour cela, que la Fenice s'ouvre en effet, pour cette Biennale, à la musique contemporaine. « Tu vois bien, dit le mari, qu'il n'y a rien à la Fenice. »

En fait, c'est ainsi. Ce même public professionnel ou branché qui a pris d'assaut les chambres d'hôtel par passio pour le peintre Francis Bacon, pour les sculptures de Louise Bourgeois ou par intérêt pour les tentatives du marché de l'art, ces mêmes escouades de snobs ou de passionnés se feraient un détour par la Fenice que si l'on y donnait une bonne vieille *Traviata*!

C'est donc un autre public, composé de producteurs à la radio, d'éditeurs, des critiques au grand complet et de fort peu de mécènes, que l'on retrouve en train de se bécotter, dans la chaleur orageuse, aux portes d'une des plus belles et des plus acoustiques maisons d'opéra d'Europe, salles ovales d'or et de soie ornées. Pour cette quarante-cinquième édition de la Biennale vénitienne, la Fenice a renoncé à Verdi et aux stars du chaos pour offrir ses festes d'antan à la musique de ce siècle.

L'alliance d'une institution aussi traditionnelle (on y vit naguère une messe, en scène de Pavarotti) et des « forces de progrès », ne peut pas, paraît-il, se peindre. Il faut tout de même citer de Mario Merisi, commissaire de la section musique, homme d'ouverture à la RAI, un temps directeur du festival de Gibellina en Sicile. Rien de ce

qui se compose dans le monde entier ne lui est étranger. Messiaen a failli y gagner la direction artistique de la Fenice, hors Biennale. Mais l'ancien intendant a été remplacé, les alliances se sont renversées, Messiaen a démissionné. Reste que cet homme placide a gagné d'occuper la Fenice pour deux ou trois concerts quotidiens du 13 au 20 juin. Avec quel argument? C'est Luigi Nono que cette édition honore. Et Luigi Nono, mort il y a trois ans, en a fait presque autant pour la gloire de Venise et pour le prestige de la musique vénitienne que Vivaldi, toute proportion gardée.

Ami de Bruno Maderna, élève de Gian Francesco Malipiero, compagnon à Darmstadt de Boulez et de Stockhausen, Luigi Nono est ici une sorte de commandeur : la conscience à vif de la musique italienne. Fut-il jamais officiellement un compositeur sérieux? Eut-il sa carte au PCI? Une sorte de mystère se perpétue sur cette immense personnalité. On sait que des batailles théoriques l'opposèrent à tout ce qui pouvait l'entraver.

Un itinéraire très simple

Qu'il lutta contre l'intolérance. Et que, s'il fit entendre sa musique dans les mines - en un temps où Manrico Pollini et Claudio Abbado militaient avec lui - son œuvre fut toujours d'un abord difficile, cadencée sur ses références intimidantes, qu'il s'agisse de Mahakovi, Gorki, Ungaretti, Gramsci, de la mythologie antique ou de la poésie d'Hölderlin.

Grâce au Festival d'automne qui lui ouvrit tout grand son programme en 1987, la France connaît surtout Nono par l'imposant *Prometeo*, plus, de trois heures de musique, l'abandonnement des recherches de compositeur au profit de la spatialisation des sources sonores et du traitement en direct de ces mêmes sources par l'électronique. La lente traversée de *Prometeo* teste les capacités de l'auditeur à se

couler dans un flux de sonorités souvent oboïdalisées. En cours d'édition chez Ricordi (il existe plusieurs états de la partition) *Prometeo* est en tout point le testament de Nono.

La Biennale a donc entrepris d'exposer - car il s'agit bien d'une exposition, non dans l'espace mais dans le temps - ce qui a précédé, ce qui a préparé *Prometeo*. Pour plus de clarté, la rétrospective est mise en perspective et les grandes œuvres créées en compagnie de partitions qui les évoquent ou qui ont pu les inspirer.

L'itinéraire est ainsi très simple. Il y a les polyphonies de la Renaissance. Il y a aussi le Portugais Nunes, l'Allemand Laubmann et l'Américain Feldman. Il y a en fin, en toute liberté, de jeunes compositeurs italiens et un trio de Chinois totalement inconnus. On sait déjà que Messiaen, s'il obtient la carte d'une prochaine édition, la consacrerait à l'exotisme, offrant la comparaison entre les traditions japonaises ou chinoises et ce qui se fait dans ces pays aujourd'hui.

Le Chant suspendu est le nom choisi par Nono pour une sorte d'opéra qu'il composa au milieu des années 50. Trois voix solistes, un chœur mixte : c'est presque l'effectif de la *Comète* opus 31 de Webern. Les deux partitions furent d'ailleurs exécutées successivement vendredi par le chœur de Stuttgart et l'orchestre de la Fenice, placés sous la direction de Gery Bertini.

Chez Webern (il composa sa cantate entre 1941 et 1943), le texte chanté garde l'allure tradi-

tionnelle d'une ligne mélodique même si l'accompagnement orchestral est écarté en de minuscules touches impressionnistes entre lesquelles le silence régnait. Nono est allé plus loin dans le *Canto sospeso*. Il a encaissé la ligne chantée, en particulier dans les parties confiées au chœur. Les voix ne composent plus une surface lisse mais se rapprochent, se superposent ou disparaissent à l'horizon sonore, un peu comme la technique cubiste brisait l'homogénéité à l'horizontale de la surface peinte.

Nono composa dans la foulée les *Cort. Didone* (1958) : extrêmes au chœur, les percussions ont encore davantage les perspectives sonores, créant des effets d'ombres ou d'échos.

Vingt ans (1980-1983) Das ormele *Kharrin*, pour petit chœur, flûte basse et *live electronic* (exécution du studio de Fribourg, direction André Richard, Roberto Fabbricani à la flûte). C'est la fin de la soirée et ce a retrouvé le *Prometeo*, celui des longues tentatives vocales sans attache ni fin. Celui du temps suspendu, celui du temps surhumain.

Reprises par un dispositif électronique et rediffusées sur haut-parleurs, les voix tournent lentement dans la salle. La flûte basse, d'abord amplifiée, se transforme en tempête, ce caractère. C'est le chant universel, c'est toute la nature des vieux mythes qui vous arrivent aux oreilles. L'orage, ce soir-là, allait se déchaîner sur le Grand Canal.

ANNE REY

MUSIQUES

kd lang simplement ambiguë



Il n'était pas prévu que kd lang, qui a déjà donné un concert parisien en octobre dernier, revienne aussi vite. Mais le succès d'*Ingénue*, les honneurs accumulés (elle a reçu le Grammy 1993 de la meilleure chanteuse pop) ont en tout décidé autrement. kd lang vient d'un tout petit village de l'Alberta.

Arrivée à l'université, elle s'est essayée au performance-art. Comme elle jouait de la musique, comme elle avait une belle voix, elle a appliqué les procédés subversifs acquis en premier cycle à la musique country. Mais kd lang a été prise à son pro-

pre piège et est devenue une vraie chanteuse de country, respectée jusqu'à Nashville. Aujourd'hui, elle estime avoir fait le tour de la campagne. Les chaussons d'*Ingénue*, courus d'influences européennes, d'images troubles et intenses, mettent encore mieux en valeur l'ambiguïté tranquille de kd lang, sa voix grave et ses gestes puissants. Comme une image inversée des stars masculines, Jagger, Bowie ou Prince.

kd lang, à l'Olympia, 28, boulevard des Capucines, 75009 Paris, Lundi 14 à 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49.

VIDÉO

La mise à nu

Les installations de Kuntzel dénuent les corps et les images

THIERRY KUNTZEL d la Galerie nationale du Jeu de paume

Six installations vidéo occupent tout le rez-de-chaussée du Jeu de paume. C'est la première fois que cette maison accorde une telle importance à un vidéaste. Il était temps que le travail de Thierry Kuntzel, de tous les vidéastes français le plus connu et le plus exposé à l'étranger, soit pleinement reconnu en France. A l'exception de *Notos II*, créé au Centre Pompidou en 1984 et repris l'été dernier par l'exposition « Manifeste », le Jeu de paume donne à voir l'itinéraire de son œuvre.

Une installation vidéo consiste en général à exposer plusieurs images ensemble, avec, parfois, certains objets. Kuntzel ne fait pas appel à des objets, et les images qu'il convoque ne sont jamais nombreuses. Comme Gary Hill ou Bill Viola, il part de ses propres vidéos qui racontent les événements, condensent les événements, apurent les mouvements, plutôt que de les multiplier ou de les amplifier, comme Nam June Paik ou Antony Minton.

Dans *Printemps*, il y a qu'une image. Et elle consiste en un seul mouvement. Au centre d'un triptyque, formé par trois grands écrans, dont deux restent éteints, un couple nu, dans un jardin, est enveloppé par la caméra qui monte en spirale vers le ciel. Au moment où elle débouche dans l'azur, les deux écrans latéraux s'illuminent d'un blanc intense. En synchronisme un événement dans une image (le monté vers l'azur) et l'avènement soudain d'une autre image (réduite à sa dimension lumineuse). Kuntzel produit le spectacle de la métamorphose immédiate d'une action en représentation. Comme à la télévision, mais plus radicalement encore. Et, ce faisant, il dessine le cadre dans lequel se trace aujourd'hui toute représentation.

Ses *Quatre saisons* moins une renvoient à des tableaux de Poussin, dont il se veut une version moderne. Kuntzel proclame du même coup que la peinture aujourd'hui ne peut reconnaître l'enseignement de la télévision, sa formidable vitesse. Dans le triptyque de *l'Été*, les évents bleus, violets, comme autant de réactions immédiates aux mouvements qui dévalent, par de lents travellings, dans l'écran central, le devenir-ca-

davre en même temps que le devoir-représentation d'un homme. C'est une sorte d'action painting.

L'installation intitulée *Tompico*, la plus récente, risque un auto-portrait. *Tompico* offre, sur deux grands écrans placés côte à côte, le spectacle d'un homme fumant une cigarette devant le large panorama d'une ville qui s'étale à ses pieds. C'est la même image, avec un certain décalage, qui figure sur les deux écrans. Un mouvement de caméra, constitué d'un seul plan, fait passer lentement, très lentement, le fumoir d'un bord à l'autre de l'écran, tandis que le paysage, au gré du mouvement, change, se déplace. On est au Mexique? Le titre le dit. Mais le sous-titre (*Un non lieu*) ôte toute tentation de repérage géographique. Le spectacle n'est donc pas celui d'une ville à découvrir, mais celui de cet homme en train de se regarder. D'une image à l'autre il se tourne le dos, se contemple, se voit partir, sort du champ, passe à travers le temps. Le son est vient pas des écrans, mais de haut-parleurs répartis dans toute la salle, posés sur le sol comme des banquettes où l'on peut s'asseoir. On entend des chansons, américaines, italiennes, argentines, françaises. Et la voix grave, cassée, d'un homme qui lit des fragments de son journal intime. L'irruption du son, de la parole, dans l'œuvre de Kuntzel sonne comme une libération. Après avoir travaillé à effacer le corps de ses modèles, l'artiste arrive à ce qu'il cherchait depuis toujours : se réapproprier le sien.

Des sculptures conceptuelles, en néon et en marbre, des années 70, avant que Thierry Kuntzel, alors féru de sémiologie du cinéma, ne découvre la vidéo, à *Tompico*, si subtilement caricassique, l'exposition du Jeu de paume dessine ainsi un parcours éloquent : on y voit un artiste passer de la révélation du « presque rien », en vogue à une certaine époque, à l'affirmation d'un « à peine rien », douloureux et nécessaire. Le déshabillage élégant des premières installations aboutit à une mise à nu intérieure. Le style demeure identique, mais le propos a changé. Ce n'est plus du même détachement qu'il s'agit.

JEAN-PAUL FARGIER

► Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, 75008 Paris, Tél. : 42-60-69-69. Jusqu'au 20 juin.

La mort en ce jardin

VENISE

de notre envoyée spéciale

Le nouveau patron de la Biennale, Achille Bonito Oliva, a voulu rompre avec l'esprit nationaliste ambiant depuis un siècle, en incluant les pays participants à accueillir les nomades de l'art qui, aujourd'hui, sont souvent des nomades forcés. Et de brouiller les pistes, de proposer des regroupements thématiques d'œuvres là où on ne les attend pas : dans plusieurs pavillons des Giardini, à la Giudecca, au palais Fortuny, plutôt que d'organiser la Biennale autour d'une manifestation de prestige comme avant. Avant l'horreur toute proche, de l'autre côté de la frontière.

On peut se demander ce qu'est cette Biennale, qui, à première vue, paraît confuse et se restera probablement aux yeux de beaucoup de visiteurs. Enlèvement de l'édifice, depuis longtemps ébranlé, ou mortelle?

Une image s'y impose d'emblée, celle de la mort. La mort est partout, sans masque, non seulement dans les expositions mais aussi dans Venise, diffusée par ses intérieurs sur lequel la photo en noir, très belle, d'un crâne humain, est reproduite. Il y manque la mâchoire inférieure. Les os sont tenus par des corolles.

C'est un crâne ancien. D'où vient-il? On peut le savoir en le demandant à Jean-Pierre Raynaud qui en est le propriétaire et en a incorporé l'image à son module de céramique blanche, répété quelques tréma mille fois sur les murs intérieurs du pavillon français redécoupé en che-

velles. La prestation est juste. Quant au sac, il ne véhicule fort heureusement aucun nom et peut servir d'emblème à toute la Biennale.

Jean-Pierre Raynaud a choisi de travailler dans l'intemporel, contrairement à beaucoup d'artistes comme lui bouleversés par l'état de la planète, mais qui expriment leur inquiétude, leur angoisse, tout autrement. Par exemple en multipliant les images de la sexualité ou du corps agressé.

Si Achille Bonito Oliva a cherché la raison d'être de la Biennale de Venise, des artistes invités n'ont pas manqué non plus de se poser la question. Hans Haacke, au pavillon allemand voisin de celui de Raynaud, a choisi de revenir sur un point du passé : la Biennale de 1934 à l'époque du fascisme, qu'il évoque en déformant le sol de la salle - rien de plus.

Boltanski, au pavillon italien, traite du même problème avec son mur d'images lié à la Biennale de 1938. Il y met en parallèle des documents d'actualité sur la guerre d'Espagne, les pogroms, l'entrée d'Hitler en Tchécoslovaquie, et des œuvres d'artistes souvent néo-classiques, retombées dans l'anonymat.

La Biennale de Venise, décidément, n'est pas réjouissante. Mais elle peut être source de réflexion. Pas sur l'art en vase clos, ou sur la place de l'artiste dans l'histoire de l'art, mais sur le place de l'artiste dans le monde. C'est tout à son honneur. Et à l'honneur des artistes.

GENEVÈVE BREERETTE

► Gala au bénéfice d'AIDES. - De Patrick Dupond à Laurent Hilair, d'Elizabeth Platel à Marie-Claude Pietragalla, toutes les étoiles de l'Opéra de Paris se mobilisent contre le sida, dans un gala qui comprendra des pas de deux classiques et

contemporains (Forsythe, Kylan), un solo de Béjart et le sextuor *In the Night* de Jerome Robbins.

► Au palais Garnier, le dimanche 13 juin à 20 heures. Tél. : 47-42-63-71. Prix des places : de 100 francs à 1 200 francs.

Les frissons d'Alem Qasimov

Le chanteur azéri était de passage à Paris pour un concert unique

Depuis sa dernière venue en France, il y a un an, Alem Qasimov, natif d'Azerbaïdjan, ex-citoyen soviétique et musicien très ancré dans l'Asie centrale, a été rasé la moustache. Cela lui donne des allures d'adolescent joueur. Petit homme sec, le chanteur azéri a encore gagné en agilité : la voix est remarquable, et le beller des doigts sur le tambourin *daf*, fascinant de précision.

A trente-six ans, Alem Qasimov, en pleine possession de son art, a su s'entourer de jeunes musiciens d'exception, les frères Mansurov, Melik au tar (un luth à long manche), Elshan au *kamanché* (une vièle à quatre cordes), tous deux premiers prix du Conservatoire de Bakou. La complexité du trio engendre un dialogue musical où chacun exprime ses talents dans une vibration continue.

Les notes égrenées du tar, les sinuosités du *kamanché* tréssant une toile serrée, sur laquelle Qasimov peint un univers poétique à grands traits, revêtent sur les détails avec une acuité vocale rare, en phrases modulées du fond de la gorge ou en envolées généreuses. Au *daf*, Qasimov décline les rythmes complexes qui donnent sa force à la musique azérie. De la voix, il excelle à traduire le sensuel et les métaphores érotiques dans les poèmes classiques, mais aussi les balades des berdes, les *ashiq*, chantées en langue azérie, cousine du turc. Alem Qasimov se permet même le luxe de mettre son auditoire à genoux avec une de ces chansons à l'orte composées par les musiciens azéris entendues sur les radios azéris.

« Ah! ces lèvres sur son visage de lune... Ma chère a commencé à sourire, les rossignols ont contemplé la rose... » : le canevas musical s'appuie sur la science du *maqam*, les modes en usage

dans la tradition irano-arabo-turque, dont les nuances vont ici jusqu'au huitième de ton. La musique classique d'Azerbaïdjan compte douze *maqam*, sur lesquels le musicien est libre d'improviser, d'explorer les moindres recoins de l'édifice et de s'y attarder. Qasimov a de l'aisance, on le sent entier, sans souci, réconciliant en lui le masculin et le féminin d'une voix tendue, haute. Au Théâtre de la Ville, on l'a vu par deux fois en mai 1992, puis, pour un concert unique, ce jeudi 10 juin, se réjouit des frissons donnés et des ovations reçues en retour.

Le concert de l'an passé avait été enregistré par Radio-France, et l'album vient de sortir chez Ocora. Il y a quelques années seulement, l'Azerbaïdjan était synonyme en Europe de pétrole et de caviar. Adossée à l'Arménie, la province soviétique avait du mal à retrouver ses racines iraniennes et turques. A la place du folklore délaissé, attendu, l'ethnomusicologue Jean Durig y trouve une musique savante, quelques maîtres - Hajj Baba Hayyov, Neriman Aliev, Agha Khan Abdullayev, - et de brillants disciples, Alem Qasimov, par exemple.

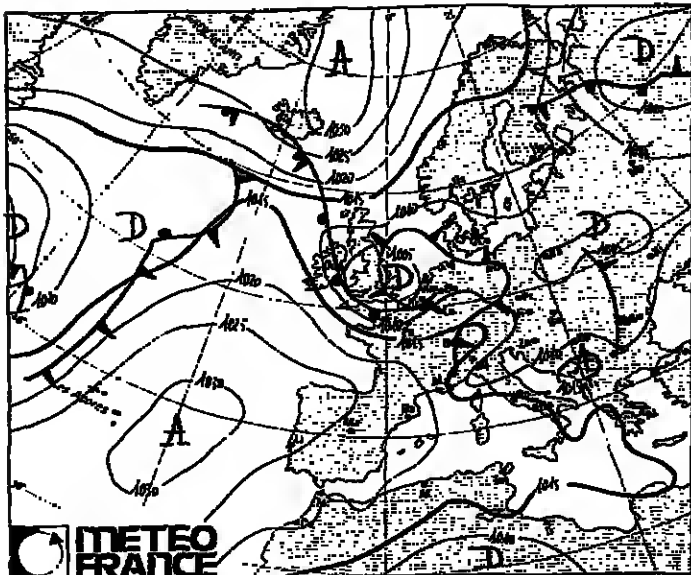
Invité en 1989 à la Maison des cultures du monde à Paris, Qasimov étonna. Là encore, un album fut enregistré (*Alem Qasimov, Mugam d'Azerbaïdjan*, deux CD Inédit W280012 et W280015, distribué par Arvidis). Il revint l'année suivante à l'Institut du monde arabe, au milieu d'une tournée en Europe et aux États-Unis. Aujourd'hui, à l'image du Pakistanais Nusrat Fateh Ali Khan, il est en passe de devenir un des très grands noms du chant oriental.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

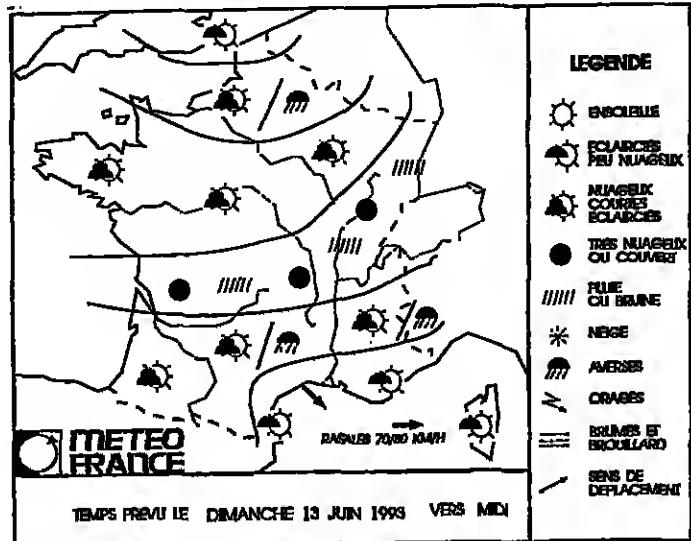
► Album : *Azerbaïdjan, Alem Qasimov*, 1 CD Ocora C560013 distribué par Harmonia Mundi.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12 JUIN À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 13 JUIN 1993



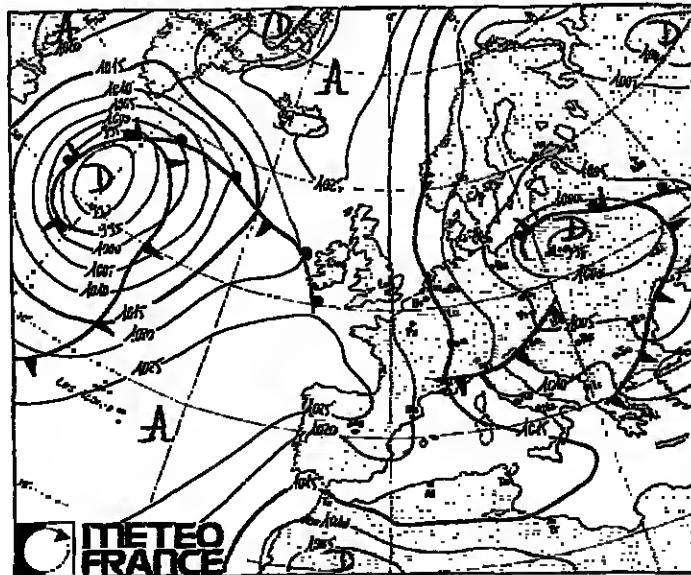
Dimanche : temps maussade sur la majorité du pays. Seules les régions du pourtour méditerranéen, du Languedoc-Roussillon à la Provence-Côte d'Azur, ainsi que la Corse, auront encore une journée bien ensoleillée. La tramontane et le vent d'ouest en Corse souffleront jusqu'à 80 km/h en rafales.

La météo, on retrouvera la perturbation pluvieuse du Poitou à la Bourgogne, à la Franche-Comté, à l'est de la Lorraine et à l'Alsace. Celle-ci donnera souvent un ciel très nuageux à couvert avec des pluies faibles à modérées. Ce corps pluvieux pénétrera en cours de journée nord de l'Aquitaine et du nord des Alpes en perdant de son activité.

Sur le reste du pays, malgré quelques éclaircies qui gagneront par le nord-ouest en cours d'après-midi, le ciel sera souvent très nuageux avec des averses locales. Le vent de nord-ouest soufflera jusqu'à 50 km/h sur les côtes de la Manche et faiblira en cours de journée.

Côté températures, au lever du jour, il fera entre 14 degrés et 16 degrés sur le pourtour méditerranéen et la Corse et entre 10 degrés et 12 degrés sur le reste du pays. L'après-midi, les températures s'élèveront de 15 ou 16 degrés sur l'extrême nord-ouest à 23 ou 24 degrés sur l'extrême sud-est du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 14 JUIN 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé									
le 11-6-1993 à 18 heures TUC et le 12-6-1993 à 6 heures TUC					le 12-6-93				
FRANCE	STRASBOURG	19	11	N	MADRID	21	9	D	
ALGER	25	14	D		MARSEILLE	29	14	D	
BARCELONE	25	12	P		MEXICO	22	14	N	
BORDAUX	18	11	D		MILAN	26	9	D	
BREIST	16	11	C		MONTREAL	22	12	D	
CAN	15	11	C		MOSCOW	13	6	C	
CHERBOURG	14	10	C		NAIROBI	21	12	C	
CLERMONT-FER	19	10	C		NEW-DHART	46	34	D	
COGNAC	21	11	C		NEW-YORK	26	18	D	
DIJON	18	11	C		PALMA	28	12	N	
LYON	18	11	C		PENNY	20	18	D	
MARSEILLE	25	14	D		RIO-DE-JANEIRO	26	21	N	
NANTES	18	11	C		ROME	26	21	N	
PARIS	18	11	C		SINGAPORE	30	26	N	
PERPIGNAN	22	12	C		STAVISKI	23	12	D	
RENNES	18	11	C		STOCKHOLM	17	7	F	
STRASBOURG	21	10	C		STUTTGART	23	11	D	
					TOKYO	27	18	N	
					TORONTO	21	13	N	
					TURIN	21	13	N	
					VARSOVIE	20	16	N	
					VIENNE	23	12	D	
					ZURICH	23	12	D	

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

TÉLÉVISION

Samedi 12 juin

TF 1		CANAL PLUS	
19.50	Sport : Football. Finale de la Coupe de France : PSG-Nantes à 20.45, M-temps et Loto à 21.00, 2 ^e mi-temps à 22.00, Loto, Tiercé et Météo.	20.30	Téléfilm : Le Procès du Jackie Robinson. De Larry Pierce. De Larry Pierce.
22.15	Téléfilm : Piégée dans le désert. De Bradley Battersby.	22.00	Documentaire : La Forêt des géants. De Mike Birkehead.
23.55	Magazine : Formule foot. Retour sur la finale de la Coupe de France.	22.50	Flash d'informations.
0.35	Magazine : Formula 1. Grand Prix du Canada.	23.00	Cinéma : La Manière forte. Film américain de John Badham (1991).
FRANCE 2		0.45	Cinéma : Homicide. Film américain de David Mamet (1991) (v.o.).
20.50	Diversité : Surprise sur prise.	ARTE	
22.30	Variétés : Taratata. Invité : Liane Foly.	20.40	Les Documents interdits. Les Plongeurs, l'enfant, les Fantômes, le Neufrog, le Pique-nique, le Cas Fargueson, l'Extremest, la Sibérie.
23.50	Magazine : La 25 ^e Heure. Le Retour (Togo) et Un grand quelque chose (Côte d'Ivoire).	21.55	Téléfilm : Violence sous silence. De Theodor Kotalla (v.o.).
FRANCE 3		23.40	Musique : Montreux Jazz Festival.
20.45	Série : Puissance 4. Chien de course.	0.15	Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).
22.10	Journal et Météo.	0.45	Cinéma d'animation : Snark. A Norman McLaren. M 6
22.35	Magazine : Pégase. À l'occasion du Salon du Bourget.	20.45	Téléfilm : Le Rapt de Charles Lindbergh junior. De Buzz Kutz.
22.45	Magazine : Repères. Invité : Bernard Tapie, Guy de Rothschild, Christine Taubira-Gelstein.	23.15	Téléfilm : Un détective pas comme les autres. De John Llewellyn Moxey.
23.40	Magazine : Musiques sans frontières. La Grèce.	0.50	Série : Solo, brigade des stup.
0.25	Continental club. Meilleurs moments de la semaine.		

Dimanche 13 juin

TF 1		FRANCE 2		FRANCE 3		CANAL PLUS		ARTE	
19.35	Sport : F1 à la Une. Grand Prix du Canada, en direct de Montréal ; à 19.55, départ de la course ; à 21.45, le podium.	20.50	Cinéma : Le Brasier. Film français d'Eric Barbier (1990).	20.45	Spectacle : Attention magie ! Présenté par Vincent Perrot.	20.35	Cinéma : Epouses et Concubines. Film chinois de Zhang Yimou (1991).	20.40	Soirée thématique : Hans Albers.
22.00	Magazine : Ciné dimanche.	22.55	Téléfilm : Condamné au silence. De Peter Levin.	22.00	Magazine : À vos amours. Invité : Claude Lelouch.	22.35	Flash d'informations.	20.45	Documentaire : Hop-là, me voilà ! De Klaus Goldinger.
22.20	Cinéma : Les Bébés verts. Film américain de John Wayne et Ray Kellogg (1959).	0.35	Journal et Météo.	22.45	Journal et Météo.	23.10	Magazine : Pégase. À l'occasion du Salon du Bourget.	21.20	Cinéma : La Paloma. Film allemand de Helmut Kästner (1944) (v.o.).
0.40	Journal et Météo.	0.55	Magazine : Musiques en cœur.	23.20	Cinéma : Freaks. Film américain de Tod Browning (1932) (v.o.).	23.20	Cinéma : Freaks. Film américain de Tod Browning (1932) (v.o.).	23.10	Documentaire : Hans Albers et le cinéma sous le III ^e Reich. Montage d'archives et d'interviews, de Peter von Rön et Marlene Graf.
0.50	Magazine : Le Vidéo Club.							23.30	Débat. Avec Ingrid Scheithauer, directrice de rédaction à la

CARNET DU Monde

Naissances

André URIEN est heureux d'annoncer la naissance de son petit-fils.

Thibaud,

le 7 juin 1993.

Patrice HUIERRE et Sylvie, née Debré, Clémence, Thomas et Antoine, ont la joie d'annoncer la naissance de

Valentin,

le 5 juin 1993, à Paris.

50, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

Décès

Le président du conseil d'administration, Le directeur général, Et l'ensemble du personnel de la Compagnie française pour le développement des fibres textiles, 13, rue de Monceau, Paris-8, ont le regret de faire part du décès de leur collaborateur et ami

Georges BATAILLE, directeur de l'unité de gestion cotitiennaise de la Guinée-Bissau, survenu le 5 juin 1993.

Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Frances CHURCH, survenue à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Brancourt-en-Laonnois (Aisne), le lundi 14 juin 1993, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

Le 9 juin 1993,

Guy RAVIART, avocat au bureau de Versailles, quittait les siens entouré de leur affection.

La cérémonie funéraire aura lieu le mardi 15 juin, à 16 heures, au cimetière du Père-Lachaise, 16, rue du Repos, Paris-20.

Le 13 juin 1981, disparaissait

Sziana PRESBURGER.

Que ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

Il y a maintenant deux ans,

Charles WOHRLE nous quittait.

Il est toujours dans nos cœurs.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94 ou 40-66-29-96

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME

à 100 F par ligne de 60 caractères (y compris les espaces et les signes de ponctuation).

15, rue Fagundes, 75018 Paris

Tél : 40 66 29 96

Télécopieur : 45-88-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 90 F

Communications diverses : 100 F

Thèmes étudiants : 60 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5060

HORIZONTALEMENT

1. Eclipse de lune. En gerance. C'est en vain qu'on le chercherait de nos jours sous les fraises. - II. Converti. Vibrant quand on les frappe. - III. Aide de camp. Attendant ceux qui avaient une grosse peine. Eau. - IV. Contrainte supplémentaire. Marchand de papiers. - V. A représenté en France le souverain anglais. A l'étranger. - VI. Manifestation sonore. Dans sa profession, les sourd-muets n'étaient pas commodes. Lettres d'amour. - VII. Proféré par des gens ordonnés. Dans un certain sens, c'est un don en nature. Est familier aux musiciens. - VIII. Dont le chef est le centre d'un brillant entourage. On y pose parfois des lapins. Ne fleurit que lorsqu'il est cultivé avec soin. - IX. Marseille le connaît enfant (inversé). Donnent une longueur plus grande. - X. On peut en faire son deuil. Invisibles, elles ne peuvent s'apprécier qu'à vue de nez. - XI. Attentes à la constitution. Lâché par qui encaisse. - XII. Cité. Alfes. On n'apprécie pas mieux sa bouche que son regard. - XIII. Grade. Tonne plus ou moins bien. Maître de chapelle. - XIV. Préposition. Sur la cou d'un roi. Celle de la douceur de vivre est bien morte. - XV. Tableau de prix. Pas introuvables.

VERTICALEMENT

1. Pape en captivité. Offre à boire et à manger. - 2. Ne se conçoit pas sans objet. Il suffit d'un certain toupet pour pouvoir le dominer. - 3. En France. Dans un certain sens, elle est déjà chevonnée. - 4. Figure mythologique. Des serins ou des bécanes. En cequant. - 5. Un médecin serait inexcusable de n'y comprendre goutte. Abréviation. Buverie du corbeau. - 6. Sans en tenir compte, il est difficile d'apprécier la valeur d'une pièce. Complète l'œuvre de qui taille des croupières à son propre

chain. Etre inférieur. - 7. Avec elle, on peut s'étendre à de douces caresses. Font un travail de filature. - 8. Ses épigrammes sont sans durées. Donne naissance à une place vacante. - 9. Est tendre avant d'être ingrat. Ensemble d'êtres que les intérêts divisent entre eux. Fin de participation. - 10. Ce que Churchill n'a jamais considéré comme un mauvais esprit. Disparaissent dès qu'on les s'attache. Prix réduit de moitié. - 11. Travail de coiffeur. Soldat. Dépassent généralement les limites humaines. - 12. Elle prise (épée). Est au thé ce que le doigt est au porto. - 13. Fis en sorte d'obtenir de brillants résultats. Fortement attachés à leur berceau. - 14. Sigle. N'offre à la vue qu'un horizon restreint. En France. - 15. Morceau de musique. Consistent inexploré. Taches blanches sur un tapis vert.

Solution du problème n° 5059

Horizontalement

I. Plaire. M. - II. Aigrette. - III. St. C. - IV. Stéfano. Ck. - V. Cédip. De. - VI. Irée. Tin. - VII. Rattrapé. - VIII. B. Rau. N. N. - IX. IV. Brune. - X. Atellanes. - XI. Série. S. S.

Verticalement

1. Passoire. As. - 2. Littérat. - 3. Ag. Edit. Ver. - 4. Ironiste. Li. - 5. Ré. Opérable. - 6. Etc. Aue. - 7. Tle. T.P. (travaux pratiques). Un. - 8. Méridiennes. - 9. Eden. Ness.

Le groupe prend les rênes

Le groupe de la droite a pris la tête de la coalition. Le groupe de la gauche a pris la tête de la coalition. Le groupe de la droite a pris la tête de la coalition. Le groupe de la gauche a pris la tête de la coalition.

FRANÇOISE VALENTI

Le groupe de la droite a pris la tête de la coalition. Le groupe de la gauche a pris la tête de la coalition. Le groupe de la droite a pris la tête de la coalition. Le groupe de la gauche a pris la tête de la coalition.

سك ان النحل

ÉCONOMIE

Le Monde • Dimanche 13 - Lundi 14 juin 1993 13

BILLET

Deux fausses notes pour le logement

Le logement est en crise. Tout le monde en est convaincu. Le message est si bien passé qu'une des tâches prioritaires du nouveau gouvernement a été de voler à son secours, en élaborant un plan de relance mobilisant 6 milliards de francs. Un beau plan, quoi qu'en disent les esprits chagrins, jouant sur la localité (privé et social) et sur l'accès à la propriété. Mais assombré par deux fausses notes.

La première a été le gel pour un an des aides personnelles au logement (le Monde du 8 juin), particulièrement mal venu en pleine crise économique. Mais le gouvernement affirme avoir été obligé de prendre cette mesure en raison d'un trou de 3 milliards dans les comptes. On espérait que les sénateurs réussiraient à la faire revenir sur cette décision, en échange de mesures encourageant les débordements observés dans le nombre d'étudiants bénéficiant d'une aide au logement. Malheureusement pour les 4,5 millions de bénéficiaires - en majorité des gens modestes - cela n'a pas été le cas.

Il faut reconnaître, à la décharge des sénateurs, qu'ils n'étaient pas à l'origine de cette mesure. En revanche, c'est bien eux qui portent l'entière responsabilité de la seconde fausse note : le coup de frein à la baisse des droits de mutation programmée par le gouvernement précédent. Il s'agissait d'abaisser à 5,5 % au 1^{er} juin, puis à 5 % en 1995, les taxes départementales qui constituent une bonne part de ce que l'on nomme injustement les « frais de notaire » et qui viennent renchérir l'achat d'un logement ancien. Les sénateurs ont décidé que ces taxes resteraient plafonnées à 6 % en 1994, la baisse à 5 % étant reportée au 1^{er} juin 1995.

On avait senti venir le coup : il y a quelques jours, les notaires parisiens s'étaient émus de la discrète augmentation des droits à Paris et dans les Yvelines (passés de 4,2 % à 5 % le 1^{er} juin). Certes, la chute de l'immobilier se traduit depuis plusieurs mois par une baisse des rentrées fiscales. Mais cela n'a pas toujours été le cas : le rapport du conseil des impôts, qui avait fait tant de bruit en 1992 (le Monde du 17 novembre 1992) indiquait que le rendement de cet impôt avait été multiplié par sept en francs courants entre 1985 et 1990 et par 118,9 % en francs constants. N'est-ce pas scier la branche sur laquelle on est assis que d'augmenter la taxe des mutations alors que les transactions sont en chute libre ? N'est-ce pas anti-économique de contrecarrer ainsi la décade des taux d'intérêt ? N'est-ce pas antisocial de pénaliser le bâtiment, alors que le gouvernement engage une croisade pour l'emploi ?

FRANÇOISE VAYSSÉ

■ Ozone : accord sur une réduction des salaires de 6 %. - La direction du groupe textile Ozone, implanté à Yvetot (Seine-Maritime), et l'Union régionale CFTD ont annoncé, vendredi 11 juin, qu'un accord était intervenu pour diminuer les salaires de 6 % d'ici à la fin de l'année. Les négociations ont été menées avec la médiation de la direction départementale du travail, une prime proportionnelle au salaire d'un montant moyen de 1 800 F étant accordée, dont 800 F seront pris en charge par les pouvoirs publics, au titre du chômage partiel. A l'origine, la direction de l'entreprise souhaitait baisser les revenus de 10 % en supplantant le treizième mois et les primes d'ancienneté. Elle avait annoncé sa décision par une lettre envoyée aux quatre cents salariés.

Après la démission du PDG, Henri Lagarde

Le groupe italien de la famille Nocivelli prend les rênes de Thomson électroménager

Six mois après sa privatisation de l'acier et sa cassino au groupe italien Elettrofinanziaria Spa (Eli) des frères Gianfranco et Luigi Nocivelli. Un groupe possédant d'évidentes complémentarités industrielles et géographiques, mais de taille suffisamment modeste pour que le vendeur, l'Etat français, puisse espérer garder sur son territoire le centre de gravité de la nouvelle entité.

En juillet 1992, le ministre socialiste de l'Industrie et du Commerce extérieur, Dominique Strauss-Kahn, se fait le défenseur d'un montage financier scindant le capital de TEM en deux parts égales : 49 % pour Eli, 49 % pour le Crédit national, qui présente la caractéristique d'être, à la fois, le banquier traditionnel d'Eli France et un établissement financier dont le PDG est nommé par le gouvernement. Pour venturer le dispositif, le solde du capital - 2 % - devrait être cédé au management français.

Des procédures de consultation expéditives

« Le Trésor n'était pas chaud, raconte aujourd'hui un commissaire du dossier. Mais c'est sur le Crédit national qui traitait les plebs. » Ce dernier, malgré une plaquette publicitaire vantant sa « solide expérience » dans les interventions en « fonds propres », ne veut pas investir à hauteur de ce qui lui est demandé. Fin novembre, Eli et son banquier font une contre-proposition - 66 % et le contrôle pour le premier, 34 % et la minorité de blocage pour le second. Le Trésor, soucieux de voir Thomson SA rapidement requinqué,

donne son appui. Le ministre de l'Industrie finit par céder. Le 23 décembre, le conseil d'administration de Thomson SA approuve l'accord qu'on lui soumet parmi les « questions diverses » (le Monde du 25 décembre 1992) ; les procédures de consultation des partenaires sociaux sont expédiées. Le 29, le décret de privatisation est publié. Les frères Nocivelli attendront jusqu'en mai que les audits et l'accord soient définitivement parachevés pour prendre un pouvoir qu'ils n'avaient, en réalité, jamais cessé de guigner.

Une prise de pouvoir sur la fin de laquelle il est permis de s'interroger. Est-ce pour bloquer l'investissement et fermer des sites industriels, comme s'en alarme la CFTD, inquiète d'éventuelles difficultés financières d'Eli (le Monde du 27 mai) ? Ou bien est-ce pour conforter l'avenir de TEM, comme l'assure son nouveau PDG, M. Le Camus ? « Le holding Elettrofinanziaria Spa dont nous avons annoncé la création, est constitué, assure ce dernier. Détenue à 66 % et 34 % par le Crédit national comme prévu, il contrôle 100 % de TEM et se verra apporter, d'ici à la fin 1994, toutes les sociétés du groupe Eli spécialisées dans le gros électroménager : Ocean, Elektra, Bregora, Blomberg, L'outil industriel est fourni, mais il sera modernisé. TEM en a les moyens : nous venons de mettre en place un crédit d'exploitation avec un pool de plusieurs banques françaises conduites par la Société Générale. »

PIERRE-ANGEL GAY

Les suites d'un accord avec Washington

L'Allemagne est contrainte de choisir pour ses télécommunications entre la CEE et les États-Unis

En se soustrayant à une directive européenne et en se mettant à l'abri du différend qui oppose Européens et Américains dans les télécommunications, l'Allemagne s'est placée en position difficile vis-à-vis de ses partenaires (le Monde du 12 juin). Le conflit, que le ministre de l'Économie allemand a essayé d'apaiser, semble loin d'être résolu.

FRANCKFORT

de notre correspondant

Tout a commencé à Paris, il y a dix jours. Lors de la réunion de l'OCDE, le ministre allemand de l'Économie, Günter Rexrodt, rencontre le délégué américain au commerce Michel Kantor et lui explique que l'Allemagne n'appliquera pas une directive adoptée par les Douze qui donne une préférence aux firmes communautaires lors des appels d'offre publics. Cette directive, explique, alors, M. Rexrodt, s'oppose à un pacte signé en 1954 entre Washington et Bonn qui interdit à l'Allemagne toute discrimination à l'encontre des produits américains. M. Kantor demande à M. Rexrodt de mettre cet engagement par écrit.

M. Rexrodt ne le fera pas. Mais son initiative a suffi à déclencher la tempête. La directive communautaire sur les marchés publics, entrée en vigueur au 1^{er} janvier

1993, est étonnamment contestée par les Américains. Et si un accord partiel n'a pu être trouvé pour le matériel électrique, le différend persiste dans le domaine des télécommunications. Washington et Bruxelles ont déjà annoncé sanctions et contre-mesures.

Jeu 10 juin au soir, M. Kantor, qui sent bien qu'il tient un bon moyen de diviser les Douze, fait savoir publiquement qu'il a signé « un accord avec l'Allemagne » et que celle-ci sera donc épargnée par les mesures de rétorsion américaines. Stupéfié à Bruxelles. Vendredi, le commissaire européen Leon Brittan, chargé des relations commerciales, demande sèchement des explications à Bonn et souligne, dans un communiqué, que tout « accord » séparé, contraire au droit européen, expose l'Allemagne à des sanctions.

L'embaras de M. Kohl

Après une matinée d'hésitations, les services de M. Rexrodt démentent l'existence d'un « accord » tout en restant fermes sur le fond : la directive est incompatible avec le pacte de 1954. Le ministre ajoute, cependant, que « l'Allemagne agit toujours en accord avec les règles de la CEE ».

L'affaire pourrait en rester là. Mais Bruxelles regrette qu'un ministre allemand se soit fait ainsi piéger par les Américains en pleine bagarre du GATT et à huit jours du sommet européen qui doit se tenir à Copenhague. Sir Leon a répondu vendredi à l'Allemagne que le traité de Rome de 1958 comprend une clause qui oblige les États membres à mettre leurs précédents pactes « en conformité ».

Il est à craindre que le chancelier Kohl, en voyage à Sofia, n'apprécie pas de se voir, pour un bénéfice économique mineur, mis en devoir de choisir entre les États-Unis et l'Europe, une position que tous les hommes politiques allemands redoutent au plus au point. L'affaire souligne aussi combien, sur les contentieux du GATT et, plus largement, sur le commerce international, le chancelier est peu sûr de son propre gouvernement et des milieux industriels.

ÉRIC LE BOUCHER

Nouvelle révision des comptes officiels

Le gouvernement prévoit une baisse de 0,8 % de la production nationale en 1993

La récession que connaît la France depuis l'automne 1992 a toujours pas pris fin et semble même s'approfondir si l'on en juge par la médiocrité des ventes de détail en mai. Prenant en compte ce mauvais climat, le ministère de l'Économie et des Finances annoncera vendredi 18 juin, lors de la réunion de la Commission des comptes de la nation, un recul de 0,8 % du produit intérieur brut marchand (PIB) cette année par rapport à 1992.

Ainsi sera officiellement confirmé ce que chacun savait : la récession actuelle est la plus grave qu'ait connue le pays depuis la fin de la seconde guerre mondiale puisque même le premier choc-pétrolier qui, en 1974, avait si fortement ébranlé notre économie - connue du reste l'ensemble des pays industrialisés - n'avait pas provoqué une baisse de la production nationale aussi forte (-0,3 % en 1975). Les comptes officiels avaient déjà été révisés, il y a quelques semaines, lorsque M. Balladur avait présenté la première étape de son plan de redressement de l'économie - la prévision de croissance de 2,6 %, retenue à l'automne 1992 par le gouvernement de M. Bérégovoy et devenue totalement irréaliste, avait été remplacée par une baisse de 0,4 % du PIB. Ce faisant, le nouveau gouvernement n'avait fait qu'aligner ses comptes

sur ceux des principaux instituts de conjoncture, notamment le Rexecode, l'organisme d'étude proche du patronat - qui, dès le début d'avril, avait annoncé une récession en 1993.

Cette fois, les calculs officiels sont plus précis. Ils prennent en compte la nouvelle baisse des investissements qui pourrait atteindre 11 % en volume dans l'industrie. Ils prennent également en compte la récession allemande, beaucoup plus grave que prévu puisque le recul du PIB pourrait atteindre dans la partie ouest de ce pays entre 1,5 et 2 %. Encore une baisse de 0,8 % de la production nationale en France (chiffre révélé par Libération et dont l'exactitude nous a été confirmée), suppose-t-elle l'arrêt de la dégradation de l'activité à partir de l'été et un second semestre plat. Les choses seraient pires si la récession allemande se prolongeait et si les ménages français continuaient d'épargner plutôt que de consommer. Si la production continuait de baisser même légèrement jusqu'à l'automne, la récession prendrait une ampleur supplémentaire (un recul de 1,5 % du PIB serait possible) avec toutes les conséquences qu'un tel phénomène pourrait avoir sur notre politique, notamment notre politique européenne.

ALAIN VERNHOLES

Selon des prévisions de l'INSEE

La hausse des prix des services s'est ralentie en mai

Les prix de détail ont faiblement augmenté en mai, l'indice de l'INSEE étant inscrit à 107,9 contre 107,7 en avril sur la base 100 en 1990, soit une hausse de 0,2 %. Sur un an (mai 1993 comparé à mai 1992), la hausse est de 2 % (le Monde du 12 juin).

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,1 % en un mois, baissant de 0,8 % par rapport à mai 1992. Les prix des produits manufacturés du secteur privé sont restés complètement stables par rapport à avril, augmentant de 1,6 % sur un an. Les prix des services du secteur privé ont augmenté de 0,3 % par rapport à avril, la hausse sur un an atteignant 4,2 %. L'ensemble des prix des services (privés et publics) a augmenté de 0,2 % en un mois et de 3,7 % en un an.

Les chiffres fournis par l'INSEE pour mai sont encore provisoires. Mais l'indicateur le plus notable est le ralentissement des hausses de prix des services privés, qui atteignait encore 4,5 % sur un an au début de l'année.

Des licenciements annoncés par haut-parleur

A l'issue de la réunion du comité d'entreprise, jeudi 10 mai, le liste des trente-cinq personnes licenciées par l'entreprise de confection Tandem, de la Mothe-Achard (Vendée), a été affichée dans les ateliers.

Jean-François Coulon, la POG, est alors intervenu par haut-parleur pour annoncer aux cent quarante-cinq salariés qu'ils pouvaient quitter leur poste de travail et prendre connaissance des noms. « J'utilise toujours cette méthode pour diffuser une information au personnel », a précisé l'employeur. « J'ai ensuite informé les salariés que j'étais à leur disposition pour toute information complémentaire. »

La crise financière de l'assurance-chômage

M. Giraud et les partenaires sociaux se donnent jusqu'à la fin juillet pour clore le dossier UNEDIC

Relativement courte, la rencontre entre les partenaires sociaux et le ministre du travail, vendredi 11 juin, n'a pas, en apparence, été décisive pour l'avenir financier du régime d'assurance-chômage. Chacun est resté sur ses positions, alors que l'essentiel du débat avait eu lieu sur la place publique, notamment par des interventions de Michel Giraud sur Europe 1, le 10 juin, et surtout dans nos colonnes (le Monde du 12 juin).

Une méthode a toutefois été adoptée, avec la nomination, annoncée par le ministre du travail, d'un chargé de mission, en la personne de Pierre Cabane, ancien conseiller d'Etat et secrétaire général du groupe Thomson. Après avoir entendu toutes les parties, celui-ci devra remettre ses conclusions le 1^{er} juillet. Ensuite, il est prévu que les partenaires sociaux, gestionnaires de l'UNEDIC, se réunissent pour une séance de négociation fixe en juillet. Après quoi, aux environs du 10 juillet, les mêmes reprendront la discussion avec le ministre, qui souhaite, comme eux, aboutir à une conclusion pour fin juillet. Ce qui supposerait que le rythme des réunions devienne déceléré dans la dernière ligne droite, l'insistance étant de construire un système équilibré pour les années 1994-1995.

En réalité, et malgré les commentaires déabusés des organisations syndicales (la CGC qualifiant la réunion de « surréalisme », FO en est sortie avec « une impression de temps perdu », la CFTD s'est étonnée de « l'absence de réponses » à ses préoccupations, etc.), tous les éléments d'une confrontation finale se sont mis en place au cours de cette entrevue formelle. M. Giraud a rappelé que « l'accompagnement » des pouvoirs publics serait conditionné par une baisse des cotisations, mais aussi par un effort d'assainissement, et donc d'économies, renvoyant ainsi dos à dos le patronat et les syndicats.

Du refus d'une augmentation de sa contribution, le CNPF est passé insensiblement à une dégradation moins catégorique (« Nous n'allons pas dire à priori que la contribution aggrave la situation », mais a mieux précisé son objectif. Les employeurs veulent obtenir le règlement du contentieux sur la participation financière de l'Etat, puis, dans un deuxième temps, ils réclameront un soutien de gouvernement pour combler le déficit structurel. Tous les éléments sont donc en place pour une confrontation décisive avec l'Etat, mais les syndicats ont maintenant en tête la menace d'une intervention autoritaire des pouvoirs publics par décret. Certains - dont FO - se demandent

si le CNPF ne joue pas cette carte « pour se faire violer en douce ».

De toute manière, le rendez-vous du 7 juillet sera décisif. Soit les partenaires sociaux avancent d'eux-mêmes, soit ils laissent l'Etat imposer ses choix. Mais, alors, le partenariat sera sérieusement compromis.

ALAIN LÉBAUGE

INDICATEURS

ALLEMAGNE

● Ventes de détail : - 1,4 % en avril. - Les ventes du commerce de détail ont baissé de 1,4 % en avril par rapport à mars et de 2 % par rapport à avril 1992. Sur les quatre premiers mois de l'année, les ventes du commerce de détail étaient en baisse de 4 % par rapport à la même période de 1992.

ÉTATS-UNIS

● Prix de gros : stables en mai. - L'indice des prix de gros aux États-Unis est resté stable en mai par rapport à avril. En glissement annuel (mai 1993 comparé à mai 1992), la hausse est de 2 %.

● Ventes de détail : + 0,1 % en mai. - Les ventes de détail ont augmenté de 0,1 % en mai par rapport à avril. La progression avait été de 1,5 % en avril par rapport à mars. Ce sont surtout les ventes d'automobiles et de matériaux de construction qui ont progressé. Sur un an (mai 1993 comparé à mai 1992), la hausse est de 5,5 %.

GRANDE-BRETAGNE

● Déficit commercial : 4,5 milliards de livres au premier trimestre. - Le déficit de la balance commerciale a été légèrement creusé au premier trimestre pour atteindre 4,5 milliards de livres (37 milliards de francs) contre 4,35 milliards lors du trimestre précédent. Les exportations ont atteint le chiffre record de 29,6 milliards de livres au premier trimestre, en hausse de 14 % par rapport à la période comparable de 1992. Les importations ont également atteint un niveau record, avec 34,1 milliards de livres contre 29 milliards un an plus tôt.

EN BREF

■ Rapprochement Pechiney-Saint-Gobain : élément de Pechiney. - Le groupe public Pechiney dément que des discussions soient en cours avec le groupe privatif Saint-Gobain sur un rapprochement capitalistique entre les deux sociétés. « Nous démentons » ces informations, a déclaré vendredi 11 juin, à l'AFP un porte-parole de Pechiney. Dans notre édition du 12 juin, nous signalions qu'un tel projet était envisagé, ce qui ne signifie pas forcément que les deux groupes en soient au stade des négociations directes.

■ Grève d'Air Inter : peu de perturbations. - Le mouvement de grève lancé par les principaux syndicats du personnel navigant d'Air Inter les lundi 14 et mardi 15 juin ne devrait pas entraîner trop de perturbations, selon la direction. Elle affirme en effet qu'elle sera en mesure d'assurer entre 35 % et 100 % de ses vols. Elle demande à ses passagers ayant une réservation pour lundi matin de la confirmer en téléphonant au 16 (1) 45-46-90-00 ou en tapant le 3615 ou 3616 code Air Inter.

■ Grundig-Creutzfeldt : suppression « inévitable » de trois cents emplois. - Selon des sources syndicales, la direction de l'usine Grundig de Creutzfeldt (Moselle) considère comme « inévitable » la suppression de trois cents emplois, que soit le repreneur éventuel de la fabrique de téléviseurs. Un projet de plan social sera présenté le mercredi 16 juin, lors d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise. L'échéance pour le choix d'un repreneur a été fixée à la mi-juillet.

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Attrait persistant de l'eurofranc

Le comportement de l'eurofranc est le seul à accueillir actuellement des emprunts d'établissements publics français dont les noms ne figurent sur aucune liste de privatisation. Qui veut investir dans des nouveaux titres de la SNCF, de la Caisse nationale des autoroutes ou de France Télécom n'a pas le choix. De telles obligations ne sont disponibles que libellées en francs, et ce monopole est l'une des nombreuses raisons qui expliquent l'attrait international qu'exerce le marché français.

En soi, il n'y a rien de surprenant que des investisseurs du secteur public choisissent de lever des fonds dans leur propre monnaie. Les spécialistes remarquent toutefois que ce n'est pas toujours la solution la plus économique et ils mentionnent à cet égard l'exemple de la Caisse nationale des autoroutes qui est frappant. Cette entreprise s'approprie à rembourser un emprunt de 100 millions de deutschemarks qu'elle avait contracté en 1984. On s'attendait qu'elle le remplace par une nouvelle émission allemande qui l'aurait fait bénéficier de la forte baisse du niveau de l'intérêt qui s'est produite ces derniers mois. Il n'en a rien été. Pourtant, pour le moment encore, il est nettement plus avantageux de se procurer des ressources en marks et la Caisse des autoroutes aurait certainement eu à débours moins que les 6,90 % l'an qui lui coûte son dernier emprunt français de 1,7 milliard de francs, qui a vu le jour le 10 juin et qui viendra à échéance en 1999.

Il est difficile de savoir avec précision pourquoi aucune entreprise d'Etat n'a été autorisée ces dernières semaines à emprunter des fonds en devises. D'aucuns supposent que c'est tout simplement une mesure d'ordre technique pour hausser l'écrit du marché du franc. D'autres y voient une décision d'ordre politique destinée à éviter de donner l'impression que

le pays multiplie hors des frontières les opérations à caractère budgétaire afin de combler son énorme déficit.

Quoi qu'il en soit, le seul émetteur français de tout premier plan à solliciter ces derniers jours un marché étranger a été le Crédit local de France, dont on connaît les projets de privatisation et qu'on ne saurait donc soupçonner d'emprunter à la place de l'Etat. Cette société vient d'accéder pour la première fois au marché des titres en pesetas, où il a été très bien accueilli. La banque espagnole Banesto qui s'était chargée de son affaire, a permis à l'emprunteur de conclure un contrat d'échange au terme duquel il dispose de fonds en dollars des Etats-Unis, à de très bonnes conditions de l'ordre de vingt-cinq points de base de moins que le Libor, le taux interbancaire qui sert de référence sur le marché monétaire international. L'opération a une durée de cinq ans.

L'eurofranc en pleine évolution

Dans le comportement de l'eurofranc, l'activité a été très forte et l'Italie n'a en aucune difficulté à mener à bien son projet d'emprunt à taux variable. L'affaire porte sur 2 milliards de dollars, soit 500 millions de plus que ce qui était prévu au départ. Dans le domaine des emprunts remboursés à taux fixe, les principales opérations en dollars qui viennent de voir le jour ont pour débiteur un établissement public allemand de grand renom et une ville japonaise qui bénéficie de la garantie de son pays. Kreditanstalt für Wiederaufbau s'est procuré 500 millions de dollars pour une durée de sept ans en proposant aux souscripteurs vingt-cinq points de base de plus que ce qui rapportaient les obligations du Trésor des Etats-Unis, et la ville de Kobe a obtenu 240 millions de dollars pour une durée de dix ans en offrant vingt-sept points

de base de mieux que les fonds d'Etat américains de référence.

Parmi les émissions de plus faible dimension, celle de la société pharmaceutique Eli Lilly a été la plus remarquée. Il s'agit d'un emprunt de cinq ans qui se monte à 150 millions de dollars. Le débiteur qui jouit d'un prestige extraordinaire auprès du public a pu se contenter de n'offrir qu'une prime de 15 points de base au-dessus des fonds d'Etat américains.

Par ailleurs, l'attention est retournée par le comportement de l'eurofranc, qui, en pleine évolution, prend une place de plus en plus importante sur l'euro-marché. La Banque européenne d'investissement y a levé pour 700 millions de livres pour une durée de cinq ans. Trois banques transalpines étaient à la tête de cette affaire, la Banca commerciale italiana, la Banca nazionale del lavoro et le Credito italiano. Elles ont sans peine placé plus des trois-quarts de l'emprunt hors des frontières de leur pays. L'émission était construite de façon à rapporter 10,20 % l'an. Le débiteur, qui n'a pas l'emploi immédiat de la totalité du montant, a conclu avec ces banques un accord qui lui permet d'établir sur une période de six mois la mise à disposition des fonds, à concurrence de 500 millions, à un coût qui ne dépasserait pas de gros décime. Il demeurera à égalité distance des fonds d'Etat de référence.

Pour cette semaine, on attend de nombreuses émissions internationales. Les banques habituelles à diriger des émissions en francs français songent à accueillir des débiteurs étrangers. La Norvège figure parmi les pays dont on espère qu'ils reviendront prochainement sur le marché allemand, on se prépare à un euro-emprunt de l'ordre de 500 millions de marks pour le compte de la Banque européenne d'investissement.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Coup d'arrêt sur le dollar

Qu'il est difficile, pour les opérateurs des marchés des changes, d'anticiper les mouvements des monnaies ! A Paris, à la fin de la semaine dernière, le dollar avait une remontée surprise, après la publication de «bons» chiffres sur le chômage aux Etats-Unis. Cette remontée se poursuivait tout au long de la semaine suivante, dans l'attente d'une autre publication, celle de l'indice des prix de gros américains : si la progression de cet indice, après sa poussée en avril, se poursuivait en mai, ce serait le signe d'une reprise de l'inflation, qui inciterait la Réserve fédérale à relever ses taux directeurs, décision de nature à rendre plus rémunérateurs les placements en dollars, pour le plus grand bénéfice de cette monnaie.

Eh bien, vendredi au début d'après-midi, la variation de l'indice des prix de gros des Etats-Unis a été négative, ce qui a entraîné une baisse de 0,6 % en avril et progression de 0,2 % hors alimentation et énergie, soit une augmentation, en rythme annuel, respectivement de 2 % et 1,7 %. «Pas de danger inflationniste» en ont conclu les opérateurs, «pas de nécessité pour la Réserve fédérale de relever ses taux», et plus de raisons d'acheter du dollar, dont les cours pourraient reculer. En conséquence, les cours du billet vert, en milieu de semaine, avaient frôlé 1,64 DM et dépassé 5,50 francs se retrouvant, vendredi, à 1,6250 DM et un peu plus

de 5,46 francs. Pour la semaine suivante, toutefois, on attend les chiffres de l'indice des prix de détail.

Mercrredi 9 juin, le dollar avait bénéficié d'un accordateur par rapport au mark, que dépréciaient les propos assassins du financier américain-hongrois George Soros. Ce dernier, dans une lettre ouverte au Times, affirmait, tout crûment, qu'il fallait vendre le mark et les obligations allemandes. «J'attends une chute du mark vis-à-vis de toutes les devises, y compris la livre sterling. J'attends également une chute des cours des titres d'Etat allemands vis-à-vis des titres d'Etat français, car la France est en train de gagner en compétitivité à l'égard de l'Allemagne».

En dépit des contre-attaques immédiates des dirigeants de la banque centrale allemande (voir en rubrique *monétaire et obligataire*), le mark a accusé le coup. A Paris, le franc français a continué de se renforcer vis-à-vis de la devise allemande, dont le cours, cette semaine, a glissé jusqu'à 3,3618 francs avant de terminer à 3,3630 francs environ, retrouvant ses niveaux de mai 1992, avant le «non» d'annulation du référendum sur le traité de Maastricht, à peu de distance de son cours pivot de 3,3338 francs.

A Tokyo, enfin, le dollar a encore battu tous ses records de baisse, à 105,80 yens pour remonter légèrement à 106,10 yens. A Madrid, la victoire aux points du Parti socialiste espagnol (PSOE) et

le maintien au pouvoir de Felipe Gonzalez - même si ce dernier, dont le parti a perdu la majorité absolue aux Cortes et devra faire appel aux députés catalans ou basques - ont rassuré les marchés et raffermi la devise espagnole. Dès le lendemain du scrutin, le cours du mark redescendait de 78 pesetas à 76,80 pesetas pour se retrouver aux environs de 76,50 pesetas, c'est-à-dire au niveau qu'il avait atteint après la troisième dévaluation de la monnaie ibérique, le 13 mai. A Paris, vendredi 11 juin, la peseta valait toujours 4,30 centimes, sans changement d'une semaine sur l'autre, cette stabilité résultant d'une hausse du franc vis-à-vis du mark, d'une évolution divergente que l'on constate. Dans le futur, le comportement de la peseta dépendra des mesures que prendra le gouvernement de Madrid pour empêcher le pays de sombrer dans une crise économique déjà largement amorcée (voir *Le Monde L'économie* du 8 juin).

Sur le marché de l'or, le cours de l'once de 31,1 grammes est retombé de 376 dollars à moins de 367 dollars sur le marché à terme de New-York, après la publication de l'indice des prix de gros en mai : la crainte de l'inflation se calme un peu et la fièvre sur le métal aussi.

F. R.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 7 AU 11 JUIN 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACES	Libre	S.E.U.	France	France	D. mark	France	France	Libre
			écus	écus		écus	écus	
London	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250
New-York	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250
Paris	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250
Zurich	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250
Frankfurt	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250
Bruxelles	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250
Amsterdam	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250
Milan	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250
Tokyo	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250	1,6250

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 11 juin 1993, 5,1460886 F contre 5,06957328 F le vendredi 4 juin 1993.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Nouveau pari sur la baisse des taux

Et c'est reparti ! Qui donc ? Eh bien, l'anticipation d'une nouvelle baisse des taux à Paris, dans l'espoir que la Banque de France prenne un peu de liberté, a entraîné la Banque de France à l'ouverture de l'excellente tenue du franc pour faire glisser ses taux directeurs en dessous des taux allemands. Tous les opérateurs pronostiquaient une nouvelle diminution des taux directeurs de ladite Banque de France lundi, ramené, vraisemblablement, de 7,50 % à 7,25 %. Cette diminution est venue possible à la fois par l'excédent de la Banque de France sur son compte de Trésorerie (voir en rubrique *Devises et or*) et par le recul du loyer de l'argent au jour le jour, tombé de 7,78 % à 7,58 %. Vendredi soir, il frôlait même 7,50 %, venant buter sur le taux des appels d'offres de la Banque centrale, 7,50 % précisément.

Du coup, la spéculation sur la baisse des taux à court terme, calmée la semaine dernière, s'est réveillée avec vigueur, tout le monde pariant sur un «décochement» de la France sur l'Allemagne, nourrie par l'évolution des taux à trois mois, 7,25 % à 7,40 % à Paris, soit au-dessous des 7,63 % cotés à Francfort, un écart de 0,30 point au profit de la France. L'écart sur les rendements des emprunts d'Etat à dix ans, au profit de l'Allemagne, cette fois-ci, continue de se réduire : 0,18 point seulement (6,83 % à Francfort contre 7,01 % à Paris). Du coup, le cours de l'échéance juin sur le MATIF s'est envolé, passant de 116,72 à 118,30, après un plus haut de 118,44, au voisinage du record historique depuis l'ouverture du MATIF le 22 février 1986. «On anticipe à mort», estimait un opérateur sagace à la veille du week-end, notant que si les espoirs de baisse des taux de marché étaient déçus, on pouvait s'attendre à un beau retour de bâton, la prochaine diminution des taux directeurs de la Banque de France étant

déjà dans les cours. Quelle peut être la marge de manœuvre de la Banque de France vis-à-vis de la Bundesbank ? C'est une question à 0,50 %, estimant de bons spécialistes, à l'imitation de l'écart de 0,40 % en dessous des taux allemands que pratiquent les Banques centrales des Pays-Bas et de la Belgique.

Pas de dévaluation du mark

L'attitude de la Bundesbank dans le futur reste un mystère : toutefois, sa réponse aux propos de Georges Soros (voir en rubrique *Devises et or*) est révélatrice de l'état d'esprit de ses dirigeants.

Dans une charge féroce, M. Soros l'accuse d'avoir «raté le train dans la baisse de ses taux, qui sont restés trop hauts trop longtemps». Il ajoute qu'il attend pas une modification de la politique de la Buba avant le départ en retraite de son président actuel, Helmut Schlesinger, à l'automne, au profit du président Hans Tietmeyer, jugé moins coriace (NDLR : c'est ignorer les règles de prise de décision collégiales à la Bundesbank et l'importance du vote majoritaire des administrateurs venus des Länder, plutôt conservateurs et rigoristes).

En tout cas, les réactions des dirigeants en question ont été immédiates : «La marge de manœuvre de la Bundesbank est liée au mark», a claironné M. Schlesinger, relayé par M. Tietmeyer, pour qui «la Buba ne permettra pas une dévaluation du mark» suggérée par M. Soros, et qui provoquerait, selon la Banque centrale allemande, une diminution trop rapide des taux à long terme. Vendredi soir, un autre dirigeant de la Buba, Horst Schumann, a assuré que «Francfort ferait le nécessaire pour que le mark demeure une monnaie de référence». Notons enfin une réflexion curieuse de M. Schlesinger à Str-

ckholm : «Si la France veut baisser ses taux sans attendre l'Allemagne, je lui souhaite bonne chance, et si l'opération réussit, tant mieux», Chiclé !

Sur le marché obligataire, dopé par la forte remontée des cours sur le MATIF, la seule émission a été celle des Charbonnages de France, menée par la BNP et le CCF pour 1 milliard de francs à 10 ans, à 7,25 % nominal et 7,33 % pour les souscripteurs, soit 0,28 point au-dessus du rendement de l'OTAT d'une durée correspondante. L'accueil a été bon, grâce à la remontée du MATIF précédemment évoquée et à la baisse du rendement, in «papier» ayant même fait un peu défaut.

Pour la semaine prochaine, on n'attend que l'Assistance publique qui va lever 600 millions de francs. Il va falloir faire de la place pour l'emprunt «Balladur» de 40 milliards de francs.

FRANÇOIS RENARD

□ Baisse du taux de l'escompte italien. - La Banque d'Italie a décidé de baisser le taux de l'escompte de 10,5 % à 10 % à partir du lundi 14 juin s'annoncé, vendredi 11 juin, l'institut d'émission à Rome. «Les taux d'intérêt sur le marché italien ont continué à diminuer dans les dernières semaines, dans des conditions de substantielle stabilité des changes. Malgré l'impulsion donnée par les exportations, l'activité économique reste faible, l'expansion du crédit et de la monnaie, modérées : ces différentes évolutions ont permis une nouvelle réduction des taux officiels», a précisé un communiqué de la banque centrale. La dernière réduction du taux de l'escompte remonte au 21 mai.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO
Le Monde L'ÉCONOMIE

MATIÈRES PREMIÈRES

Les oléagineux malgré tout

Insensibles à une actualité bruyante, les cours des oléagineux poursuivent leur train. Calmement mais fermement. Cette semaine, le colza valait entre 122,124 franc le quintal et le tournesol 129,50 francs le quintal. A la même période de l'année dernière, ces deux plantes coûtaient 106 francs le quintal environ.

Selon les professionnels, cette fermeté devrait être de longue durée, jusqu'en septembre à peu près, date de la récolte canadienne de colza. Pour l'instant, la période est propice à la France, où le colza se moissonne à partir du 15 juillet. Sur une récolte européenne de 5,9 millions de tonnes au lieu de 6,2 millions l'année dernière, la France devrait récolter 1,8 million de tonnes cette saison. Et elle est le seul pays à pouvoir actuellement approvisionner ses commanditaires. Ce que n'a pas manqué de remarquer le Japon, qui vient de passer commande. Selon des rumeurs persistantes, 80 000 tonnes de colza, seront embarquées pour ce pays au mois de juillet. D'autre part, plusieurs navires doivent charger à Rouen pour des livraisons au mois d'août.

«Le marché, contrairement à l'année dernière, est plus ferme en début de campagne», remarque un opérateur. D'évidence, les acheteurs ont des besoins urgents à couvrir, car les professionnels savent d'ores et déjà que la récolte canadienne sera

importante cette année. Les statistiques d'Oil World prévoient, en ce qui concerne le premier exportateur mondial, une moisson de 4 700 000 tonnes pour la saison prochaine, soit environ 1 million de tonnes de plus que l'année dernière.

Bien sûr, le disponible exportable est inférieur : l'année dernière, un volume de 2,2 millions de tonnes s'est vendu à l'étranger, dont une bonne partie au Japon. Car ce pays, premier importateur mondial de colza, est un des clients habituels du Canada. Depuis l'année dernière, il semblerait que la tendance s'inverse en raison de la baisse de qualité de la moisson canadienne. En 1992, en effet, seulement 40 % de la récolte appartenaient au grade supérieur, alors qu'habituellement la presque totalité de la moisson était d'excellente qualité. Aussi, le pays du Soleil-Levant s'est-il tourné vers l'Europe, et l'Allemagne surtout avait sa place sur ce marché.

Un accord anticipé

Ce changement radical de flux commerciaux est notable dans un contexte non pas de surproduction, mais d'offre mondiale en progression. Celle-ci, de 26,6 millions de tonnes l'année dernière, devrait, selon toutes les probabilités, se situer cette année entre 27 millions et 27 millions 400 000 tonnes. Sur ce volume, il est vrai, il faut compter la Chine et l'Inde, respectivement premier et deuxième producteurs, mais qui n'exportent pas.

Bref, les manifestations du Japon ont beaucoup plus d'effets sur le marché qu'un accord depuis longtemps annoncé, depuis longtemps anticipé. Dans la mesure où «dernière loi producteur d'oléagineux il y a un céréalier qui sommeille» (1), selon la formule d'un opérateur, les professionnels espèrent que ce qui a été perdu sur les oléagineux sera gagné sur les céréales et que les Américains s'apaiseraient. «Nous avons devancé les desiderata de l'Onclé Sam, disent certains agriculteurs. Ils voulaient une limitation de la production et des surfaces cultivées en Europe : nous avons diminué nos surfaces de 10 % par rapport à l'année dernière : cela devrait nous valoir quelques compensations». D'autres ne manquent pas de souligner le paradoxe de la situation : «Pourquoi limiter les oléagineux, pour lesquels nous sommes déficitaires, et nous inciter, ainsi à cultiver plus de céréales, alors que nous craignons sous les stocks ?», s'interrogent-ils.

La guerre entre les deux puissances semble apparemment absurde, en effet, parce que l'offre oléagineuse ne résorbe pas la demande sur le plan communautaire. Quant au niveau mondial, les stocks s'élevaient à 30 millions de tonnes, soit à peine sept semaines de consommation. Une bagatelle au regard des réserves de céréales, qui s'établissent à peu près à 250 millions de tonnes, soit, quatre mois de consommation ! Stocks qui ne manquent pas de grossir dans les années à venir, car il y aura probablement transferts d'hectares. Pour maintenir leurs revenus, les producteurs auront la tentation de cultiver en céréales les surfaces qu'ils n'ont pas ensemencées en oléagineux.

A cette logique de l'absurdité, il y a un problème historique que les questions de flux commerciaux ne sont pas près de poser : le différend entre les Etats-Unis et l'Europe est fondé sur un accord entre les deux puissances qui date de 1962. «Ceux qui ne croient pas à l'existence de cet accord, nous faisons de même pour notre soja», disait l'Onclé Sam. Et ce fut chose faite ; aujourd'hui encore, les échanges entre la Communauté et les Etats-Unis sont réglés sur ce principe : l'Europe importe régulièrement du soja américain, mais sans pour autant se croire empêchée de cultiver d'autres plantes oléagineuses comme le colza et le tournesol ; une entorse à la règle du jeu que les Américains, eux, ne sont pas près d'oublier.

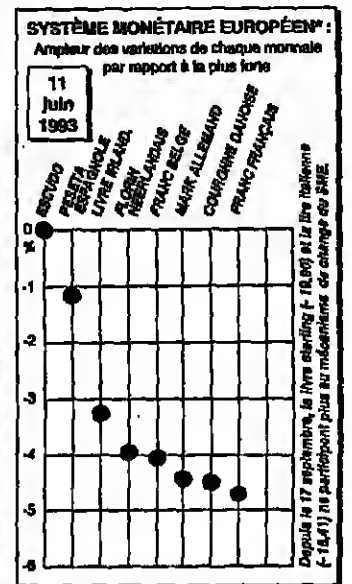
MARIE DE VARNEY

(1) Les producteurs d'oléagineux sont, pour la plupart, des céréaliers, car le colza et le tournesol s'associent comme tête d'assollement.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours	Cours
	6-6-93	11-6-93
Or au fil (en bar)	85 800	84 800
Or au fil (en lingot)	85 300	84 300
Prix Londres (100 g)	372	370
Prix New-York (100 g)	372	370
Prix Suisse (100 g)	372	370
Prix Japon (100 g)	372	370
Prix Inde (100 g)	372	370
Prix Australie (100 g)	372	370
Prix Afrique (100 g)	372	370
Prix Asie (100 g)	372	370
Prix Europe (100 g)	372	370
Prix Amérique (100 g)	372	370
Prix Océanie (100 g)	372	370
Prix Méditerranée (100 g)	372	370
Prix Baltique (100 g)	372	370
Prix Scandinavie (100 g)	372	370
Prix Russie (100 g)	372	370
Prix Turquie (100 g)	372	370
Prix Grèce (100 g)	372	370
Prix Espagne (100 g)	372	370
Prix Portugal (100 g)	372	370
Prix Italie (100 g)	372	370
Prix France (100 g)	372	370

Les chiffres d'or ne sont cotés qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.



Le projet de loi présenté par M. Alphonandéry adopté en première lecture à l'Assemblée nationale

Cinquante députés de la majorité refusent d'avaliser la réforme de la Banque de France

Les députés ont adopté, en première lecture, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 juin, par 433 voix contre 90, le projet de loi réformant les statuts de la Banque de France, présenté par Edmond Alphandéry, ministre de l'économie. Toutefois, quarante RPR et huit UDF se sont abstenus ou n'ont pas participé au vote, en raison de la tonalité « mastrichtienne » imputée au projet. Deux députés UDF ont même voté contre, comme l'ont fait les socialistes et les communistes.

Il n'y avait certes pas péril en la demeure. Mais Edmond Alphandéry n'a pas dissimulé son soulagement à l'issue du vote. Le ministre de l'économie avait encore en mémoire cette énième nuit de mercredi à jeudi où les bancs du RPR se réunissaient pour des réquisitoires prononcés par le camp « anti-Mastricht » sous le regard gourmand des communistes et des amis de Jean-Pierre Chevènement. Combien de l'infortune, les traditionnels alliés pro-réprouvés du PS étaient, cette fois, aux abonnées absents car il n'était pas question pour eux de cautionner le « dogmatisme libéral » du gouvernement.

Maïs, comme toute, l'essentiel avait été sauvé par M. Alphandéry. Aucun amendement n'était venu altérer l'article premier du texte, qui définit les missions fondamentales de la Banque de France. En vertu de celles-ci, l'institut d'émission aura donc pour charge de « définir et mettre en œuvre la politique monétaire dans le but d'assurer la stabilité des prix » et d'acquiescer à cette tâche « dans le cadre de la politique économique générale du gouvernement ». Et pour qu'aucune ambiguïté ne persiste sur la réalité du renforcement des liens avec le pouvoir politique, il est explicitement dit que « la Banque

crée d'un impôt sur le revenu des Polynésiens français ». L'Assemblée territoriale de la Polynésie française, réunie en session extraordinaire à Papeete, vendredi 11 juin, sur proposition de Gaston Flosse, président (RPR) du gouvernement, de créer, à compter du 1^{er} juillet, un impôt direct progressif allant jusqu'à 3 %, à partir d'un revenu de 8 250 francs. Destinée prioritairement à assurer une couverture sociale aux 40 000 Polynésiens qui en sont aujourd'hui dépourvus, ce prélèvement a suscité de vives critiques de la part du conseil des employeurs (patronat local) et de certains syndicats. (Corresp.)

de France, en la personne de son gouverneur, de ses sous-gouverneurs ou d'un membre quelconque du conseil de la politique monétaire, ne peut ni solliciter ni accepter des instructions du gouvernement ».

En réponse à ceux qui estimaient que cet article était une contradiction dans les termes – comment le gouvernement peut-il s'assurer du respect du « cadre » de sa politique sans adresser des instructions ? – M. Alphandéry a repris à son compte la formule de Valéry Giscard d'Estaing qui avait souhaité abolir « l'autonomie d'un établissement conduisant de façon indépendante la politique monétaire de la France ». Fort de cette nuance entre une institution « autonome » et des dirigeants « indépendants », le ministre de l'économie a jugé la querelle sémantique close.

Le second point fort du débat touchait à la composition du conseil de la politique monétaire qui comprend, outre le gouverneur et les deux sous-gouverneurs, six person-

nalités. Le texte prévoyait que ces derniers étaient choisis par décret en conseil des ministres parmi une liste de dix-huit postulants établie par le président du Sénat, le président de l'Assemblée nationale, le vice-président du Conseil d'Etat, le président du Conseil économique et social, le premier président de la Cour de cassation et le premier président de la Cour des comptes. L'Assemblée a finalement adopté des amendements réduisant la liste de dix-huit à douze candidats et supprimant la présence du premier président de la Cour de cassation et du premier président de la Cour des comptes au sein du collège d'autorités habilitées à dresser cette liste.

Les députés ont en outre précisé le profil des postulants en indiquant que ces derniers devaient être retenus en fonction de leur « compétence » et de leur « expérience professionnelle » dans le domaine économique et financier. L'idée est d'éviter que le conseil de la politique monétaire ne soit investi par des hauts fonction-

naires au détriment des « professionnels ». C'est ce même souci qui avait initialement conduit la commission des finances à souhaiter que le ministre de l'économie, qui peut siéger au conseil sans voix délibérative, ne puisse se faire représenter par un de ses collaborateurs alors que le texte envisageait cette possibilité. Opposé à cet amendement, M. Alphandéry a convaincu l'Assemblée de ne pas le voter. Mais Philippe Auberger, rapporteur du texte, a obtenu que le premier ministre puisse participer – toujours sans voix délibérative – aux séances du conseil de la politique monétaire.

Soucieux de contrôler parlementairement, les députés ont également précisé que le gouvernement de la Banque de France adressera un rapport en président de la République et au Parlement « au moins une fois par an » et sera « tenu de se rendre aux convocations » des commissions des finances de l'Assemblée et du Sénat.

FRÉDÉRIC BOBIN

Sa carte de résident étant arrivée à expiration

Une Algérienne est rapatriée après trente-cinq ans passés en France

Une Algérienne, âgée de quarante et un ans, a été rapatriée à Alger, mercredi 9 juin, alors qu'elle vivait en France depuis trente-cinq ans et qu'elle est mère d'une adolescente âgée de treize ans, de nationalité française.

Djermes Boussekine, qui dit être « la première victime de la politique muséale de M. Pasqua envers les étrangers », a été rapatriée car sa carte de résident était arrivée à expiration : « J'ai été l'objet d'une décision injuste et inhumaine. Alors que j'étais convoquée à la préfecture de Paris pour régulariser ma carte de séjour, j'ai été retenue toute la journée puis embarquée dans l'après-midi dans un avion à destination d'Alger, où je n'ai plus aucune famille ».

M^{me} Boussekine affirme que les policiers français lui ont laissé une seule alternative : embarquer pour l'Algérie ou aller en prison en cas de refus.

Théoriquement, les parents d'enfants français ne peuvent être expulsés de France. Mais, précise-t-on à la préfecture de police de Paris, un accord franco-algérien, datant de décembre 1968, permet de renvoyer dans son pays tout ressortissant algérien qui se trouve « de son propre fait sans emploi et dépourvu de ressources depuis plus de six mois consécutifs ».

Or, toujours selon la préfecture, la jeune femme était dans ce cas : « M^{me} Boussekine a été interpellée le 6 mai pour prostitution et sa carte de séjour de dix ans était périmée depuis 1991. Le droit a été appliqué, en parfait accord avec les autorités algériennes. Il ne s'agit ni d'expulsion ni de reconduite à la frontière, mais de rapatriement. Rien ne lui interdit de déposer maintenant une demande de visa ».

En dépit de l'opposition du Livre CGT

Le Syndicat de la presse parisienne demande aux pouvoirs publics de cofinancer un nouveau plan social

La Fédération des travailleurs des industries du Livre, du papier et de la communication (FILPAC-CGT), le comité inter-syndical du Livre parisien CGT et le FILPAC d'Ile-de-France, ont publié le vendredi 11 juin, quelques heures avant le début de la réunion du Livre CGT avec le Syndicat de la presse parisienne (SPP) représentant les éditeurs, un communiqué dans lequel ils rejettent avec une certaine fermeté les prétentions des éditeurs parisiens.

« Nous ne pouvons pas nous résigner à ce que la presse nationale ne soit plus qu'un simple support de publicité et de relations publiques », déclarent les trois organisations. Elles soulignent les difficultés de l'industrie de la presse soumise à la concurrence internationale, le coût de la fabrication des journaux représentant « 15 % à 20 % du coût global ».

« Les divers plans sociaux qui ont réduit le nombre de salariés (...) et permis d'augmenter d'une manière considérable la productivité, n'ont pas résolu les problèmes de cette industrie », soulignent les trois organisations syndicales qui estiment que « l'application de l'accord de juin 1992 (sur la modernisation) reste d'actualité » et qui appellent « l'ensemble des salariés de la presse à

s'opposer avec détermination à toute remise en cause des accords signés ».

Au cours de leur rencontre du vendredi 11 juin, le SPP a remis une note au Livre CGT dans laquelle il indique qu'il a « démontré depuis des décennies sa volonté de négocier et son attachement aux institutions paritaires », politique qu'il est « décidé à poursuivre pour moderniser la fabrication des quotidiens parisiens en assurant une mise à niveau internationale ». Comme dans sa note récente aux pouvoirs publics (Le Monde du 10 juin), le SPP se fonde sur la « crise structurelle sans précédent que traverse » la presse parisienne et sur « les bouleversements techniques intervenus massivement dans la préparation » des journaux pour souligner que « la fabrication traditionnelle ne peut plus être à Paris un point de passage obligé et que les conséquences doivent en être tirées », même si cela s'écrit pas « la participation d'ouvriers du Livre qualifiés dans le corps de ce processus ».

Dans le domaine de la préparation, le SPP fait remarquer que « la suppression ou la transformation des ateliers techniques entraîne corrélativement la disparition des ouvriers chargés de la maintenance ou de l'entretien d'ateliers qui peuvent cesser d'exister ou dont la maintenance doit être confiée à des sous-traitants spécialisés. Quant aux correcteurs, ils ont vocation à assurer un rôle de plus en plus en amont sous l'autorité de la rédaction ». Dans le domaine de l'impression et de l'expédition, « la tendance générale consistera en un transfert des tâches propres de production vers des tâches de contrôle et de surveillance (...) Des techniciens qualifiés seront indispensables pour faire fonctionner les rotatives et les salles d'expédition, mais en nombre plus réduits ». Le SPP indique également au Livre

CGT que la diminution des effectifs et les nouvelles technologies doivent s'accompagner « d'une amélioration de la productivité et de la maîtrise de l'organisation du travail ».

Pour accomplir ces mutations, le SPP a demandé aux pouvoirs publics de cofinancer un plan social qui permettrait des départs en congé de conversion des ouvriers du Livre, à partir de cinquante ans, avec garanties de ressources, et des incitations au départ volontaire d'ouvriers plus jeunes. Ce plan social sera ouvert aux entreprises qui en feront la demande. Elles pourront « ajuster les mesures proposées » (âge, catégories) selon leurs besoins propres. Le SPP espère que les dossiers présentés par chaque entreprise pourront « être traités dans les meilleurs délais ». Jean Miot, président sortant du SPP et nouveau président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), s'écrit en ce sens au premier ministre, Edouard Balladur, et aux autres ministres concernés (Alain Carignon, ministre de la communication, Michel Giraud, ministre du travail et Nicolas Sarkozy, ministre du budget).

EN BREF

COLOMBIE : le destructeur d'un hélicoptère militaire fait 9 morts. – Six militaires et trois policiers sont morts lorsque leur hélicoptère s'est écrasé, vendredi 11 juin, dans des circonstances mal éclaircies, près de la ville de Turbo (nord-ouest du pays), a déclaré le ministre de la défense. L'appareil était venu en soutien à une patrouille anéantie par une colonne de l'Armée populaire de libération (EPL, marxiste). L'affrontement terrestre eut en outre fait deux morts, un disparu et sept blessés chez les militaires, a précisé l'état-major. (Reuters, AFP.)

INDE : onze personnes tuées par des militants sikhs. – Onze personnes ont été tuées, dans la nuit de mercredi 9 à jeudi 10 juin, par des militants sikhs, lors de raids menés contre trois villages hindous de l'Uttar-Pradesh, au nord de l'Inde. Les assassins ont indiqué dans une lettre leur appartenance aux Commandos du Khalistan (KCF). (AFP, UPI.)

SALVADOR : le Conseil de sécurité de l'ONU exige que le FMLN dépose toutes ses armes. – Le Conseil de sécurité de l'ONU a exigé, vendredi 11 juin, que le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) remette toutes les armes restant en sa possession. Le Conseil s'est dit « gravement préoccupé » par la découverte d'un dépôt clandestin d'armes appartenant au FMLN, estimant qu'il s'agit de « la plus grave violation de ce jour des compromis passés en vertu des accords de paix ». (AFP.)

L'analyse du scrutin

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, par 433 voix contre 90, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 juin le projet de loi réformant le statut de la Banque de France.

Ont voté pour : 218 RPR (sur 268), 205 UDF (sur 215), 9 RL (République et liberté, anciens non-inscrits) sur 23 : Edouard Chammon, Alain Ferry, Pierre Gascher, Jacques Le Nay, Jean-Claude Lenoir, Philippe Martin, Jean-Pierre Seisson, Christophe Toubin-Dalmon, André Thien Ah Koon.

1 non-inscrit (sur 1) : Michel Noir. Ont voté contre : 57 PS (sur 57), 22 PC (sur 23), 9 RL : Gilbert Baumer, Jean-Louis Borio, Bernard Charles, Régis Faugier, Jean Rayer, Gérard Seumade, Bernard Tapie, Paul Vergès, Emile Zucarelli.

2 UDF : Daniel Mandan, Philippe de Villiers. Se sont abstenus : 20 RPR : Jean Auelair, Richard Dell'Agola, Jean-Jacques Delvaux, Xavier Deniau, Emmanuel Dewees, Jean de

Guille, Georges Gorse, Michel Hannoun, Gabriel Karsenti, Philippe Langenieux-Villard, Jean-Louis Mazon, Pierre Mazaud, Denis Marville, Jacques Myard, Eric Raault, Jacques Richard, Antoine Rufanacht, Michel Tarrat, Léon Vachet, Robert André Vivien.

2 UDF : Marc-Philippe Dabreux, Alain Grotteray. 5 RL : Thérèse Allaud, Alain Madella, Alfred Muller, Jean Urbaniak, Alyssa Werthouvier. « N'ont pas pris part au vote » : 20 RPR : Emmanuel Aubert, Jean Bardet, Pierre Badier, Raoul Bétaille, Frank Borotra, Nicole Carole, René Chabot, Serge Charles, François Cornu-Gentille, Alain Couelin, André Fantan, Jean-Michel Ferrand, Jean-Louis Gossuiff, François Guilleume, Jacques Masdeu-Arta, Jean-Claude Mignon, Etienne Pinte, Pierre Quillet, Suzanne Sauvagnat et Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale.

6 UDF : René Besumant, Christine Bourin, Raymond Marcellin, Jean Prorini, Gilles de Robien et Pierre-André Witzler, qui présidait la séance.

1 PC : Guy Herrier.

Alors que les violences anti-immigrés se poursuivent en Allemagne

Les Turcs de Berlin se mobilisent contre le racisme

de notre correspondant

« Notre magazine est fermé pour une heure aujourd'hui. Nous voulons ainsi commémorer les victimes des crimes racistes de Mollat, de Solingen et d'ailleurs, et manifester notre colère » : la plupart des 5 000 magasins turcs de Berlin ont fermé vendredi 11 juin entre 12 et 13 heures, pour protester contre la nouvelle vague de violence anti-immigrés qui s'est abattue depuis deux semaines sur les villes de l'ouest de l'Allemagne.

Organisée par l'Union des immigrants turcs de Berlin-Brandebourg et plusieurs organisations professionnelles turques, cette action s'est déroulée dans le calme. Les responsables de la communauté turque, forte de 130 000 personnes, avaient organisé un bref rassemblement, sans ostentation, dans le quartier de Kreuzberg pour exposer le sens. Le sénateur de Berlin pour l'économie, Norbert Meisner, est venu y apporter un message de soutien du Sénat de Berlin, la plus grande ville turque en dehors de la Turquie.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, deux nouvelles tentatives d'incendie criminel ont été déjouées dans des immeubles habités par des familles turques ou d'autres groupes d'immigrés près de Darnstadt, dans la Hesse, et de Sinsheim, dans le Bade-Wurtemberg. Cette violence a été l'un des principaux sujets de préoccupation des rencontres annuelles de

l'Eglise évangélique qui se déroulaient cette semaine à Munich. La présidente de ces rencontres, Erika Reihlen, a appelé les communautés protestantes à s'investir partout au niveau local contre le racisme.

M. de B.

GLOBE HE
Hebdo
Mea Culpa
le système
TF1
découvrez Globe Hebdo le mercredi
JOURNAL UTILE POUR UN MONDE COMPLIQUÉ

SOMMAIRE

DATES

Il y a vingt ans, Up : les marches de l'Europe... 2

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie et la réunion de l'OTAN à Athènes. 3
« Loin des capitales » : les Fourours, « l'Alcazar-Lorraine » des Wallons. 3
Espagne : Felipe Gonzalez veut « mettre en marche la rénovation ». 4
Somalie : l'intervention des forces de l'ONU contre le général Aidid. 5

POLITIQUE

Le voyage du premier ministre dans le Nord... 6
Livres politiques, par André Laurens : « Sociétés secrètes »... 6
Michel Rocard invite les socialistes à ne pas céder à « l'autoflagellation »... 7

COMMUNICATION

L'enquête sur la machination avortée contre Hervé Bourges... 7

SOCIÉTÉ

La conférence de Berlin sur le sida. 8
La fin du procès du sang contaminé... 9
Le 40^e Salon aéronautique du Bourget... 9

CULTURE

Biennale de Venise : le chant suspendu de Luigi Nono... 11
Musique : les frissons du chanteur azeri Alam Qasimov... 11

ÉCONOMIE

Le groupe italien de la famille Noci...

veillé prend les rênes de Thomson électronique... 13
Le différend CEE-Etats-Unis dans les télécommunications... 13
Le gouvernement prévoit une baisse de 0,8 % de la production nationale en 1993... 13
Revue des valeurs... 14
Crédits, échanges et grands marchés... 15

HEURES LOCALES

« Les petites communes adoptent l'informatique » Régions : La Seine-sur-Mer repense son avenir « Ile-de-France : du travail pour publier la drogue » Dossiers : lumières sur la ville « Cités » Bègles, du rouge au vert... 17 à 24

Services

Abonnements... 2
Carte... 12
Météorologie... 12
Mots croisés... 12
Télévision... 12
Spectacles... 10

La trépidation du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Heures locales » diffusé de 17 à 24 et un cahier « Radio-télévision » diffusé de 1 à 32
Le numéro du « Monde » daté 12 juin 1993 a été tiré à 473 502 exemplaires.

Le Monde

La Seyne-sur-Mer
repense son avenir

La ville des chantiers navals
révisé ses projets

19

Du travail
pour oublier la drogue

Paris et la Fondation Pléti s'asso-
cient pour aider les anciens drogués

21

Lumières
sur la ville

L'éclairage participe aussi
à la qualité du cadre de vie

22

Bègles,
du rouge au vert

Les Bèglais se cherchent
une identité en lisière de Bordeaux

23

18 Statistiques ■ Agenda ■ Formation ■ Publications ■ Débat ■ 21 Portrait ■ 24 Livres ■

HEURES LOCALES

LES PETITES COMMUNES ADOPTENT L'INFORMATIQUE

Des élus ruraux se sont associés pour introduire les nouvelles technologies et aider les personnels comme les usagers

SAC au dos, un jeune maitard vient passer la nuit sur l'île de Ré. Il décide de planter sa tente à Rivedoux, non loin des maisons blanches aux volets verts qui font le charme du village. Il ne lui faut que deux minutes pour s'inscrire dans l'un des campings municipaux. Grâce à l'informatique, cette formalité s'effectue en quelques secondes. Le terminal indique les emplacements disponibles et prend en compte les multiples paramètres qui déterminent le prix du séjour : âge du campeur, présence ou non d'animaux, raccordement à l'électricité, à l'eau, taxes diverses et variées... Aussitôt, l'imprimante émet une facture en bonne et due forme. Le vacancier est libre de s'installer.

Pour moderniser la gestion de ses campings, Rivedoux a fait appel au syndicat mixte pour l'informatisation communale en Charente-Maritime. Cet organisme a été créé en 1985, par Josy Moynet (divers gauche), président de l'Association départementale des maires, premier magistrat de Saint-Rogatien (1 272 habitants), et alors sénateur. Cet élu estimait urgent de « remplacer la plume d'ole par l'ordinateur ». En supprimant les tâches les plus répétitives, l'informatique rendrait plusieurs services. « Elle dégageait du temps pour mieux écouter et servir les gens. Elle permettait de mieux gérer la commune », croquant sous l'ampleur de la tâche, certains élus ruraux confiaient à la préfecture le soin de remplir quelques-unes de leurs missions. L'informatique leur donnerait la possibilité d'assumer le rôle que la décentralisation leur avait confié.

Mais Josy Moynet fait alors figure de précurseur, et beau-



coup o'sent pas le suivre. Trente édiles seulement sur 472 acceptent d'adhérer au syndicat. « La personnalité de Josy Moynet a beaucoup joué. Nous l'estimions et lui faisons confiance. Comme, de plus, il présidait l'Association départementale des maires, nous nous sommes dit qu'en cas de problème nous serions par nous », se souvient Michel Filloiseau (divers droite), maire d'Andilly, commune de 1 500 habitants. Les « pionniers » du syndicat informatique déclarent les trois applications de base d'une commune : paie du personnel, traitement des élections, comptabilité.

Les élus ont opté pour la microinformatique. « Bien que cette technologie soit à l'époque balbutiante, nous estimions

qu'elle garantissait mieux l'autonomie des communes qu'un gros serveur centralisateur auquel seraient reliées les mairies », explique Bruno Odin, directeur du syndicat.

Avant de choisir le matériel, les élus de Charente-Maritime vont prendre conseil auprès de leur collègue de la Vienne, René Moory, maire de Loudun et président du conseil général. Passionné de nouvelles technologies, René Moory a lancé une entreprise de logiciels de gestion communale, rebaptisée depuis Séréal, et devenue la troisième du secteur. Cette société d'économie mixte devient le partenaire privilégié du syndicat informatique, qui prend une participation à son capital.

La Séréal développe une

fole de logiciels communaux : édition de fiches d'état-civil, suivi des emprunts, facturation d'eau, d'ordures ménagères, de cantines, gestion des maisons de retraite... Actuellement, ses informaticiens adaptent le nouveau calcul de la CSG sur la paie des fonctionnaires territoriaux.

Marie Besnard
et les logiciels funéraires

La Séréal a conçu un logiciel de concessions funéraires très apprécié des élus, à la demande de Claude Tartarin, ancien secrétaire de mairie de Loudun, qui avait été marqué par l'affaire Marie Besnard. Cette femme, qui vivait à Lou-

dun, avait été accusée d'empoisonnement dans les années 50, puis acquittée. L'instruction de son procès a requis un certain nombre d'exhumations, qui ont causé bien des tourments au secrétaire de mairie. Très souvent, le corps déterré n'était pas celui que l'on croyait ! Ce genre d'erreur n'a pourtant rien d'exceptionnel, les registres funéraires, remplis à la main au fil du temps, étant parsemés d'innombrables erreurs.

Les élus de Charente-Maritime ont vite compris qu'ils avaient intérêt à se grouper au sein d'un syndicat intercommunal plutôt que de s'informatiser en ordre dispersé. Le syndicat achète les logiciels, les teste,

vérifie leur agrément auprès des services de l'Etat. Il se charge d'acquiescer les terminaux, en groupant les achats, ce qui permet d'obtenir des prix. Il dispose d'une équipe de dix personnes, dont un ingénieur et deux techniciens, qui font de la formation et de l'assistance. Il étudie les besoins des mairies et conseille les élus dans leurs choix.

Le syndicat informatique a connu un formidable succès. Il compte aujourd'hui 215 adhérents : communes, offices d'ILM, maisons de retraite... Il dispose de bureaux à La Rochelle et à Saintes. Son budget s'élève à 10 millions de francs. La contribution des communes est pondérée en fonction de leur population et de leur configuration informatique. Ainsi, les grosses collectivités paient plus que les petites. Pour que les maires exploitent toutes les richesses de l'informatique, la bibliothèque des logiciels fait l'objet d'un accès forfaitaire. Qu'elle en utilise vingt ou un seul, la commune paie le même prix.

Pour certains agents, l'informatique a été un outil de promotion sociale. Employée de bureau à Andilly, Geneviève Thomas s'est rendue indispensable en maîtrisant cette technologie, ce qui lui a permis de devenir secrétaire de mairie. Son salaire est passé de 5 500 à 8 800 francs par mois. Certains fonctionnaires servent de « relais » au syndicat. Ils vont prêter main forte à leurs collègues, moyennant une légère déduction sur la cotisation de la commune. La coopération intercommunale a ainsi pris la forme d'un « club » fondé sur le travail, mais aussi sur l'amitié.

Rafaelle Rivaux

AMÉNAGEMENT

L'AXE HISTORIQUE CHANGE DE DIRECTION

Les changements à la tête de la Défense pourraient remettre en question l'aménagement prévu entre la Grande Arche et la Seine

La cohabitation ramène un élu à la tête de l'établissement public pour l'aménagement de la région de la Défense (EPAD). Le conseil d'administration (1) qui s'est réuni le 3 juin a en effet élu à sa présidence Charles Ceccaldi-Raynaud, maire (RPR) de Puteaux et député des Hauts-de-Seine en remplacement de Pierre Mayer, démissionnaire.

Pour M. Ceccaldi-Raynaud, qui retrouve la place qu'il avait occupée pendant la première cohabitation, ce retour a un air de revanche. Il revient avec la volonté affirmée de remettre de l'ordre dans la gestion de l'EPAD. « Quand je suis parti, il devait y avoir 1 milliard de francs dans les caisses. Aujourd'hui, la situation financière est très inquiétante. L'EPAD va devoir emprunter. La dégradation de la conjoncture économique n'explique pas tout », déclare M. Ceccaldi-Raynaud

qui met clairement en cause l'opportunité de plusieurs décisions de l'Etat, ainsi que la manière dont l'EPAD n'aurait pas su améliorer ses rapports avec la ville de Nanterre.

En 1987, le gouvernement de Jacques Chirac avait cédé à un élu la présidence du conseil d'administration d'un établissement que l'Etat contrôlait statutairement, mais dont la mission devait se terminer en 1992. Les socialistes et le président de la République ont eu une autre ambition, celle de prolonger l'opération d'intérêt national en réalisant l'aménagement de l'axe historique, au-delà de la Grande Arche. Ils ont alors nommé un fonctionnaire à la tête de l'EPAD, ce qui avait été qualifié à l'époque de « coup d'Etat » par les élus. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, avait donc annoncé le 1^{er} août 1990, en pleine torpeur estivale, la décision d'aménager

la Défense jusqu'à Nanterre et à la Seine.

L'EPAD, dont la mission allait être prolongée à cette occasion jusqu'en 2007, se voyait chargé de détruire les innombrables navires d'art qui attendaient depuis plusieurs années d'acquiescer l'autoroute A14 Orgeval-la Défense, et d'effectuer celle-ci jusqu'à l'échangeur avec la rocade A86. L'établissement public devait ensuite poursuivre l'axe historique depuis la Grande Arche, pour y aménager une « composition urbaine où la nature serait prépondérante, à partir de laquelle Nanterre pourrait se restructurer ».

Christophe de Chenay
Lire la suite page 21

(1) Le conseil d'administration de l'EPAD est composé de neuf représentants de l'Etat et de huit représentants des collectivités locales.

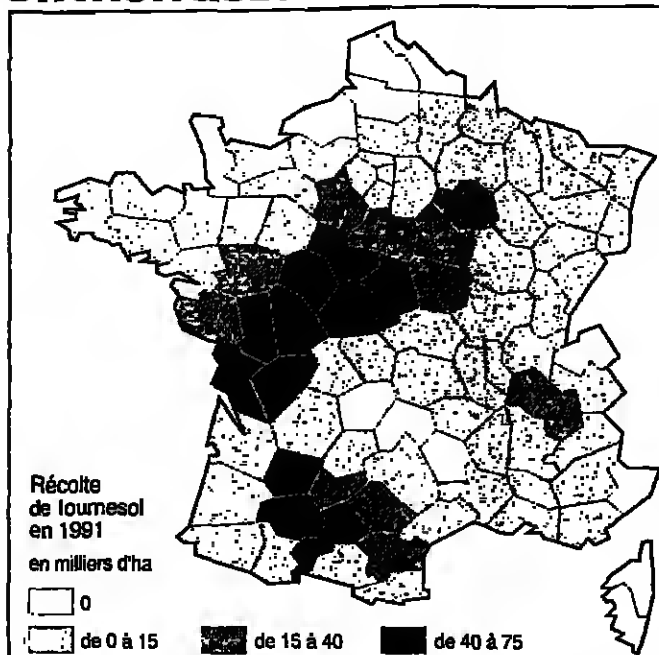


Parce qu'elles ne se font pas en un jour, les villes ont besoin d'un allié financier tous les jours.

Généralistes locales. Du rôle d'agence de routes, de lycées... le Crédit Foncier finance totalement ou partiellement vos investissements, à des taux très compétitifs. Sa souplesse et sa rapidité d'action font du Crédit Foncier votre meilleur partenaire dans le temps.

CRÉDIT FONCIER
Votre allié dans le temps

STATISTIQUES



Les terres du tournesol

Mardi 8 juin, la France a accepté l'accord sur la limitation de la production européenne de graines oléagineuses (le Monde du 10 juin). Les productions de colza et de tournesol ont pratiquement doublé en quinze ans dans l'Hexagone. La carte illustre la répartition des surfaces consacrées au tournesol après la récolte de 1991. Elle met en évidence l'importance de cette culture dans des départements de l'Ouest atlantique.

Source SIDO.

BLOC-NOTES

AGENDA

- Service public local. - L'Association des administrateurs territoriaux, qui préside Bernard Ode, secrétaire général du conseil général de la Drôme, organise un colloque sur « L'avenir du service public local », vendredi 25 juin à Nîmes (Gard). Chercheurs, hauts fonctionnaires et cadres territoriaux s'interrogeront sur l'évolution du service public local. En fonction de quels critères choisir une exploitation en régie plutôt qu'une concession? Renseignements au (01) 30-38-36-11.
- Inéculité. - L'Institut d'études politiques de Rhône-Alpes organise un séminaire sur « La place de la sécurité privée dans la gestion de la cité », à Grenoble, vendredi 25 juin. Comment la grande distribution gère-t-elle la sécurité? Quelles sont les nouvelles réponses de la justice face à la délinquance urbaine? Telles seront les questions posées au cours de ce colloque qui s'adresse aux fonctionnaires territoriaux, aux cadres du secteur HLM, aux responsables de la grande distribution. Renseignements au (16) 76-82-60-13.
- Marchés publics. - La Maison des collectivités locales organise un colloque sur « La nouvelle situation juridique des marchés publics, des marchés d'entreprises de travaux publics (METP), et des délégations de services publics », mercredi 23 juin à Paris. Les participants présenteront la loi du 29 janvier 1993, dite loi anticorruption, et ses conséquences sur les procédures de délégation des services publics. Renseignements au (01) 45-35-00-00.
- Anciens de Sciences politiques. - L'association des anciens élèves de Sciences-Po et l'Institut d'études politiques (IEP) organisent une série de conférences à destination des anciens Sciences-Po du service public. Mercredi 30 juin, Bernard Stier, secrétaire général du Conseil d'Etat, traitera de « Actualité juridique, législative, réglementaire et contentieuse »; mardi 6 juillet, Alain Laroche, directeur de l'IEP de Paris, traitera de « Actualité politique et parlementaire »; mercredi 7 juillet, Raymond Barre, ancien premier ministre, fera un exposé sur « Conjoncture économique française et internationale ». Renseignements au (16) 43-42-50-50.
- Politiques urbaines. - La Conférence permanente sur l'aménagement et l'urbanisme (CPAU) et le réseau Réflex organisent le 1^{er} juillet à Bâges, près de Bordeaux, un colloque sur le thème : « Les quartiers populaires, entre nostalgie et recomposition ». Philosophes, sociologues et urbanistes s'interrogeront sur les mutations des quartiers dits populaires et proposeront de nouvelles options pour les politiques urbaines. Renseignements au (16) 56-17-11-43.
- Monde rural. - Le groupe Pour un monde rural vivant, qui rassemble des associations comme les élus de la montagne (ANEM) ou des fédérations de foyers ruraux, organise, jeudi 17 juin à Paris, un colloque sur la loi d'administration territoriale et la coopération intercommunale. Un bilan de cette nouvelle orientation doit être présenté à partir d'une enquête réalisée auprès de 250 nouveaux groupements de communes, ensuite un débat est prévu sur les perspectives de coopération communale. Renseignements au (16) 45-22-15-13.
- Gestion urbaine. - L'Institut universitaire de technologie (IUT) d'Aix-en-Provence a créé en octobre 1992, au sein du département Carrées sociales, une formation en gestion urbaine. Selon les responsables de cette formation, l'objectif est de préparer les étudiants aux métiers de l'ingénierie sociale et de la gestion dans les collectivités locales et les gestionnaires (SEM et autres associations). Cette formation de niveau bac + 2, originale en France, accueille 56 étudiants par promotion. Renseignements au (16) 42-28-57-23.

STATUT DE L'ÉLU

FEU VERT POUR LES RETRAITES

Maires et conseillers peuvent désormais se constituer une rente viagère, ils ont même le choix entre deux régimes

LES retraites des élus locaux sont pour l'instant « scandaleusement faibles », selon l'expression de nombre d'entre eux. Il n'est pas rare que, après trois mandats, le maire d'une commune de moins de 500 habitants touche une pension de 200 francs par an seulement! La loi du 3 février 1992 sur les conditions d'exercice des mandats locaux entendait améliorer le quotidien des élus en instituant notamment une retraite complémentaire par rente (le Monde du 15-16 novembre 1992). La publication au Journal officiel d'un décret en date du 25 mai donne le feu vert à cette mesure.

La retraite par rente est une retraite par capitalisation, et non par répartition. La démographie des élus impose un tel régime. En effet, le contingent des retraités grossit à chaque renouvellement électoral, tandis que le nombre de sièges, par conséquent d'actifs, reste invariable. Le législateur a donc estimé que les élus devaient se constituer

eux-mêmes leur pension. Néanmoins, la formule retenue n'est pas celle de l'épargne-retraite. Les cotisants ne doivent pas toucher un capital, mais une pension viagère.

Qu'ils meurent sexagénaires ou qu'ils finissent centenaires, ils percevront chaque mois une allocation, dont le montant est fixé au moment de la signature du contrat. Cette disposition implique que la gestion des retraites se fasse de façon collective. En effet, les pensions de ceux qui meurent jeunes doivent alimenter les pensions de ceux qui vivent plus longtemps.

Associer les cotisants à la gestion

La constitution de la retraite par rente incombe pour moitié aux élus et pour moitié à la collectivité. Environ 150 000 personnes sont concernées. Il s'agit de maires, d'adjoints, de conseillers généraux ou régionaux ainsi que de présidents et vice-

présidents de groupements percevant une indemnité de fonction. Leur cotisation ne peut excéder 8 % du plafond de cette indemnité, précise le décret du 25 mai. Le « marché » des retraites représente donc, au minimum, 400 millions de francs par an, estiment les spécialistes.

Compte tenu des sommes en jeu et du fait qu'elles seront constituées, pour moitié, de fonds publics, le précédent gouvernement s'est longuement interrogé sur la forme juridique la plus souhaitable pour la gestion des retraites. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, et René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration, préféraient un système mutualiste.

En effet, ils ne souhaitaient pas que l'argent des retraites alimente des sociétés à but lucratif. De plus, ils tenaient à ce que les élus soient largement associés à la gestion de leur caisse. Les mutuelles n'offraient pas garanties : les sociétés financières avec lesquelles elles passent des conventions se rémunèrent en prenant des frais de gestion, mais elles n'ont pas le droit de se servir les bénéfices qu'elles peuvent réaliser en plaçant l'argent des retraites.

Lutte pour un marché

Eo revanche, les assureurs peuvent récupérer 25 % de ces bénéfices. Néanmoins, le ministre du budget, soucieux de faire respecter les règles de la concurrence, ne voulait pas donner un monopole aux mutuelles. D'ailleurs, le fonctionnement mutualiste est lourd : convoquer des milliers d'adhérents en assemblée générale est compliqué et coûteux.

Bien qu'il s'offre qu'une démocratie représentative, le régime « assuratif » ne devait pas être écarté, estimait Michel Charasse. D'autant plus que les contrôles prévus par le code des assurances sont très stricts et bien rodés. Enfin, le professionnalisme des assureurs n'est pas contestable.

MM. Sueur et Teulade ayant néanmoins obtenu gain de cause auprès de Matignon, leurs services ont rédigé un projet de décret stipulant que le régime des retraites serait géré selon les

règles du code de la mutualité. Le texte, soumis au Conseil d'Etat, a reçu un avis négatif en février dernier. En effet, la loi sur les conditions d'exercice des mandats locaux n'habilitait pas le gouvernement à restreindre la liberté de choix des élus. Le gouvernement de M. Balladur a repris le dossier. Le décret qu'il vient de faire publier ne prévoit aucune restriction.

Fortes de cette liberté, une association et une mutuelle vont se disputer le marché. L'Association des maires de France (AMF), que préside Jean-Paul Delavoye (RPR), soutient un régime baptisé Fonpel (Fonds de pension des élus locaux), régi par le code des assurances. Elle va demander à la Caisse des dépôts et consignations de centraliser les cotisations et de verser les rentes.

La Caisse des dépôts gère déjà l'Ircantec, régime complémentaire de retraite des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales, auquel sont affiliés tous les élus susceptibles de se constituer une retraite par rente. C'est un consortium d'assureurs, choisis après appel d'offres, qui sera chargé de placer l'argent et de le faire fructifier.

L'AMF souhaite progressivement élargir le conseil d'administration du Fonpel à d'autres associations d'élus. Mais les conseillers généraux et régionaux accepteraient-ils de détenir une participation minoritaire au sein d'une assemblée de maires?

La Mutuelle des élus locaux (Mudel), que préside Alice Sauvier-Seit (UDF), a créé une caisse autonome mutualiste baptisée Carel (Caisse de retraite des élus locaux). « Il ne faut pas que la gestion des retraites soit confiée exclusivement à l'AMF et à la Caisse des dépôts et consignations. L'intérêt des élus réside dans la concurrence », explique Gérard Quelion (UDF), secrétaire général de la Mudel. Les partenaires financiers de cette mutuelle sont le Crédit lyonnais et la BRED-Banque populaire.

La gestion administrative sera confiée à la Fédération mutualiste parisienne. Pour attirer les élus, la Mudel propose une formule d'épargne susceptible de s'ajouter à la retraite par rente et d'intéresser ceux qui veulent cotiser au-delà du plafond réglementaire.

Les affinités politiques détermineront sans doute le choix des élus. Toutefois, ils auront intérêt à comparer les cotisations, chiffres en mains avant d'opter pour l'un ou l'autre régime.

R. Rs
AMF, 41, quai d'Orsay, 75007 Paris. MUDEL, 400, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

DÉBATS

PRIVATISER PARIS

par Alain Dumait

PAS plus que l'Etat ou d'autres collectivités publiques territoriales, la Ville de Paris ne tient un bilan de sa situation patrimoniale en actif et passif. Car nous sommes dans un pays où les agents publics se dispensent allégrement des règles comptables imposées pourtant au moindre « travailleur indépendant ». Du coup, au regard d'un endettement - hors les engagements par caution - dont on sait seulement qu'il s'accroît dangereusement depuis dix ans (pour la Ville comme pour toutes les autres collectivités locales, comme pour l'Etat...), on ignore quels sont les actifs. Ce qui évite de se poser la question de savoir s'ils sont mobilisables ou non...

Hier, cette question pouvait paraître théorique ou idéologique. Aujourd'hui, elle est d'ordre pratique. Demain, la Ville, pour financer un budget d'investissement même réduit, va-t-elle continuer à augmenter les impôts de 11 % en 1994 comme en 1993 (il), va-t-elle continuer à emprunter et accroître la charge de sa dette, ou, au contraire, va-t-elle se résoudre à vendre une partie de son patrimoine, celle qui n'est en rien nécessaire au bon fonctionnement des services municipaux?

Cette troisième voie est possible. Malgré l'absence d'un véritable bilan patrimonial de la Ville, on sait qu'elle est propriétaire d'un peu plus de 10 000 immeubles entiers et de 12 % du patrimoine construit à Paris. La Ville possède en toute propriété la moitié du territoire de la commune. Chaque année, elle accroît un peu plus ses emprises foncières : 40 hectares encore acquis en 1992, au prix

moyen incroyablement bas de 3 200 francs le mètre carré!

La Ville, bien avant 1977, quand Jacques Chirac s'est installé à la Mairie, a toujours considéré son fichier domanial comme un véritable secret d'Etat. Sans doute parce qu'une foule de propriétés qui s'y trouvent, pour des raisons historiques, n'ont rien à y faire du point de vue du strict fonctionnement des services municipaux.

Dans le 2^e arrondissement, la Ville est propriétaire du palais de la Bourse. Que ne l'a-t-elle vendu il y a quelques années, 500 ou 600 millions de francs (estimation des domaines) quand les élus de cet arrondissement le suggéraient? Entre-temps les agents de change sont devenus de simples dirigeants de filiales bancaires, le palais est aux trois quarts vide et le quartier, autrefois vivant, est sommeillant...

Un petit nombre de privilégiés

Beaucoup d'immeubles appartenant à la Ville sont de type bourgeois et trop anciens pour avoir été construits au titre de la politique sociale du logement. La Ville a commencé, au compte-gouttes, une politique de vente de certains ensembles (en particulier boulevard Suchet, dans le 16^e arrondissement). Depuis six ans, elle a remis sur le marché libre quelques dizaines de logements quand, dans le même temps, elle faisait l'acquisition de 800 immeubles entiers, notamment pour ses opérations de rénovation.

Si elle le veut, la Ville peut, à partir de maintenant et jusqu'à la fin de la prochaine mandature (en 2001), financer l'essentiel de

son budget d'investissement par la mise sur le marché d'une partie de son patrimoine non liée au fonctionnement des services municipaux. Au moins, le minimum serait-il que son compte foncier (un peu plus de 1 milliard de francs), qui lui permet de procéder à des acquisitions, soit alimenté par des cessions d'autres biens immobiliers.

Sur un plan moral, on peut s'interroger sur la justification qu'e la Ville - comme au temps des préfets - d'être propriétaire d'immeubles de standing. Ceux-ci ne peuvent servir qu'au logement d'un petit nombre de privilégiés qui apparaissent comme des protégés de la municipalité.

Sur un plan politique, on se demande pourquoi la politique de privatisations engagée par Edouard Balladur au niveau de l'Etat ne serait pas bonne - et même encore meilleure - au niveau de la Ville.

Sur un plan pratique, les biens qui seraient vendus par la Ville ne pourraient être que mieux gérés, davantage valorisés. Enfin, sur un plan économique, la Ville (comme l'Etat) doit laisser aux entreprises, sur le marché financier, le plus de ressources d'épargne disponible possible. Pour lutter contre le chômage, l'argent doit aller aux emplois productifs et non pas en être détourné par les collectivités publiques. De même, autant qu'elles le peuvent, celles-ci doivent laisser aux particuliers la disponibilité de la plus grande partie possible de leurs revenus : et donc réduire les prélèvements, c'est-à-dire les impôts. Ce qui suppose, au minimum, qu'on s'interdise de les augmenter!

Alain Dumait est conseiller de Paris (UDF-PR), adjoint au maire du 2^e arrondissement.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Juin 1993

■ L'ONU à la recherche d'un nouveau souffle

A l'approche de son cinquantième anniversaire, l'Organisation des Nations unies est confrontée à une véritable crise de croissance. En dépit de son impuissance en Yougoslavie, l'ONU est de plus en plus sollicitée, et éprouve de grandes difficultés à assumer financièrement ses diverses missions. En outre se pose un problème de représentativité : le Conseil de sécurité s'ouvrira-t-il au Japon et à l'Allemagne?

■ Le commerce extérieur de la France

En 1992, pour la première fois depuis 1978, la balance commerciale de la France a été excédentaire. La « contrainte extérieure » se desserre, grâce notamment aux efforts de maîtrise de l'inflation. Mais ce rééquilibrage des échanges semble précaire : les entreprises françaises devant batailler durement pour continuer à exporter vers des pays touchés par la crise ou dont les monnaies ont été dévaluées.

Ao sommaire des Clés de l'Info : les mécanismes de la récession, l'IRA et le conflit en Irlande du Nord, la gauche et les entreprises, la crise du Parti socialiste, la CSG, l'indépendance de la Banque de France, le code de la nationalité, l'assouplissement du vote par procuration, la naissance du journal « le Jour », le fin de l'enseignement obligatoire du français en Algérie.

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Le Monde

En vente chez votre marchand de journaux

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES-MARS 93

RÉGIONS

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

LA SEYNE-SUR-MER
REPENSE ENFIN SON AVENIR

Après trois ans d'atermolements, la ville des chantiers navals a décidé de réviser ses projets

DURANT deux siècles, La Seyne-sur-Mer (Var) a été le cœur de la construction navale. En 1989, leur fermeture, est perçue comme un cauchemar dans cette ville, la seconde du département (54 000 habitants) qui perd alors 4 000 emplois et se retrouve brusquement avec 30 % de chômeurs. Aujourd'hui les bulldozers ont tout gommé ; il ne reste rien des vastes hangars, des aires et des superstructures. Le site est désert. Les austères bâtiments des anciens chantiers ne font plus écran au grand large.

Jamais La Seyne n'avait envisagé son avenir sans cette mono-industrie essentielle à son économie. Et il lui aura fallu plusieurs années pour prendre conscience que la solution devait être recherchée au-delà du cadre étroit de ses chantiers enclavés au cœur de la ville.

A peine les derniers ouvriers de la «Navale» ont-ils quitté le site qu'est présent un gigantesque projet pour y faire suite : «Marépolis», ce «technopôle de la mer» alliant

la recherche, l'aménagement industriel et les activités culturelles-touristiques, a été imaginé et élaboré dès 1988 par M. Kilmoff, un ancien cadre des chantiers. Cela s'inspire de Jules Verne mais rien n'est trop ambitieux pour cette ville à la recherche de nouvelles amarrures. Rapidement, 4 000 personnes vont se retrouver au sein de «Var Objectif 2000», une association qui défend Marépolis ; c'est le temps de l'exploitation et de l'espoir. D'autant qu'une étude réalisée en juillet 1989 par la cité des sciences et de l'industrie valide le projet. Les convulsions ne manquent pas... 32,5 hectares en plein centre-ville, au cœur de la rade de Toulon. Voilà qui réveille des intérêts et ne manque pas de créer des tensions.

Un milliard de francs

En juin 1990, le conseil général du Var achète pour 45 millions de francs les 14 hec-

tares juxta, les 18,5 autres appartenant au domaine public maritime. Mais La Seyne préfère les racheter en septembre 1991 et porte à la présidence de la Société anonyme d'économie mixte (SAEM), créée en avril 1990, Charles Scaglia, maire de la ville, en remplacement de Maurice Arreckx, président du conseil général. Tractions, tensions et dissidence s'ensuivent. La municipalité craint d'être dépassée de ce patrimoine dont elle pense pouvoir garder seule la maîtrise.

Ressources et valorisations (une filiale de la Compagnie générale des eaux) et un groupe britannique (The World Sea Center Ltd) à qui l'on doit un aménagement harmonieux des chantiers navals de Stanford sont sur les rangs. Mais plus de 1 milliard de francs de capitaux privés sont nécessaires à l'aménagement du site et le maire de La Seyne tentera vainement de rapprocher les deux investisseurs potentiels (voir le Monde du 9 mars 1992). Le dossier traîne et les responsables de la

SAEM semblent plus préoccupés de commercialiser rapidement quelques terrains que d'avoir une approche globale et cohérente du site futur. L'opérateur britannique est privilégié. Son projet est assez proche de celui, initialement retenu dans le cadre de Marépolis : une convention est signée en mai 1992 avec la SAEM et le commune, mais elle semble plutôt favorable aux Britanniques et met en évidence, une fois de plus, le problème de la zone située sur le domaine public maritime que l'Etat ne souhaite pas mettre gratuitement à la disposition des aménageurs.

Un axe économique-industriel

«En fait, nous sommes aujourd'hui devant un puzzle dont il faut récupérer les différentes pièces avec des études qui ne sont pas faites et une convention à renégocier», explique Jacques Mikaelian, l'urbaniste consultant qui a pris la direction de la SAEM il y a six mois. Le dossier de procédure de la ZAC n'est pas entamé et il est urgent de réaliser les études géotechniques, urbanistiques et de capacité d'accueil. Tout cela doit se faire dans un large consensus avec la commune, le département, la DATAR, la région, la DDE, la marine, la chambre de commerce et tous les autres partenaires. D'où la nécessité mise en place d'un schéma régional

d'aménagement sans lequel il était impossible d'avancer.

Aujourd'hui, les études de base peuvent enfin démarrer. En attendant que l'Etat accepte de rétrocéder les 14,5 hectares du domaine maritime. «Les différents décideurs peuvent se retrouver autour d'une même table pour définir l'organisation de l'espace» en utilisant les 40 millions de francs de subventions de la Communauté européenne pour des études de ce type. «Un site ne peut attirer qu'en fonction de la qualité de sa composition urbaine», précise Jacques Mikaelian pour qui Marépolis est un des éléments de la nouvelle configuration de la rade de Toulon. Le groupe de travail ne s'y est pas trompé qu'il s'intéresse à la prospective dans le cadre d'une cohérence et d'une continuité urbanistiques dont Marépolis sera aussi le point fort d'un axe économique-industriel de cette rade qui devra concilier l'arrivée du porte-avions nucléaire Charles-De-Gaulle, la relance d'une industrie traditionnelle tournée vers le mer et le renouveau touristique important sur un littoral encore vierge et déficitaire en emplois. Avant de dossiers dont la commune de La Seyne-sur-Mer semble enfin réaliser qu'elle ne peut trouver de solution dans une autarcie qui lui a déjà coûté les chantiers navals.

de notre correspondant à Toulon José Lenzini

LANGUEDOC-ROUSSILLON

SCÈNES DANS UNE CAGE D'ESCALIER

Le théâtre a transformé la vie plutôt triste d'un quartier de Béziers

A première vue, c'est une rue banale, comme une autre, dans la cité de la Devèze à Béziers, un quartier de mauvaise réputation inclus dans le plan de développement social des quartiers. Les garages y sont «étagés», les entrées grises et délavées. Pourtant, à sa manière, la cage d'escalier du numéro 10 de la rue Capendéguy vit un petit coin de fête. Dès l'ouverture de l'immeuble en 1972, quelques habitants se sont mis en tête de faire connaissance avec leurs voisins de palier. Dans un monde où chacun ignore l'autre, où «on se regarde en chien de fennec», remarque Marie-Rose Panza, une retraitée qui habite au premier étage, on se disait qu'il serait bon de se rencontrer. Au moment du carnaval, trois voisins décident de se déguiser, inattendu à un les dix étages de l'immeuble, et vont distraire les habitants de la cage d'escalier.

Trois ans après, une cinquantaine de personnes s'entassent sur le palier du premier étage pour tirer les rois. On ouvre simplement les portes des appartements pour permettre aux personnes âgées ou handicapées d'avoir accès aux fauteuils et de se réchauffer. Plus tard, on invente un jeu de société sur l'histoire de Béziers auquel participent les locataires autour d'un repas pris en commun dans ce même escalier. Cette année, pour varier les plaisirs, on a fait la chandeleur en faisant sauter des crêpes.

Ainsi, chacun se sent membre d'une petite communauté soudée par son appartenance à la même HLM. On se donne aussi un coup de main. «Maman est malade, mais je sais que je peux frapper à n'importe quelle porte si j'ai besoin d'une aide ou d'une voiture pour aller à la clinique», confie Yvette Michel, l'infirmière du 10^e étage. Cette fraternité plus débouchée sur une solidarité plus organisée face aux petits tracas qui sont le lot de la vie dans la cité. «Quand on a eu des problèmes de vide-ordures ou de boîtes à lettres, on a fait une lettre commune», poursuit Marie-Rose.

Il y a un an, une délégation est allée trouver le responsable du DSQ à Béziers, Jean-Claude Martinez, pour dénoncer la pré-

sence d'un conteneur indésirable placé juste devant un arrêt de bus. Et ils en ont profité pour lui parler de leurs «fêtes». Ce dernier leur a suggéré de raconter leur vie dans la cité sous la forme d'une pièce de théâtre qu'ils pourraient ensuite jouer. La direction régionale de l'action culturelle et l'office départemental d'action culturelle se sont joints au DSQ de Béziers pour financer l'opération.

Une comédienne professionnelle a accepté de relever le défi. Netashe Cashman, de la compagnie Zing Théâtre, installée à Béziers, a d'abord écouté les habitants. Après plusieurs réunions de travail, puis d'improvisation à partir de scènes de la vie quotidienne, elle a commencé à écrire leur vie. «Un voisin se dispute avec un autre au sujet du bruit qu'il fait», raconte-t-elle. Des enfants jouent dans un bac à sable qui ressemble plutôt à des toilettes pour chiens... Elle a ainsi inventé à partir de petits événements véritables l'histoire d'un groupe de locataires qui dans un premier temps connaît des problèmes (divorce, solitude, drogue) mais retrouve progressivement le goût de la fête et de la communication.

S'ils ont participé à la construction de la trame, tous les locataires ne se sont pas transformés en comédiens. Chacun a donc recruté autour de lui, dans la rue, dans les magasins même, mais toujours dans le quartier de la Devèze. Un noyau de treize comédiens, de six à soixante-dix ans, s'est ainsi constitué. Aujourd'hui la pièce est prête. La Devèze exportera bientôt ces tranches de vie dans des festivals de comédiens amateurs. «Jouer nous a surtout appris à faire exister l'autre, donc à le faire participer», explique Georgette Bnauquet, la doyenne du groupe. C'est une belle leçon. Cela a aussi permis de créer un nouveau type de relations entre les habitants de la «cage d'escalier» et le responsable du DSQ. Mais ce fut surtout l'occasion de montrer à l'extérieur que la Devèze de Béziers est finalement un quartier «bien plus sympa qu'on le dit».

de notre correspondant à Montpellier Jacques Monin

BOURGOGNE

LE VAL LAMARTININ RETROUVE LE CALME

Entre Mâcon et Cluny, la SNCF installe 7 600 mètres d'un mur antibruit

«QUELLE étoile silencieuse me valait-elle se disaient aujourd'hui avec regret les habitants des huit communes du Maconnais que la mise en œuvre de la ligne TGV Saint-Florentin-Sathonay a sorti un beau matin de 1981 de leur plume lamartinienne pour les plonger dans les bruyantes réalités du siècle des bogies.

Bien qu'à l'époque elle ait vu le chantier du TGV tracer son sillon dévastateur à travers buttes et coteaux et qu'elle ait langonné, et avec vigueur parfois, comment la construction du fameux viaduc «de la Roche» qui surplombait le pittoresque village de Sologny, la population du val n'avait pas compris, au moment de son interruption, que le monstre d'acier nommé TGV allait perturber à ce point sa vie quotidienne. Dans cette campagne tout en ronds et en carrés, on craignait surtout la défiguration du paysage. Elle n'a pas eu lieu. Pour le reste, la SNCF se montrait rassurante, et rares étaient ceux qui se doutaient que le traumatisme naîtrait des nuisances sonores.

Douze ans plus tard, les villages concernés réunis au sein de l'APVL (Association de protection du val lamartinien) ont gagné leur bataille contre le bruit. D'une part, en obtenant du législateur qu'il se penche sur le problème : une loi du 31 décembre 1992 vient de réduire à 60 décibels le niveau

de bruit moyen des passages des trains, et les premières rames atteignent presque 100 décibels, a rappelé M. Doumet, président de l'association. D'autre part, en convainquant la SNCF de faire construire, sur 20 kilomètres environ, quelque 7 600 mètres de mur antibruit. Il s'agit d'une formule originale dite «à casquette» qui permet une meilleure diffusion des sons. «Ce mur illustre aussi la victoire du dialogue sur l'affrontement», estime M. Doumet, qui mène depuis le début le combat des victimes du bruit.

Une technique originale

A ses côtés, plusieurs maires dont M. Jantzen, président du SIVOM et maire de Prissé (où fut érigé en 1991 un premier mur qui ne donna pas satisfaction aux habitants) et une population de quelque 5 000 à 10 000 personnes qui ont participé à une trentaine de réunions, trois manifestations sur les voies et préparé des kilos de dossiers. «Et tout cela, explique un riverain, pendant que le rythme du trafic s'amplifiait encore. Aujourd'hui les 110 à 150 convois journaliers roulent à 270 km/heure».

C'est en 1993 que l'ambiance a changé et que les adversaires sont devenus partenaires. «Trois facteurs ont per-

mis cette évolution, explique M. Doumet : l'émergence des phénomènes écologiques ces dernières années, le souci commercial de la SNCF qui a compris que notre association empoisonnait son image et l'arrivée d'une nouvelle équipe à la direction régionale».

C'est donc dans un climat de confiance restaurée que s'est ouvert le chantier qui devait faire du val lamartinien le prototype de la lutte anti-bruit. Composés de ciment et de bois selon une technique développée par une société française installée à Gucet (Creuse), les panneaux «à casquette» qui constituent le mur du val lamartinien sont érigés à quatre mètres des voies actuelles par une entreprise spécialisée dans ce genre de travaux. La faible largeur du remblai et la proximité de la voie ferrée ont nécessité la mise au point de deux engins spécifiques, l'un pour le transport, l'autre pour le levage. Chaque trançon de mur mesure au moins un kilomètre. Les murs feront l'objet par ailleurs d'une intégration dans le paysage par l'implantation d'une structure végétale.

Les travaux devraient être achevés à l'automne prochain. Ils coûteront quelque 78 millions de francs qui incluent la participation du conseil régional de Bourgogne et du conseil général de Saône-et-Loire, mais pour un montant encore à l'étude. Le long du trajet, à l'heure où le printemps invite les résidents à s'installer sur les terrasses accueillantes des maisons maconnaises, les riverains attendent beaucoup de cet équipement innovant, d'autant plus que M. Deveaux, directeur régional adjoint de la SNCF, a soulevé de nouveaux espoirs en annonçant la suppression prochaine du freinage par sabots sous les roues des remorques et le lancement d'un programme de recherche afin d'optimiser la forme des roues et des rails. Au total, une dizaine de décibels en moins.

de notre correspondante à Mâcon Claudine Mettetal

AUVERGNE

Un McDonald's à Aurillac

L'enseigne rouge et jaune se dresse fièrement dans le ciel auvergnais. L'ouverture d'un McDonald's a constitué un événement dans le Cental dans la mesure où les plus proches établissements de ce type se trouvent à Clermont-Ferrand, Toulouse ou Limoges. «Une étude de marché a été réalisée. Si l'existence de l'antenne universitaire a été prise en compte, notre objectif premier est de nous adresser aux familles. Nous devons pouvoir compter sur une zone potentielle de chalandise de cent mille habitants environ», explique Jean-François Coudray, le directeur de ce restaurant qui est franchisé pour une durée de vingt ans. Il se retrouve à la tête d'une PME employant une cinquantaine de salariés dont une dizaine qualifiée sous contrat hebdomadaire de vingt heures.

Les réactions de méfiance des restaurateurs locaux, inquiets d'une telle implantation dans une ville de moins de 35 000 habitants, paraissent s'être estompées. M. Coudray se contente d'observer : «Les statistiques montrent que l'ouverture des McDonald's incite les familles à manger hors de chez elles, ce qui, à plus ou moins long terme, engendre des répercussions favorables sur la fréquentation des autres types de restaurants. Nous allons aussi développer la programmation d'animations et nous attachons à nous intégrer davantage dans la ville».

RHÔNE-ALPES

Romans dit «non» aux horodateurs

Les Romaneis ne se sont pas bousculés aux urnes, dimanche 6 juin. Invités par le maire, Henri Bertholet (PS), à se prononcer pour ou contre un projet d'aménagement du centre-ville (le Monde daté 30-31 mai), ils n'ont été que 20 % à participer au vote. Ils se sont en majorité (63 %) opposés au projet, parce que celui-ci prévoyait l'introduction du stationnement payant.

Le maire a dit qu'il tiendrait compte de cet avis, bien qu'il soit de nature seulement consultative. La municipalité n'introduira pas d'horodateurs, mais, pour favoriser une meilleure rotation des véhicules, elle va réactiver une «zone bleue» dans le centre-ville. Les conducteurs pourront stationner gratuitement pendant une heure et demie ; ensuite, ils auront une amende. Cette mesure exigera une surveillance assez lourde. Trois policiers municipaux devront être affectés à cette tâche. Estimant que le «non» des habitants ne concerne que le stationnement, et pas le projet d'urbanisme lui-même, le maire entend mener à bien cette opération, qui comprend rénovation de la voirie et nouveau plan de transport. Mais sa mise en œuvre prendra une dizaine d'années (au lieu de trois), les recettes du stationnement payant n'étant pas en rendez-vous avec l'annulation des véhicules s'annonçant moins rapide que prévu.

Le Monde EDITIONS

Enquêtes sur la droite extrême

René Monzat

On s'en aperçoit que la pire hypothèse est souvent la bonne

La République menacée

Dir. de L'Esprit Le Pen

Edouard Piech, Alain Rollat

Pour qu'on ne puisse pas dire, on ne peut pas...

EN VENTE EN LIBRAIRIE

POLITIQUES LOCALES JEUNESSE

22 et 23 juin 1993

Journées d'étude

Thèmes abordés :

- Participation des jeunes à la vie locale
- Organisation locale des politiques de jeunesse

CNOSF. Maison du Sport Français, 1, Av. de la Porte de Gentilly, 75013 PARIS

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :

INJEP. Dpt Centre de Ressources, B.P. 35, 78160. Marly-le-Roi
Téléphone : (1) 39 17 27 50. Télécopie : (1) 39 17 27 80

553 من لامل

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

Au sommaire du numéro de juin 1993

Le Monde des
DEBATS
Le Monde
PUBLICATION MENSUELLE - 15, RUE FAUBOURG, 75001 PARIS

JUIN 1993

NUMÉRO 9

ÉDITORIAL

Depuis deux ans, la Yougoslavie flambe à nos portes. Ce n'est pas un incendie, aurait dit Bernanos, d'un en enfer. Mais il y a plus de Bernanos, et si ce grand portraitiste trouve encore quelques dévotion, il peindra dans un album de plus en plus posé. Le grand silence des grands événements.

Guerres d'Ethiopie et d'Espagne, hier, de Yougoslavie aujourd'hui; ce ne sont pas les mêmes conflits, et nous rappelons dans ce sommaire toute la distance qui les sépare. Mais la question posée reste la même : faut-il ou ne faut-il pas intervenir ? - avec, face à elle, un ami et un ennemi, un déclinant des consciences.

Ce qui est nouveau, c'est l'apparition de deux alibis que nous mentionnons de lumière dans nos colonnes de janvier et février.

Le premier, évidemment, est celui de l'aide humanitaire. Urgence pour l'Europe : la première aide, la plus adhésive et la moins discutée, n'est-elle pas de se porter au secours des victimes ? Et comment refuser de sauver le dévouement et le courage de tous ceux qui s'y emploient ? Reste tout simplement les pleurs, les larmes, les sanglots, les cris d'angoisse.

Le second alibi est celui de la solidarité européenne et occidentale, qui rendent la possibilité de chaque pays. Cinq mille « camps » dans le monde, nous sommes prêts à accueillir les réfugiés de l'ex-Yougoslavie et qu'on nous envoie sans tarder. Mais tout se passe comme si l'agitation des soldats humanitaires ne tenait pas à nous d'un côté, mais à nous d'un autre.

La pire erreur que cette guerre d'Ethiopie ait pu faire dans la routine et l'oubli. Au soulagement de tous les responsables politiques, la possibilité de sauver les populations et les situations de violence nous ont permis de réviser la vie d'un de nos fils sur des champs de bataille si incertains.

L'été venu, et lorsque les derniers cris des morts et des blessés se sont tus, le silence nous a donc de l'absence de ces grands événements yougoslaves : à deux heures et demi d'aviation de Paris.

JACQUES-FRANÇOIS SEMON

1993 - 1 - 20,00 F

Les 30/40 ans

une génération culturelle

Service militaire ou service civil

Blanchir le travail au noir

Service militaire ou service civil

Blanchir le travail au noir

LES 30-40 ANS :

UNE GÉNÉRATION CULTURELLE ?

Des écrivains, des musiciens, un peintre, un cinéaste, un metteur en scène, une photographe, nés entre 1953 et 1963, expliquent comment dans leur travail de créateur ils se situent par rapport à la génération qui les a précédés et celle qui a suivi.

SERVICE MILITAIRE OU SERVICE CIVIL

Faut-il, comme certains le souhaitent, affecter davantage d'appelés à des activités civiles ? Ne risque-t-on pas ainsi de dénaturer le sens même du service national et de réserver à des soldats des emplois que pourraient occuper des chômeurs ? Les opinions d'un général, d'un spécialiste des questions de défense nationale, d'un syndicaliste, d'un démographe.

BLANCHIR LE TRAVAIL AU NOIR

Le travail clandestin ne cesse de se développer en France comme ailleurs ; doit-on l'interdire ou le prendre en compte comme un dernier recours avant l'exclusion ? Les points de vue d'un sociologue et d'un économiste.

INTERVENIR EN YUGOSLAVIE ?

Les Européens, lorsqu'ils s'interrogent sur l'attitude qu'ils doivent adopter vis-à-vis de l'ex-Yougoslavie, ne peuvent manquer d'évoquer deux précédents de l'avant-guerre : la guerre d'Espagne et la guerre d'Espagne. Les réflexions d'un historien.

EN VENTE EN KIOSQUE
LE 10 DE CHAQUE MOIS / 30F

ABONNEZ-VOUS 1 AN (11 NUMÉROS) : 270 F, SOIT 18 % de RÉDUCTION

Oui, je m'abonne au Monde des débats pour 1 an (11 numéros) : 270 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, et bénéficie ainsi de 18 % de réduction.
Pour les abonnements et l'étranger nous consulter au 49-60-32-90, pour les ventes en nombre au 49-60-32-68

Nom Prénom
Adresse Code postal Ville

Vous trouverez ci-joint mon règlement :
☐ Chèque joint
☐ Carte bleue n° Expire fin
☐ Carte Amex n° Expire fin
Bon à renvoyer à :

« Le Monde des débats », service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex / SUR MINTEL 3615, LEMONDE code ABO

PARIS DU TRAVAIL POUR OUBLIER LA D

T...

AMÉNAGEMENT L'AXE HISTORIQUE CHANGE DE DIRECTION

Le conseil...
Hauts-de-Seine...
Le conseil...
Hauts-de-Seine...
Le conseil...
Hauts-de-Seine...

Les collectivités associées

Le conseil...
Hauts-de-Seine...
Le conseil...
Hauts-de-Seine...
Le conseil...
Hauts-de-Seine...

مركز العمل

HEURES LOCALES

I L E - D E - F R A N C E

PARIS
DU TRAVAIL
POUR OUBLIER LA DROGUE

La capitale et la Fondation Platini s'associent pour permettre la réinsertion des anciens drogués

TOUJOURS difficile, la recherche d'un emploi par d'anciens toxicomanes risque de s'avérer impossible depuis la crise économique. L'objectif de la Fondation Michel-Platini (1), créée en 1987 par le célèbre footballeur français, est justement de rechercher des chefs d'entreprise prêts à offrir quelques places à ceux qui veulent retrouver une vie normale pour ne pas «replonger dans la drogue».

A la suite des Journées internationales des maires contre la toxicomanie, la Mairie de Paris a signé, en avril 1991, une convention avec la Fondation Michel-Platini. Dix postes sont en permanence offerts aux personnes recommandées par la Fondation. Elles effectuent des stages de six mois, renouvelables une fois, dans le service des parcs, jardins et espaces verts et dans celui du

génie civil qui prépare les grandes expositions et les manifestations organisées par la Ville. A la suite de ces stages, ces personnes peuvent devenir fonctionnaires si elles réussissent aux concours d'accès à ces professions. Les postes libérés sont proposés à de nouveaux candidats de la Fondation.

«Il me parlait de son bonheur et de sa joie devant la chance qui lui permettait d'oublier sa détresse passée», raconte Chantal Binart, chef-jardinier de la Ville de Paris, à propos d'un ancien toxicomane qui a travaillé dans son équipe. Il se sentait bien dans l'équipe, appréciait le travail et aura probablement une belle carrière dans ce métier. Et Jean-Pierre Lartigau, qui encadre aussi les jardiniers de la Ville, témoigne dans le même sens : «Cette expérience nous permet de

découvrir l'étendue et la complexité du problème de la drogue. Elle nous oblige à revoir la qualité des relations dans le travail, dans notre quartier. Et puis, qui nous dit qu'un tel drame épargnera un de nos proches».

250 anciens toxicomanes réinsérés

Jacques Chirac et Michel Platini ont rencontré, lundi 7 juin, ces agents de maîtrise qui ont accepté de recevoir dans leurs services ces anciens toxicomanes. Ceux-ci sont les seuls à connaître le passé de ces personnes qui ont passé dans les hôpitaux Marmottan et Sainte-Anne les tests permettant de vérifier leur aptitude et leur réelle volonté de travailler. «Il n'est pas question pour nous de dépanner une entreprise

ou un service public, précise Michel Platini.

Il faut que nous puissions offrir des stages dans des domaines très divers, afin d'augmenter les chances de réussite de l'insertion professionnelle. Nous prenons en charge des personnes encore fragiles qui ont besoin de s'investir dans leur travail.»

La Fondation, qui reçoit 300 personnes chaque année, a réussi à réinsérer professionnellement 250 anciens toxicomanes depuis sa création. Dix grandes entreprises en ont accueilli certains. La Ville de Paris, pour sa part, a reçu 17 candidats. Parmi eux, 11 se sont stabilisés dans leur emploi.

«Nous menons des actions de prévention dans les écoles primaires et les collèges, en collaboration avec le rectorat. Nous faisons également des actions ciblées menées par des structures de prévention, des clubs et des équipes de rue... explique Jacques Chirac. Mais une politique de lutte contre la toxicomanie serait vaine si elle n'intégrait pas le volet de la réinsertion.»

C. de C.

(1) 4, rue Camille-Mendes - 75017 Paris. Tél. : 42-67-06-57.

PORTRAIT

Pierre-Marie Cuny, coordonnateur de la culture

A quoi sert une direction des affaires culturelles ? «C'est un outil indispensable pour coordonner la politique culturelle dans un département», répond Pierre-Marie Cuny, qui a force de bataillon fini par obtenir la création d'une DAC au conseil général de Seine-et-Marne. Celle-ci regroupera l'ensemble des secteurs de l'action culturelle, à l'exception des archives, du patrimoine et de la lecture publique.

Situé aux confins de l'Ile-de-France, ce département de 1,2 million d'habitants mène une forte urbanisation, notamment autour des autoroutes A 4 et A 5, avec la survivance d'une ruralité importante. Les villes nouvelles de Marne-la-Vallée et de Melun-Sénart voisinent avec 514 communes dont les 75 % ont entre 3 000 et 5 000 habitants.

Autant dire que les besoins en matière culturelle sont différents et que notamment l'attraction de la capitale n'y joue pas de la même manière. Ainsi deux scènes nationales - La Ferme du Buisson à Marne-la-Vallée et La Coupole à Melun-Sénart - cohabitent avec une multitude d'initiatives locales.

De nombreuses chorales

«Jusqu'ici, le département était très essant en matière de théâtre, de musique et de danse», souligne Pierre-Marie Cuny. Celui-ci n'est pas novice dans ce secteur. Né à Dôle dans le Jura, il commence sa carrière comme régisseur dans un théâtre de Montbéliard (Doubs). Après avoir compris qu'il était davantage fait pour être agent culturel qu'artiste, il travaille dans les centres d'action culturelle de Franche-Comté puis devient chargé de mission à l'ADIAM (Association départementale d'information et d'ac-

tion muséale) du Doubs. En 1985, il part diriger celle des Landes.

Depuis son arrivée, il y a cinq ans, à la tête de l'ADIAM de Seine-et-Marne, il s'est déjà préoccupé de recruter du personnel et d'augmenter le budget qui est passé de 2,5 millions de francs à 13,5 millions de francs entre 1987 et 1992. Cela a notamment permis de mener certaines actions, comme la mise en place d'un plan biennal pour l'enseignement musical et chorégraphique. Dans le domaine de l'aide aux chorales, nombreuses dans le département, un plan de formation est en cours et a été élaboré en collaboration avec l'inspection académique.

«Notre but est d'avoir un rôle d'aménagement du territoire, notamment en apportant aux communes les moyens d'assumer leurs missions dans le cadre de l'enseignement, de la diffusion des pratiques amateurs et des pratiques professionnelles», explique Pierre-Marie Cuny. Six personnes dépendent directement de la direction des affaires culturelles, qui, par ailleurs, travaille en collaboration avec l'ADDACT (Association départementale de développement des arts plastiques, du cinéma et du théâtre) et l'ADIAM ; ces deux organismes emploient neuf personnes.

Un des objectifs de Pierre-Marie Cuny est d'unifier la politique dans tous les secteurs. Et pour sensibiliser les élus, il compte organiser en octobre prochain un séminaire d'une journée sur le rôle du ministère de la culture et du conseil régional. En 1994, il a déjà prévu de les initier aux rôles respectifs des élus, des associations et des professionnels dans le domaine culturel.

Françoise Chirost

AMÉNAGEMENT

L'AXE HISTORIQUE
CHANGE DE DIRECTION

Suite de la page 17

L'Etat autorisait en 1970 la construction de 1,2 million de mètres carrés de logements (en majorité sociaux), 300 000 mètres carrés de locaux liés à la formation et 600 000 mètres carrés de bureaux afin de financer ce gigantesque projet.

Cette décision prise dans l'euphorie du boom immobilier de la fin des années 80 allait être lourde de conséquences. Conséquence financière d'abord : l'ensemble de l'opération d'aménagement est estimée à 12 milliards de francs. Et ce qui paraissait possible en 1990 s'avère aujourd'hui beaucoup plus risqué pour les finances publiques. D'autant que l'Etat a ponctionné près de 1 milliard de francs sur la cagnotte de l'EPAD en 1986 et 1988, puis a effectué un nouveau prélèvement de 1 milliard de francs en 1991.

L'EPAD venait alors d'encasser une confortable plus-value sur la vente du premier immeuble construit à la Défense, la tour Esso. Un symbole, car sa destruction se poursuit aujourd'hui sans qu'on sache quand démarrent les travaux de reconstruction du projet des architectes Vigier et Jodry, dont une partie seulement a trouvé acquiescement. En effet, sur les 2,5 millions de mètres carrés de bureaux construits à la Défense, 250 000 sont actuellement inoccupés : autant dans l'ancien que dans les nouvelles tours édifiées ces dernières années, en particulier par la SARI de Christian Fellerin.

Si l'EPAD avait décidé de bloquer les nouvelles opérations dès que les difficultés dans l'immobilier sont apparues, l'état des stocks à la Défense et la conjoncture économique rendent aléa-

toire le commercialisation des programmes qui devaient être réalisés dans le cadre de l'aménagement de l'axe historique. Alain Maugard, son directeur général, qui devrait être prochainement remplacé par Christian Bouvier, se doit cependant d'engager la mission fixée à l'EPAD par l'Etat.

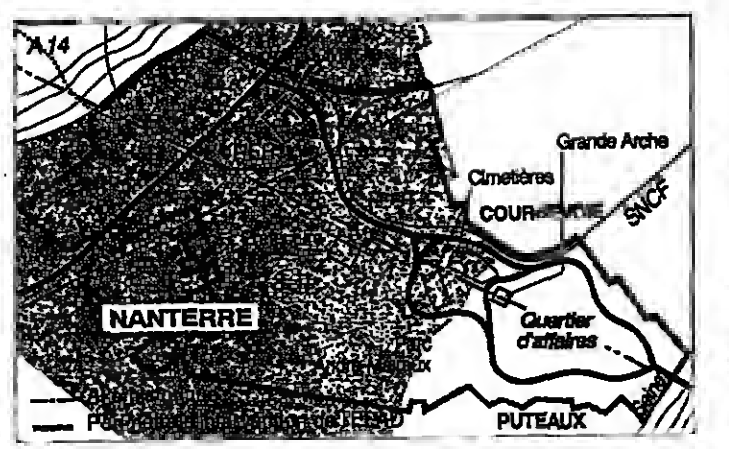
Des économies ont été décidées car le déficit de l'opération, même s'il est limité à 2 milliards de francs en 1995, pourrait ne pas être couvert par la vente de «droits à construire». Les travaux prévus dans la cité d'affaires ont été réduits de 300 millions de francs, l'abandon de la déviation en souterrain d'une ligne de RER a permis d'économiser 800 millions de francs, le rythme d'achat de terrains (dont le prix a commencé à baisser) s'est ralenti. Par contre, les travaux sur l'A 14, d'un montant de 1,2 milliard de francs, ont été largement engagés, et cette portion d'autoroute devrait être achevée à la fin de 1995.

L'EPAD avait également pu présenter, avant les élections législatives, à Jean-Louis Bianco,

ministre de l'équipement, qui l'avait accepté, et aux collectivités locales concernées le document qui devrait servir de base à l'aménagement du prolongement de l'axe historique de Paris. Intitulé «De la Seine à la Seine, un axe, une ville», il résulte d'un travail mené pendant un an sous la direction de l'architecte Paul Chemetov. Cette perspective s'organise autour d'un «axe nature» appelé la Vallée de l'Arche. Les premiers jardins, au pied de l'Arche et autour des cimetières de Puteaux et de Neuilly, seront livrés en 1995. Cet aspect du projet semble aujourd'hui bien reçu par les collectivités représentées au conseil d'administration de l'EPAD.

L'opposition de la ville de Nanterre

Il n'en est pas de même du volet sur la ville de Nanterre. On s'est ainsi vu en novembre 1992, lorsque Charles Pasqua a présenté, au nom du conseil général des Hauts-de-Seine qu'il préside, le projet de Grand Stade pour la Coupe du monde de football en 1998, combien le projet de l'EPAD était incompatible avec toute initiative locale. Le projet du futur ministre de l'Intérieur laissait certes en suspens beaucoup de questions urbanistiques, esthétiques, administratives mais



Les collectivités associées à la gestion

Le conseil général des Hauts-de-Seine a décidé le 9 avril, de créer, un comité de gestion de la Défense avec les communes de Puteaux et de Courbevoie. Il aura pour vocation d'orienter la gestion du quartier d'affaires et de concourir au financement de son exploitation.

En proposant la mise en place pour une durée maximale de quatre ans de ce comité, le conseil général des Hauts-de-Seine souhaite voir associées les collectivités locales à la gestion de la zone déjà aménagée par l'EPAD. Cette structure devrait ensuite se transformer en syndicat mixte de gestion.

Le comité, que préside le conseil de Courbevoie, est composé de représentants des

collectivités locales et du directeur général de l'EPAD. Il prendra ses décisions à la majorité des trois quarts, et devra se prononcer sur les orientations de la gestion de l'EPAD. Celles-ci concernent l'entretien, l'exploitation, le fonctionnement, l'équipement, la modernisation, le renouvellement, les grosses réparations, et, d'une manière générale, toutes les dépenses sur le quartier administré par l'EPAD. Le comité de gestion approuvera le budget de l'EPAD, qui continuera d'être exécuté sous la responsabilité de l'établissement public qui lui en rendra compte.

En contrepartie de ces nouvelles prérogatives, les trois collectivités verseront une contribution annuelle destinée à

couvrir progressivement le déficit d'exploitation de l'EPAD, estimé actuellement à 100 millions de francs. Elle sera de 10 millions de francs en 1993 et atteindra 60 millions de francs en 1998. La moitié de cette somme sera prise en charge par le département des Hauts-de-Seine, la reste étant réparti à parts égales entre les deux communes. Le solde du déficit demeurera à la charge de l'EPAD.

Le comité de gestion devra aussi préparer la mise en place, pour le 1^{er} janvier 1997 au plus tard, d'un syndicat de gestion de type syndicat mixte, qui lui succèdera en reprenant les compétences de l'EPAD.

Jean-Claude Pierrette

YVELINES

Les enfants et l'eau

Des élèves d'une classe élémentaire interrogent Pierre-Gilles de Gennes, prix Nobel de physique : c'est ainsi que s'est déroulée la célébration de la millième classe d'eau, le mardi 1^{er} juin à Saint-Germain-Laye. Lancée en 1987 par l'Agence de l'eau Seine-Normandie en 1987, cette opération a permis en 1993 aux élèves de 350 classes - maternelles, primaires et lycées - de se sensibiliser aux problèmes de l'eau. Découverte du cycle de l'eau, visite des installations d'eau potable et d'assainissement, actions des industriels et des agriculteurs, font partie de ce programme au cours duquel les enfants rédigent un livre de bord et réalisent un travail en commun (petit film, journal, conte musical, etc.).

Inventées pour des classes de 4^e, les classes d'eau ont largement dépassé ce cadre : des étudiants de l'Ecole nationale agronomique et des élus de l'Aisne ont bénéficié de programmes adaptés à leurs préoccupations. Le coût d'une classe d'eau est estimée à 8 400 francs. L'Agence de l'eau en finance la moitié. Le rectorat et le conseil général, certains industriels et les distributeurs apportent dans certains cas leur contribution.

TRANSPORTS

Une flottille pour les handicapés

Pour les handicapés, surtout pour ceux qui sont condamnés au fauteuil roulant, les déplacements sont très difficiles dans le capital, faute de véhicules adaptés : une dizaine de personnes publiques adaptées a été créée, et elle fait partie des grands dossiers du ministère de l'équipement, qui exerce sa tutelle sur la Défense.

Christophe de Chenay

radiotéléphones, seize véhicules (mini-bus et Renault Express) viennent d'être mis en service. Gérée par deux associations (le Groupement pour l'insertion des personnes handicapées et l'Association pour le mobilité des handicapés à Paris), cette flottille de «taxis» bon marché (40 francs la course) a été acquise grâce au conseil régional d'Ile-de-France et à l'AGEFPH (qui gère le fonds d'insertion pour les handicapés). Les chauffeurs, dont une dizaine d'appelés du contingent, sont payés par la Ville. L'investissement total est de 2,4 millions de francs, les frais d'entretien des chauffeurs s'élevant à 1,8 million par an. Ce service devrait assurer 30 000 déplacements supplémentaires par an et faciliter la vie de milliers de handicapés.

SEINE-SAINT-DENIS

Un bol d'air pour comprendre

Pour sensibiliser ses habitants aux problèmes d'environnement d'un département aussi exigu (238 km²) que peuplé (1 380 000 habitants), le conseil général organise, jusqu'au 30 juin, dans le parc de La Courneuve, une exposition sur l'eau, les espaces verts, le voirie et les infrastructures. Réalisée avec le concours de l'association Sciences, technologies et société, cette exposition est composée de trente-deux modules, conçus par Jean Kira, répartis sur deux parcours d'environ un kilomètre. Deux niveaux de lecture sont proposés : l'un rapide, mais révélant l'essentiel, grâce à des images et des messages directs, et l'autre permettant d'approfondir l'un des sujets abordés. Des rencontres et débats pour tous publics sont prévus avec les élus, professionnels et scientifiques, durant toute la durée de cette manifestation.

DOSSIER

BRETAGNE

La logo magnétique concurrence les pin's

Les pin's au placard, les logos à l'assaut des frigos. Une ère nouvelle s'ouvre pour les collectionneurs. Anticipant sur ce mouvement de fond, la région Bretagne vient de choisir ce nouveau mode de communication. Son logo bleu et vert sur fond blanc est désormais imprimé sur un carré de cotochouc élastique. Il va être largement distribué, les services communication du conseil régional promettant même de remplacer gratuitement tout logo magnétique dérobé par quelque envoi. C'est dire s'ils tiennent à lancer la mode. L'angoisse pour les épinglettes, stylos et autres porte-clés avait sérieusement faibli. Quant aux t-shirts, ils présentent, toujours selon les Bretons, l'inconvénient d'être plus souvent utilisés comme pyjama que comme robe de plage. Relégué sous la couette, le support de promotion n'attire plus qu'une cible restreinte.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Toulon met en scène son histoire

De la Telo Martius antique au marché du cours Lafayette, de la paste à la libération et de Bonaparte à Mayol, Toulon a eu son histoire. Sur les plages du Mourillon, chaque soir, à 22 heures, un spectacle gratuit retrace deux mille ans d'histoire en dix tableaux, et la fierté d'une ville qui ne veut plus faire de complexes face à ses voisins. Mélangeant danse, chant, théâtre, images sur des écrans géants, dans un décor de voilier qui sied à un port, c'est l'histoire de Toulon qui se joue. Toulon fera largement appel à cette figure de bonapartisme, racinée dans la ville. Richard Bohringer prête sa voix au texte de Jacques Kermool, et Daniel Maslin signe la mise en scène d'un spectacle éclatant sur trois scènes, qui vaut « zappard » à la séquence en séquence, en démodant résolument le genre des son et lumière historiques pour l'adapter à l'ère audiovisuelle. L'ensemble du spectacle coûtera 1 million de francs au conseil régional, et 2 millions à la ville, qui décidera au vu de l'expérience s'il convient de renouveler cet événement au cœur d'une des zones les plus fréquentées de l'est.

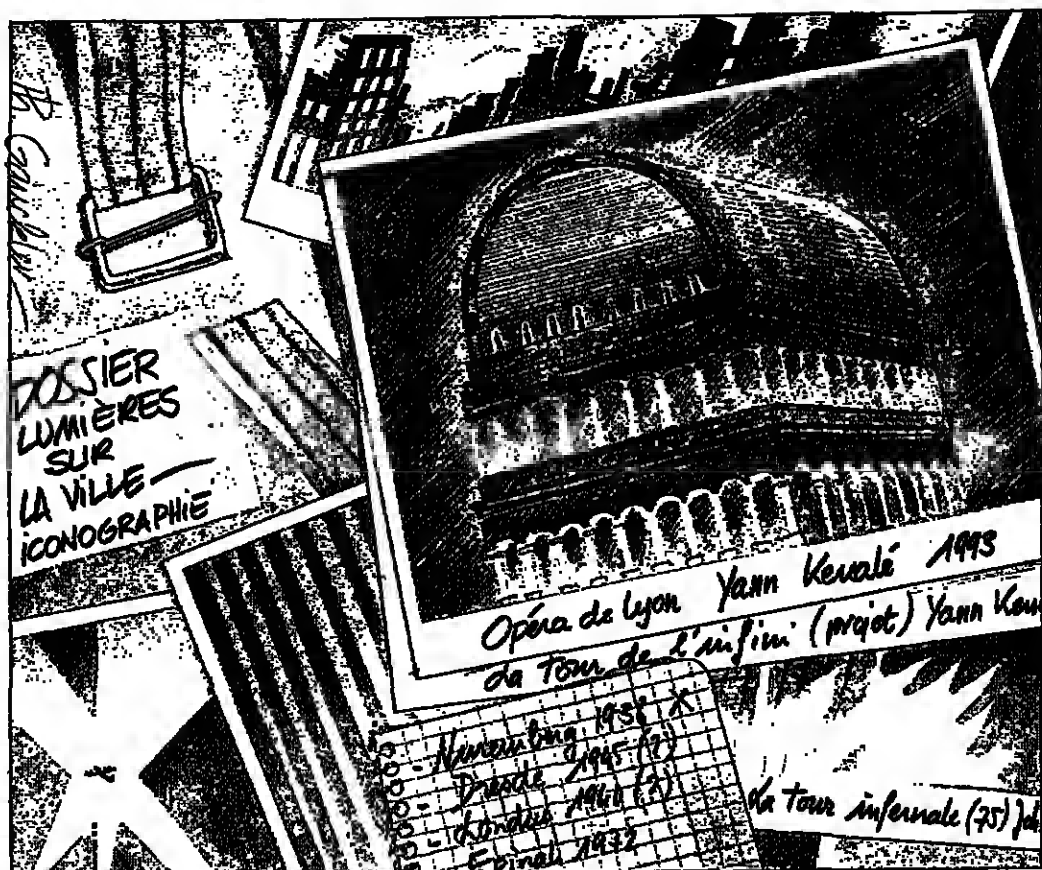
PAYS DE LA LOIRE

Records pour le Musée de Nantes

Le Musée des beaux-arts de Nantes a connu un succès national grâce à l'exposition sur « L'avant-garde russe ». Prévue du 30 janvier au 18 avril, cette rétrospective originale (le Monde du 28 janvier) a finalement fermé ses portes le dimanche 2 mai, dépassant le cap des cent dix mille visiteurs, un chiffre supérieur à celui enregistré dans des expositions organisées à Paris. Salon Henry-Claude Cousseau, conservateur passionné, responsable du choix et de la disposition des œuvres, il a agit « d'un phénomène jamais vu dans un musée de province ». Des Nantes ont fréquenté le musée, mais aussi de nombreux curieux venus d'autres villes et surtout de Paris. « Pour une fois l'effet TGV a joué dans le bon sens », assurent des élus des Pays de la Loire, qui parlent de « délocalisation culturelle ».

LUMIÈRES SUR LA VILLE

Les mairies ont pris conscience que l'éclairage participe aussi à la qualité du cadre de vie



BIZARREMENT, alors que les villes ont compris depuis longtemps que pour être belles elles devaient ravalier leurs façades et planter des arbres, elles ont oublié de soigner leur visage nocturne. L'éclairage public n'a longtemps eu qu'une fonction utilitaire. Instauré sous Louis XIV pour assurer la sécurité des biens et des personnes, il s'est ensuite mis au service de l'automobile. Dans les années 60, les communes se sont abondamment équipées ou éclairaient la ville comme une route. « Le matériel utilisé n'était pas du tout adapté à la ville », remarque Robert Tiquet, responsable des services techniques de la ville de Nice. Les réverbères, trop hauts et trop espacés, créaient des zones d'ombre tout en aveuglant les habitants. Avec la crise énergétique des années 70, la frénésie d'éclairage des villes s'est calmée. Les industriels ont mis au point des matériels nouveaux, beaucoup moins consommateurs d'énergie et plus efficaces. Les tubes fluorescents sont remplacés par les lampes à sodium haute pression, dont les couleurs dorées sont plus agréables. Pourtant, on ne pense pas encore que la lumière contribue au cadre de vie des citadins, et qu'elle peut modifier l'image d'une ville. « Alors que les mairies examinent à la loupe les moindres détails d'un projet architectural, ils ne se soucient pas de l'aspect

nocturne de l'opération », remarque Jean-Marc Dupont, de chez Philips Eclairage. Traditionnellement, seuls les théâtres étaient cooqués pour être beaux la nuit. Puis on s'est mis à éclairer les bâtiments historiques. Si les églises et les mairies sont depuis longtemps illuminées, au début des années 80, on a sorti de l'ombre les petits châteaux et les moulins, les lavoirs et les statues. Mais on essayait de reconstruire de nuit la vision du jour et de gros projecteurs écrasaient les bâtiments du leur lumière blanche, gommant leur relief et noyant dans la pénombre tout ce qui les entourait. Mais cette conception a évolué. Initiative symbolique : en 1986, la tour Eiffel change de robe de soirée. Pour la première fois, on fait appel à un professionnel indépendant, Pierre Bideau, véritable « concepteur-lumière », qui démonte les projecteurs braqués sur la tour et les remplace par un éclairage intégré dans les structures du bâtiment, soulignant ses potrelles métalliques et ses courbes. Dans le même temps, un jeune artiste venu de l'éclairage de spectacles, Yann Kersalé, imagine de mettre en lumière des hauts fourneaux, des sites naturels, des parcs et des rivières. Cette mise en scène de la ville offre l'occasion de redécouvrir certaines de ses richesses. Puis « des paysagistes surtout, quelques architectes aussi », vont s'intéresser à la lumière, y travail-

ler et proposer leurs services », remarque Roger Narboni. Evolution chez les créateurs, progrès du matériel, il ne manquait plus qu'une prise de conscience des collectivités locales. La décentralisation y contribue, en rendant les mairies plus que jamais soucieuses de l'image de leur commune. Or, comme par enchantement, toute ville bien éclairée peut devenir belle la nuit. « La lumière permet de donner ce qui n'est pas beau et de montrer une autre réalité d'une ville ou d'un quartier », estime Yves Trochel, plasticien lumière. C'est sûrement la raison de l'engouement actuel des mairies pour la lumière. « De plus, mettre sa ville en lumière est pour un maire une manière de signer une œuvre. Depuis une dizaine d'années, les villes et les départements, les régions parfois, s'otèrent à la lumière. Le renouvellement des installations des années 60 tombe à point pour qu'on se pose des questions. Le mobilier urbain d'éclairage est également repensé pour mieux s'intégrer à la ville et lui donner une identité visuelle. Flatteur pour les élus et les habitants, le travail sur la lumière modifie l'image d'une ville pour ses visiteurs. Il peut aider au développement touristique, donner une impression favorable de la ville à d'éventuels investisseurs. Vecteur de communication, la lumière participe aussi à la qualité du cadre de vie en re-

stant la ville agréable. Prolongeant le temps d'usage de la ville, elle peut avoir des effets économiques non négligeables, pour les restaurants, bars, cinémas... Mais la mise en lumière d'une ville ne se fait pas au hasard. « Tout travail sur la lumière doit avoir un sens », estime Roger Narboni, concepteur-lumière. A Niort, il a éclairé la coulée verte, un parc urbain longeant la Sèvre. Or la ville est née d'un gué sur la rivière, elle s'est développée sur un flot au milieu des marécages. Les habitants se sont réappropriés un lieu symbole de la géographie et de l'histoire de la ville, donc de son identité. En dirigeant le regard, la lumière permet de redécouvrir un site. Toute ville peut trouver quelque chose à éclairer, des lieux ou des choses marquant son identité. « Dans les banlieues, par exemple, où il n'y a pas de patrimoine ancien, éclairer un château d'eau, une mairie annexe ou une passerelle contre une identité au quartier et redonne un peu de fierté à ses habitants », estime Yves Trochel. De manière plus concrète, le travail sur la lumière peut avoir un effet structurant en urbanisme. « La lumière permet une meilleure lisibilité de la ville, par exemple en créant une hiérarchie entre les axes », souligne Jean Gayas, président de l'Association des ingénieurs des villes de France (AIVF). Des éclairages adaptés à chaque type de voies permettent à un visiteur de trouver le centre-ville rapidement, ou au contraire de contourner la ville s'il le souhaite.

Cette mise en scène de la ville offre l'occasion de redécouvrir certaines de ses richesses.

En plus, de cette fonction de balisage, la lumière peut rapprocher deux quartiers de la ville. A Cambrai, Yves Trochel a proposé d'éclairer un chemin piéton dans un parc situé entre le centre-ville et les quartiers périphériques, et qui séparait les deux quartiers la nuit venue. « La lumière pallie les déficiences de l'urbanisme », estime-t-il. Qu'il s'agisse d'un centre-ville en perte de vitesse ou d'une banlieue, d'une friche industrielle ou d'une nouvelle zone d'entreprises, la lumière permet de donner une nouvelle identité à ces sites. « Le souci principal du moment est la requalification des espaces », confirme Jean-Marc Dupont. Enfin, la lumière continue d'assumer ses fonctions premières : sécurité des biens et des personnes et sûreté des déplacements. « Des études ont montré que 70 % des agressions ont lieu dans des endroits où l'éclairage est inférieur à 10 lux. (1). De même, on sait que les accidents de la route diminuent avec l'intensité lumineuse. Un bourg de Côte-d'Or, Til-Châtel, a mis en scène la rivière qui le traverse et ses espaces publics. Cette ambiance nocturne incite l'automobiliste à lever le pied.

Certaines villes ont décidé de réfléchir à la lumière à l'échelle de la commune. Les « plans-lumière », ou « schémas directeurs d'aménagement lumière », se proposent de définir les grandes orientations lumineuses d'une ville pour les années à venir. Réalisés par des spécialistes de la lumière, extérieurs ou appartenant aux services techniques des villes, ils partent toujours d'une analyse de ce qui existe. « On recense les points lumineux, on définit les fonctions de chaque voie, on étudie l'histoire et la topographie du lieu, mais aussi son utilisation par l'habitant », explique Jean-Marc Dupont. Il revient ensuite aux élus, en fonction de la stratégie municipale, de définir les objectifs.

Ce travail donne lieu ensuite à la production de documents graphiques. « Il s'agit de définir des lignes directrices qui guideront l'action », estime Roger Narboni. A chaque opération d'urbanisme ou d'architecture, le souci lumière trouve une réponse : cobérote avec ce qui se fait ailleurs dans la ville. A Strasbourg, une équipe pluridisciplinaire a choisi par concours - a été chargée de préparer un plan lumière pour le

centre-ville. Composée d'un designer, d'un sociologue, d'un architecte-urbaniste, d'un spécialiste en éclairage, d'un paysagiste notamment, elle a travaillé en étroite collaboration avec les services techniques de la ville et EDF-Strasbourg.

Les concepteurs-lumière, ou plasticiens-lumière, encore appelés éclairagistes, sont de plus en plus souvent sollicités. Cette nouvelle profession regroupe des personnes d'origines très diverses, issues du spectacle, de l'éclairage proprement dit, ou de l'urbanisme. Encore peu nombreux, ils apportent la patte artistique que n'ont pas les services techniques. « Ils ont des idées neuves, mais nous devons les canaliser pour respecter les impératifs financiers, de sécurité ou d'exploitation », remarque un responsable de services techniques.

« Les plans lumière se développent », estime Jean Gayas. Au-delà d'un élément de voirie, la lumière est devenue un élément d'environnement. Pour la plus grande joie de citadins qui ne demandent pas mieux que de se réapproprier leur ville la nuit.

Cécile Maillard

(1) L'Urbanisme lumière, de Jean-Marc Dupont et Marc Girard, éditions Sorman, octobre 1992, 167 francs.

Un plan pour Lyon

Cette ville, dont les habitants célèbrent chaque année la Fête de la lumière en disposant des petites bougies sur leurs fenêtres, se devait d'accorder une attention particulière à son éclairage public. Depuis 1989, les services techniques de la ville de Lyon préparent un plan lumière, afin de rendre cohérentes les actions municipales dans ce domaine. « Le plan lumière doit concilier les objectifs d'urbanisme, de sécurité et d'esthétique de la lumière », explique Michel Bouit, ingénieur en chef et pilote pour la ville de ce vaste projet.

Pour améliorer la sécurité du piéton - par rapport aux voitures et à d'éventuels agressions -, la ville a par exemple choisi d'éclairer les façades des immeubles plutôt que les trottoirs. L'ambiance agréable sécurise le piéton, et le riche patrimoine architectural de Lyon est mis en valeur. Les grands axes urbains ont été éclairés de manière à améliorer la visibilité des piétons nocturnes, mais aussi pour mettre en valeur les grandes perspectives du paysage lyonnais. Et aujourd'hui, dans toutes les opérations d'urbanisme, existe un souci du rendu nocturne.

Au départ du plan lumière, une étude, menée par un concepteur d'éclairage indépendant, a permis de dresser une liste des lieux à éclairer en fonction de ces différents soucis. Les services techniques de la ville assurent la coordination du plan, effectuent eux-mêmes quelques mises en lumière ou les confient à des professionnels indépendants. Depuis 1989, soixante-cinq sites ont été mis ou remis en lumière, en commençant par les repères importants de la ville, comme la basilique de Fourvière, pour continuer par les bords de Saône et de Rhône. Pour plus de cohérence et afin de respecter l'identité de ces deux cours d'eau, les ponts de la Saône sont plutôt éclairés par une couleur chaude, ceux du Rhône par une couleur froide.

Une sorte de « charte » cherche à assurer une cohérence du rendu des couleurs, du mobilier et de la technique. « Nous privilégions les éclairages indirects, qui deviennent la signature nocturne de Lyon », explique Michel Bouit. En quatre ans, 30 millions de francs ont été dépensés en études et réalisations pour la lumière.

C. M.

Saint-Nazaire et la féerie des docks

Les vieux Nazairiens en sont encore tout émus. Les autres se demandent toujours où leur maire est allé pêcher cette idée saugrenue : éclairer le port industriel de Saint-Nazaire comme s'il s'agissait d'un monument historique. Justement, le port, c'est l'histoire de Saint-Nazaire, et le maire, Joël Batteux (PS), s'est décidé à reconnaître la ville avec son passé. « L'ensemble industriel-portuaire est le raison d'être de la ville. Notre cathédrale à nous est là. » Pour réchanger le regard des Nazairiens sur leur propre environnement, la municipalité a créé un éco-musée et organise chaque année une Fête de la mer. Pour l'una d'elles, le maire a demandé à Yann Kersalé de mettre en lumière le port. Ce jeune artiste breton, qui se définit comme un « sculpteur-lumière », a proposé d'an faire un spectacle permanent. Depuis décembre 1990, chaque nuit, la Nuit des docks transforme le port en féerie.

Cheque angle des bâtiments bordant les bassins

est souligné par de petites balises, rouges à babord, vertes à tribord, selon le code maritime. Les grues lancent vers le ciel leurs flèches métalliques soulignées de lumière blanche ; les ponts de métal sont mis à nu ; les volumes occupent de nouveaux espaces. « La lumière est un médium qui donne à voir de manière différente les formes et les choses », explique Yann Kersalé. Cette métamorphose des objets les poursuit le jour revenu. « A l'été, l'éclairage, raconte le maire, les grues laissent les gens indifférents. Depuis, on les regarde autrement, même dans la journée. » Pièce maîtresse du tableau : la base sous-marine construite par les Allemands, un énorme bloc de béton de 1 400 mètres de long. Yann Kersalé s'est éclairé les alcôves intérieures en bleu, les colonnes les séparant en blanc. La lumière évolue au cours de la nuit. Des capteurs ont enregistré les mouvements du port dans la journée et un ordinateur en restitue le rythme

la nuit. Les responsables du port autonome - qui fonctionnent vingt-quatre heures sur vingt-quatre - ont joué le jeu, à condition de pouvoir éteindre un projecteur quand il gêne un grutier au travail... Le spectacle de la Nuit des docks est aujourd'hui devenu une attraction, et l'office du tourisme propose les services d'un de ses guides pour une visite nocturne du port. En été, une terrasse panoramique où l'on peut prendre un verre offre une vue sur les lumières du port. « La Nuit des docks est un élément culturel, mais aussi d'urbanisme », ajoute Joël Batteux. En retournant la ville au port, il montre qu'on peut structurer une ville avec de l'immatériel. Premier pas pour une réconciliation de la ville avec son port, le travail de Yann Kersalé va être accompagné de restructurations urbaines plus concrètes. Un concours international d'urbanisme sera lancé avant l'été pour l'intégration de la base sous-marine à la ville.

C. M.

Trésor pour génies ordinaires

Le musée de la ville de Saint-Nazaire a ouvert ses portes le dimanche 2 mai, dépassant le cap des cent dix mille visiteurs, un chiffre supérieur à celui enregistré dans des expositions organisées à Paris. Salon Henry-Claude Cousseau, conservateur passionné, responsable du choix et de la disposition des œuvres, il a agit « d'un phénomène jamais vu dans un musée de province ». Des Nantes ont fréquenté le musée, mais aussi de nombreux curieux venus d'autres villes et surtout de Paris. « Pour une fois l'effet TGV a joué dans le bon sens », assurent des élus des Pays de la Loire, qui parlent de « délocalisation culturelle ».

CITÉS

BÈGLES

Du rouge au vert



dans douze sections sportives – fut créé, ce siècle naissant, à Bègles, pour la plume, en réaction – si l'on ose dire – contre le Stade bordelais universitaire, plutôt considéré comme trop « british bon genre ».

Sur ce terrain-là du mois, Bègles a pourtant pris sa revanche. Sous l'impulsion d'un homme, récemment décédé, André Moga, conseiller municipal de Jacques Chaban-Delmas,

maire de Bordeaux, mais surtout ancien trois-quarts-aile de l'équipe première du club dans les années de l'immédiate après-guerre, le CAB est devenu pas à pas le CAB-BG, le Club athlétique de Bègles-Bordeaux-Gironde. Une reconnaissance.

Désormais, surtout quand il arrive aux « Girondins » de traîner les pieds au football, Bordeaux n'hésite pas à passer la « barrière de Bègles », comme on dit à Paris, la porte de Pantio, pour assister au match. Les spectateurs demeurent dans les tribunes; les vrais professionnels de ce spectacle, anciens joueurs, sociétaires dirigeants et supporters à tous crins se tiennent debout, le long de la ligne de touche, vociférant, beuglant, Béglaï, au nom du droit du sol. On les appelle l'« Académie ».

Récemment, le mur du stade est tombé, au cœur de la ville, comme pour mieux laisser entrevoir la vitrine de Bègles. Et d'autres murs encore sont tombés, au cours des quatre dernières années. En 1989, Bègles s'est choisi un nouveau maire: Noël Mamère, maire médiatique de la majorité présidentielle, suppléant de Gilbert Mitterrand, devenu, depuis lors, vice-président de Génération Ecologie. Ce fut son premier geste: faire tomber les murs. « Y compris dans les têtes », précise-t-il. Mais, là, c'est une autre histoire qui commence, une histoire de mur, une histoire de haies.

Après un intermède radical-

POUR qui remonte, chaque lundi, jusqu'à la page « sports » de son quotidien favori, Bègles, c'est un maillon à damiers, blancs et bleus, un club de rugby, déjà plusieurs fois champion de France, mais à la géographie toujours aussi hasardeuse, quelque part dans le Sud-Ouest, en gros.

Pour quiconque s'échappe, un jour, de la longue coulée de bitume qui longe la Garonne, au sud de Bordeaux, Bègles n'est qu'une ville à damiers, avec ses quartiers autonomes, hérités des hameaux d'autrefois, ses lieux-dits aux noms pleins d'interrogations: Tartifume, la Castagne, Birambits, le Prêche, la Raze, Peyrelongue. Une ville faite d'un enchevêtrement d'échappées, ces maisons bordelaises, souvent d'un étage, traversées d'un couloir qui donne directement sur un petit jardin secret, une ville sans autre centre-ville que ce carrefour ridicule, tenu par trois commerces, place du 14-Juillet, nouvellement accolée au parking du bicentenaire.

Une ville plutôt mal foutue, en somme, « un milieu rude où domine la forte race piédestale, plus bruyante dans ses expressions colorées et ses impulsions sans contrôle, que méchante dans ses intentions », comme écrivait un chroniqueur local des années 30 (1). Il fallait, en effet, que la vie fût bico dure, à cette époque, pour qu'un maire de Bègles soit contraint de signer cet arrêté municipal, en 1924: « Tout véhicule doit avoir un conducteur, cette règle ne souffre aucune exception. La conduite de tous véhicules et animaux ne peut être confiée qu'à des personnes en état de les diriger ».

Dans l'immédiate périphérie de Bordeaux, derrière la gare Saint-Jean, Bègles n'est guère qu'un faubourg ouvrier, traversé du nord au sud par la route de Toulouse, la voie ferrée Bordeaux-Sète et l'immense gare de triage d'Hourcade, et parcouru d'ouest en est de ruisseaux: l'estey de la Moulinette, l'estey Saint-Croix, l'estey de Franc, qui se jettent dans la Garonne. Longtemps, Bordeaux-la-bourgeoise a rejeté là, sur ces terres marécageuses, tout ce dont elle ne voulait pas pour elle-même: des protestants de la Réforme jusqu'aux travestis d'aujourd'hui, en passant par les raffioeries de pétrole, les papeteries, les savonneries, les ateliers de mécanique, la manufacture des allumettes chimiques, l'usine d'équarrissage et les sécheries de morues.

Ah! Bègles et ses morues... C'était au temps où Bègles était rouge et sentait le prolétaire. « J'ai encore le souvenir de l'heure de la débâche, quand les ouvriers des sécheries rentraient chez elles. Ça puait la morue dans l'autobus », se souvient, sous sa moustache rigolarde, Michel Iturria, le dessinateur de *Sud-Ouest*.

La terre n'était pas chère sur les bords de la Garonne, les « palus », pour aménager de lo-

gues rangées de « pendilles », où s'échait le poisson, au grand air. Les « gabarres », larges barques au mât amovible, rapportaient la morue des bateaux qui, de retour d'Islande ou de Terre-Neuve, étaient encore trop fiers pour passer sous le pont de Pierre, à Bordeaux. Il suffisait alors de quelques solides épaules de « sanglous » pour faire les derniers mètres jusqu'aux sécheries. Les femmes de maraicher, de vigneron ou d'ouvrier pouvaient ensuite arrondir les revenus du ménage, les mains rongées par le sel, en traitant le poisson. Le patron, lui, prenait ses quartiers à Bordeaux, dans une maison cosue, comme les oégociants en vin.

Longtemps, Bordeaux-la-bourgeoise a rejeté sur ces terres tout ce dont elle ne voulait pas

Il y avait encore plus d'une trentaine de morutiers, après la seconde guerre mondiale, quand Bègles se partageait le marché de la morue avec Fécamp. « Le poisson du pauvre » était, ma foi, bico pratique: il suffisait aux paysans de descendre à la ville, de temps à autre, pour en faire provision. Une fois la bête mise au clou dans la fraîcheur obscure du cellier, on était assuré de pouvoir « faire maigre », chaque vendredi, jour du poisson.

Puis l'époque, glaciale, du surgelé est arrivée, dans ses barquettes d'aluminium. Pour diluer les mauvaises odeurs du passé, la publicité à destination des ménagères, a réinventé le même poisson sous le nom de cabillaud. Il a fallu changer la présentation, soigner les brandades et les soupes de poisson, imaginer les plats cuisinés qui seraient dignes de figurer dans « les linéaires des grandes surfaces ». N'en déplaise à Claude Charron, troisième, dans son hangar en bois, de la génération « Charron et fils, morues vertes, morues sèches », il n'y a plus que quatre morutiers, aujourd'hui, à Bègles, à être passés entre les mailles du progrès.

La biscuiterie de l'Alsacienne, aussi, a fermé. La papeterie a déménagé dans les landes, sur la route d'Arcachon. La raffinerie s'est transformée en bureau d'études. La dernière étiquette du dernier cru béglaï date de 1970. Bègles porte à tous les coins de ses rues les traces de son passé.

Floods de commerce à vendre, échoppes désertes ou délabrées. Bègles a perdu 6 000 habitants entre les trois derniers recensements. Oubliées la Fraternelle, la Prolétaire sportive. Et qui encore se souvient que le CA Béglaï – 1 800 licenciés, aujourd'hui, réunis

porain », comme dit Gérard Sendrey.

Tous les deux mois, en rendez-vous, la galerie associative Imago accueille une double exposition d'artistes français et étrangers. Le fonds permanent, dont la superficie devrait doubler l'an prochain, se tient au premier étage.

Grâce à un réseau international dont l'épicentre est constitué par le musée d'art brut de Lausanne, la Fonde de création artistique bruto et inventive de Bègles a rassemblé en trois ans une collection de mille cinq cents œuvres. « Il m'arrive d'en refuser presque tous les jours », précise Gérard Sendrey, car, pour l'essentiel, les créateurs d'art brut ou singulier se tiennent à l'écart du système marchand de l'art plastique contemporain. Le FCAB édite également une revue, *Création française*, et

accueille, chaque année à l'automne, une grosse exposition internationale, « Les Jardins de la mémoire ».

Assez largement ignoré du centre d'art contemporain de Bordeaux, le Site de la création française reçoit modestement une vingtaine de visiteurs chaque jour, dont une bonne proportion d'étrangers qui parviennent, sans mal, à trouver le route de Bègles. Au mois de mai dernier, la petite folie de Gérard Sendrey, partagée par Noël Mamère, a valu à ce dernier une médaille d'or dans le cadre de « Meilleures expositions ».

J.-L. S.

* Site de la création française, 58, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 33130 Bègles. Tél.: 56-49-34-72 ou 56-85-81-73. Ouvert de 15 heures à 19 heures, sauf les dimanches et jours fériés.

socialiste, le Parti communiste avait repris la mairie en 1959, pour treize ans. Il désespérait encore aujourd'hui d'avoir perdu son unique fief de l'agglomération bordelaise. De ce côté-ci de l'échiquier politique, on dénonce, avec plus ou moins d'ironie, cette « marina » que le nouveau maire voudrait faire aménager aux portes de Bègles, sur la Garonne, la réduction du budget d'aide sociale au profit de celui des relations publiques et l'absence de construction de logements sociaux.

Dans son bureau de maire, devant les portraits de Jaurès, de Blum et de Mendès France, l'ancien présentateur du magazine « Résistance » est un homme pressé. « Depuis quatre ans, je mesure que le temps politique et le temps du journal télévisé n'est pas le même, dit Noël Mamère. Dans un cas, on décide à 8 heures ce qui sera réalisé pour le journal de 13 heures; dans l'autre... » M. le maire de Bègles énumère avec passion ce qu'il voudrait faire, ce qu'il a tenté, ce qu'il a pu faire.

Six cents emplois créés en quatre ans, des zones d'activités qui se remplissent plutôt correctement, une somme d'aménagements aux abords des écoles, une ville plus propre, promise au tri sélectif des déchets, l'institution d'associations d'arrondissement pour se substituer progressivement aux syndicats de biofoisonance, à leurs bals-buvettes et tournois de estch annuels, des subventions pour les nouvelles crèches parentales, une ludothèque à la cité Maurice-Thorez.

Au titre des échecs, un festival, MELA, de musiques urbaines, de musiques mélangées, subventionné par la communauté urbaine. « Du terme de la deuxième année, Chaban lui-même a dit: « aller devant l'hostilité de sa propre majorité », précise M. Mamère. En projets, comme doivent en entretenir les maires, la réouverture d'un cinéma, aux portes de Bordeaux, la création d'une usine d'incinération qui produirait de la vapeur, puis de l'électricité pour les usines voisines, la mise en œuvre d'un complexe de ferroutage sur la gare de triage et, hypermarché à l'appui – puisqu'il faut bico, toujours, trouver des sous, – une zone de commerces, de loisirs, d'activités culturelles, au bord de la Garonne.

« Pour retrouver le fleuve », explique Noël Mamère. C'est là son grand dessein. Déjà, chaque année, pour les feux de la Saint-Jean, Bègles est parvenue à cooalocuer une vingtaine de communes riveraines de réveiller la mémoire du fleuve, de grands coups d'artifices. Des milliers de personnes se rassemblent pour quelques soirs, rive droite et rive gauche mêlées: le journaliste de la TV les a joliment baptisés « les veilleurs de Garonne ».

De manière peut-être plus prosaïque, mais toujours avec la même idée de changer l'image de la ville, le petit patronat local, lui, a ouvertement préféré, au début de cette année, miser sur ce « maire TGV », toujours partagé entre Paris, sa commune, le siège de Génération Ecologie et celui de la communauté urbaine de Bordeaux. « Nous nous étions rendu compte que les habitudes des services administratifs étaient demeurées les mêmes. Désormais, lorsque nous rencontrons un problème sur un dossier,

nous ne voulons avoir qu'un seul interlocuteur, le maire », rapporte Alain Devèze, président de l'association Bègles Perspectives économiques, pour lequel le dépeuplement de la ville avait essentiellement des causes politiques.

Attentif à tout ce qui bouge, le maire de Bègles affirme simplement: « Je veille à mettre en œuvre quelques-unes de nos idées écologiques. » Dans le bureau voisin, son premier adjoint (PS), Michel Mercier, rectifie: « Vous ne trouverez pas un mot sur l'écologie dans les documents des élections municipales de 1989. » Réaliste, il ajoute: « Sociologiquement, Bègles est une ville peu intéressée par l'écologie. » Puis, à toutes fins utiles, pour le locataire encombrant qui s'agite dans le bureau d'en face: « Quand on est maire, on n'est pas libre de ses idées; on est l'élu de ses administrés. »

Les « veilleurs de Garonne »: des milliers de personnes qui se retrouvent à la Saint-Jean au bord du fleuve

Ancien maire (PCF) de Bègles, ancienne employée de l'ancienne papeterie de la commune, Simone Rossignol ne peut s'empêcher de se rappeler une autre époque: « Il a eu du pot de ne pas avoir d'inondations. Parce que, nous, on savait où nous trouver, en pleine nuit, pour secourir les gens. » D'autant moins suspect de complaisance vis-à-vis de son cousin en écologie qu'il est lui-même étroitement surveillé par le groupe local de son parti, Michel Duchêne, adjoint au maire (Vert), de Bordeaux, reconnaît de son côté: « Il a hérité d'une commune sinistrée. Il essaie d'en faire une commune dynamique, en attirant des industriels. C'est respectable. » L'écologiste patote rappelle encore: « Chaban-Delmas a vu son double dans Mamère, le jeune homme moderne qu'il était lui-même, à la Libération. »

Depuis, les choses ont bien changé. Le vieux maire de Bordeaux et son double de la banlieue se sont brouillés, à propos du métro. Les communistes n'ont rien oublié et beaucoup de socialistes, un temps séduits, ont compris plus les incartades perpétrées du maire de Bègles. « Je suis isolé, cooivoc celui-ci. Isolé par rapport aux clans, ceux de Chaban et du PS », avant de rappeler que les prix des terrains ont soudainement grimpé, après son élection, juste sur sa bonne mine. Et sans oublier que le cours de la séduction est précisément des plus instables.

de notre envoyé spécial Jean-Louis Saux

(1) Cité par Alain Vaugrenard dans un mémoire intitulé « Bègles-1789-1980 – des villages à la banlieue d'artère ».

Prochain article: ROANNE

Chiffres

■ Membre de la communauté urbaine de Bordeaux, Bègles compte 22 735 habitants.

■ Résultats des élections municipales du 19 mars 1989:

18 345; V., 11 350; A., 30,55 %; E., 11,078.

PS diss. (Mamère, mai p.), 5 014 (54,28 %), 27 élus (16 PS diss., 10 mai, p., 1 MRG).

Union de la gauche (Monclé, PC, m.), 5 064 (45,71 %), 8 élus (5 PC, 1 app. PC, 2 PS).

■ Résultat du référendum sur l'Union européenne du 20 septembre 1992:

1., 13 844; V., 10 208; A., 28,26 %; E., 9 922.

Non..... 5 685 (57,30 %)

Oui..... 4 237 (42,70 %)

■ Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié: Arras (daté 15-16 novembre 1992); Saint-Malo (daté 22-23 novembre); Mâcon (daté 29-30 novembre); Perpignan (daté 6-7 décembre); La Rochelle (daté 13-14 décembre); Rodez (daté 20-21 décembre); Lisieux (daté 27-28 décembre); Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993); Aurillac (10-11 janvier); Troyes (17-18 janvier); Tulle (24-25 janvier); Blois (31 janvier-1^{er} février); Albertville (7-8 février); Angers (14-15 février); Périgueux (21-22 février); Vesoul (28 février-1^{er} mars); Bastia (7-8 mars); Thionville (14-15 mars); Arles (21-22 mars); Colmar (28-29 mars); Le Havre (4-5 avril); Saint-Quentin (11-12 avril); Auxerre (18-19 avril); Carcassonne (25-26 avril); Versailles (9-10 mai); Calais (16-17 mai); Annecy (23-24 mai); Bayonne (30-31 mai) et Dole (6-7 juin).

REGARDS

LIVRES

LA FOLIE DES CHATEAUX

CHATEAUX EN SOLOGNE
de Bernard Toulhier.
Photographies de Jean-Claude
Jacques et Robert Malnouy.
Cahiers de l'Inventaire, éditions
de l'Imprimerie nationale,
365 p., 450 F.

La Sologne est une vaste propriété privée, où les châteaux disparaissent pudiquement derrière un rideau d'arbres ou un voile de brume. La plupart de ces châteaux ont été construits au XVIII^e siècle.

Bernard Toulhier, qui pendant quinze ans a fait un travail de recensement de l'ensemble du bâti du patrimoine solognot pour le compte de l'Inventaire général, les a explorés systématiquement, à la manière presque d'un entomologiste. C'est au dix-neuvième siècle que la Sologne s'est couverte de châteaux. Plus de trois cent quarante, soit les deux tiers de ceux qui subsistent encore aujourd'hui, ont été reconstruits entre 1800 et 1914. Mais c'est surtout entre 1860 et 1914 que cette frénésie de construction a été la plus forte.

Car la Sologne à cette époque, mise à la mode par Napoléon III, attire la bourgeoisie d'affaires, avide de posséder une « villégiature » à proximité de Paris. Et cette nouvelle bourgeoisie, obsédée par sa « légitimité » et sa reconnaissance sociale, n'arrête pas de faire construire « à la manière de ». Il lui faut tant pasticher de ce mode de vie aristocratique, avec la chasse, tradition noble par excellence.

« C'est pourquoi, dit Bernard Toulhier, on ne trouve pas à cette époque d'architecture moderne. On copie tout, avec ostentation et à l'économie, parce qu'on y passe peu de temps dans l'année. C'est une architecture du toc, de l'éphémère. » On fait donc dans le « néo », le néogothique, le néorenaissance, le néoclassique, ce qui n'empêche pas les architectes les plus inventifs de l'époque de prêter leur talent à cette fureur de construire. Ainsi le jeune Le Corbusier travaille-t-il dans

l'atelier des frères Perret qui ont un chantier à Salbris, dans le Loir-et-Cher.

Le terroir solognot est alors « saturé » de châteaux. Certains grands domaines dépassent le millier d'hectares. « Le paysage est organisé autour du château, selon un véritable code aristocratique de services et de dépendances, connecté sur les autres réseaux des châteaux voisins et indépendant du réseau de voies de communications publiques. » Ainsi, en pleine III^e République, à l'heure où l'instituteur, comme le père d'Alain Fournier, pénètre timidement au village, la vie de château fonctionne comme aux plus beaux temps de la féodalité.

Domaines morcelés

Après cette période euphorique, on ne construisait plus guère de châteaux en France comme en Europe - Louis II de Bavière construisit les siens au même moment -, le château passe de mode, il ne sera plus un moyen obligé de la réussite sociale.

Aujourd'hui, cette belle organisation du paysage solognot a volé en éclats. Les propriétaires de jadis ont cédé la place à des émirs ou à de nouveaux chevaliers d'industrie. Les

domaines se sont morcelés, des latifundia sont apparus, les exploitations agricoles sont en ruines ou se sont transformées en résidences secondaires.

Paradoxalement, à une époque où le patrimoine fait l'objet de culte, dans une région de surcroît, le Val de Loire, où le château est roi, le castel solognot, lui, n'est pas pris en considération. La plupart ne sont pas classés, comme si le pastiche ne donnait pas droit au respect esthétique. Et le public n'y a pas accès.

L'idée d'un parc naturel n'a jamais pu faire son chemin en Sologne. Ce simple mot fait se bécoter les propriétaires. « Il n'y a même pas une réflexion sur la protection de ce patrimoine », observe Bernard Toulhier. La propriété privée ne favorise pas l'ouverture. La discrétion est de mise, et contraste avec l'ostentation de naguère. « C'est un milieu qui reste difficile à pénétrer », fait remarquer l'auteur.

« Pourtant l'image du château marque encore profondément l'imaginaire et l'inconscient solognot », ajoute Bernard Toulhier. Noyé dans ses brumes, le château solognot garde ses secrets et ses mystères, comme si le Grand Meaulnes avait pour longtemps verrouillé ses accès.

Régis Guyotat

A L'OMBRE DU CLOCHER DE MILIZAC

AU PAYS D'YVONNE
MÉMOIRES D'UNE
PAYSANNE
LÉONARDE
de Jean Ropars.
Payot, « Documents »,
276 p., 72 F.

Qu'elle soit taute robe n'y change rien. La mer, les paysans du Léon lui tournent le dos. Les pieds rivés à la terre, leur regard se borne aux frontières de leurs champs. Au pays d'Yvonne, le clocher limite l'horizon.

« Dès l'école, où l'on nous apprenait le français, nous sentions l'extinction du breton. (...) La religion en revanche, ne s'attendait pas à le voir disparaître. » Jean Ropars a rencontré Yvonne Rinn à l'occasion d'une recherche universitaire sur la langue bretonne. Yvonne a la mémoire vive, la parole aussi. Jean Ropars décide de faire connaître son récit. C'était en 1991. Depuis, les éditions Payot ont réimprimé plusieurs fois ce livre si bucolique et si exotique, qui raconte simplement, à la première personne, un autre temps.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, lorsque Yvonne épouse son fiancé revêtu de captivité, l'univers a basculé, sans épargner sa bourgade de Milizac. Jusque-là, l'existence des paysans était immuable. Ils économisaient sou par sou pour régler leurs dettes à la Saint-Michel, puis pour acheter à leur père ou à leur belle-famille la terre qu'ils travaillaient déjà depuis leur enfance.

Un catholicisme pesant

Le témoignage d'Yvonne Riou aborde des thèmes souvent évoqués sur cette période des années 20 et 30 dans la campagne bretonne. L'apprentissage du français est conduit sans pédagogie à l'école catholique, tandis que le breton reste la langue des prières. Les femmes ont l'entière maîtrise de la maison et de la bonne éducation des enfants. Les pères sont cantonnés dans les champs, et n'apparaissent finalement guère plus présents que les pêcheurs de la côte. L'arrivée de l'alcool à un prix abordable, qui va faire des ravages, n'est probablement pas sans rapport avec cette partition.

Mais les souvenirs de la première permettent surtout de mesurer à quel point cette société paysanne est alors homogène, régie, du baptême jusqu'à la mort, par les commandements des prêtres. Le quotidien en est imprégné, dès l'école des Sœurs, où Yvonne est envoyée en pension comme la plupart des villageoises, et même avant puisque les petits « ont le droit » d'aller à la messe avant de savoir marcher.

Les navrants brestois qualifiaient la paroisse de Milizac de « capitale de la calotte ». Au fil des anecdotes rythmées par les prières, Yvonne va s'appliquer à montrer que les habitants de ce coin du bas-Léon n'ont rien usurpé leur réputation. C'est pour la première une grande source de fierté. Née « dans une paroisse privilégiée », où « tout le monde admirait le Seigneur », elle estime y avoir reçu une « merveilleuse éducation ». Véritables despotes à l'époque, les prêtres surveillaient de près la jeunesse, lui interdisant de fréquenter les bals du canton. Les gens d'Eglise au prosélytisme farouche battent la campagne, forçant les vocations. Les familles n'osent pas refuser de laisser partir les enfants dont ils auraient eu besoin à la ferme. Le recteur de la paroisse fixe à 22 heures la fin des fêtes de mariage.

Pour les noces, jusque dans les années 40, les femmes portent la coiffe. Elles revêtent une épaisse robe de soie noire et un

tablier de crêpe de Chine, un lourd châle traditionnel par-dessus. Dans la famille Rinn, l'état en est de laine fine, « brodée de coeurs rouges et bruns et de toutes les nuances intermédiaires ». Il sert de relais entre les générations, et d'ornement aussi. D'où son nom de « châle-tapis ». Les villageois célèbrent rarement l'événement un jeudi, « parce que les restes n'auraient pu être consommés le lendemain, jour d'abstinence », ni le samedi, « bon prétexte pour manquer la messe du lendemain », protestent les prêtres.

Ce catholicisme pesant n'a pas totalement chassé la superstition. Yvonne ne croit pas aux bêtises de fantômes que racontent les vieux. Mais son père accroche dans l'arbre de la cour le placenta de la jument qui vient d'accoucher, afin de porter bonheur au poulain et à toute sa descendance.

Lorsqu'il lui faut quitter sa mère et les travaux de la ferme, dont elle raffole, pour rejoindre la sévère école des Sœurs, Yvonne ravale ses larmes. Les pardons, les processions, les préparations de la grande-messe de Pâques sont aussi ses seuls loisirs. Ils représentent pour la coquette paysanne l'occasion de rencontrer des jeunes et de repérer « les filles n'importe comment » : « celles chez qui la couture des bas se promenait au travers du mollet ».

Yvonne elle-même reconnaît que son village souffrait peut-être d'un conformisme excessif. Fondée sur une foi sans faille, la vie de Milizac ne devait pas être tendre pour ceux qui ne se pliaient pas volontiers à cette obéissance dévote. Son récit ne s'intéresse guère à ces « Antéchrist ».

Courageuse, foncièrement positive et généreuse de ses sentiments, Yvonne se penche sur ses jeunes années sans état d'âme. Attachée à sa terre, peu friande de voyages, la fermière se souvient que la prospérité était rare. Comme bien d'autres de sa génération, elle a reçu une orange en cadeau de Noël, une claque pour une épulure de pomme de terre trop épaissée. Mais la rudesse des temps est relative. Et la vieille Bretonne se demande parfois si, à notre époque, nous ne devenons pas de plus en plus malheureux.

Martine Valo

ILE-DE-FRANCE, PRODUITS DU TERROIR ET RECETTES TRADITIONNELLES

Albin Michel, 336 p., 120 F.

Menche de Milly, moutarde de Meaux, Grand Marinière, chouquettes, paris-brest, volaille de Houdan, miel du Gâtinais, jambon de Paris, asperge d'Argenteuil, brie de Meaux, fontainebleau sont quelques-unes des productions alimentaires de la région Ile-de-France dont la liste vient d'être dressée par le Conseil national des arts culinaires en partenariat avec le conseil régional d'Ile-de-France. La description, l'histoire, l'usage, la fabrication de chacun de ces produits constituent le plus important chapitre du deuxième tome de cet inventaire du patrimoine culinaire, établi, à la demande des ministères de l'Agriculture et de la Culture, pour recenser l'ensemble des savoir-faire authentiques du terroir français. Le premier avait été celui de la région Nord-Pas-de-Calais, publié en octobre 1992.

Cet ouvrage savoureux se poursuit par une quarantaine de recettes traditionnelles de la région, comme la gratinée des Halles, les merlans Bercy, le poulet du père Lathuille et le flan parisien. Les cuisiniers Gérard Vié et Guy Savoy proposent de leur côté plusieurs recettes régionales « réinventées ».



Festivals en région Centre

25^e FETES ROMANTIQUES DE NOHANT (Indre)
• Du 11 au 27 juin • Château de George Sand • Réservations : (06) 54 48 22 64

20^e FESTIVAL DE SULLY ET DU LOIRET
• Du 12 juin au 15 juillet (vendredis - samedis - dimanches)
• Salle des Gardes du Château et Auditorium • Eglise Saint Ythier • Eglise de Germigny des Prés
• Réservations n° Vert : (06) 05 45 28 18 • Par Minitel : 3615 FNAC

30^e FETES MUSICALES EN TOURAINE
• Du 18 au 27 juin • Grange de Meslay et Grand Théâtre de Tours • Réservations : (06) 47 21 65 08

LES TRES RICHES HEURES DE L'ORGUE EN BERRY
• Tous les dimanches du 4 juillet au 29 août • Tous les mardis du 13 juillet au 24 août
• Cathédrale de Bourges • Réservations : (06) 48 24 75 33

19^e FESTIVAL INTERNATIONAL D'ORGUE DE CHARTRES
• Tous les dimanches du 4 juillet au 5 septembre • Cathédrale de Chartres • Entrée libre
• Renseignements : (06-1) 45 48 31 74

19^e SEMAINES MUSICALES DE TOURS
• Du 6 au 31 juillet • Réservations : (06) 47 31 27 00

11^e ETÉ DE NOIRLAC • Abbaye de Noirlac (Cher)
• Du 11 juillet au 14 août • Réservations : (06) 48 67 00 18
• Par Minitel : 3615 THEA + NOIRLAC

10^e FESTIVAL DE THEATRE MUSICAL DE LOCHES EN TOURAINE
• Du 13 juillet au 24 juillet • Festival Beethoven • Réservations : (06) 47 59 07 98

CONSEIL REGIONAL
du CENTRE

RADIO

Des programmes